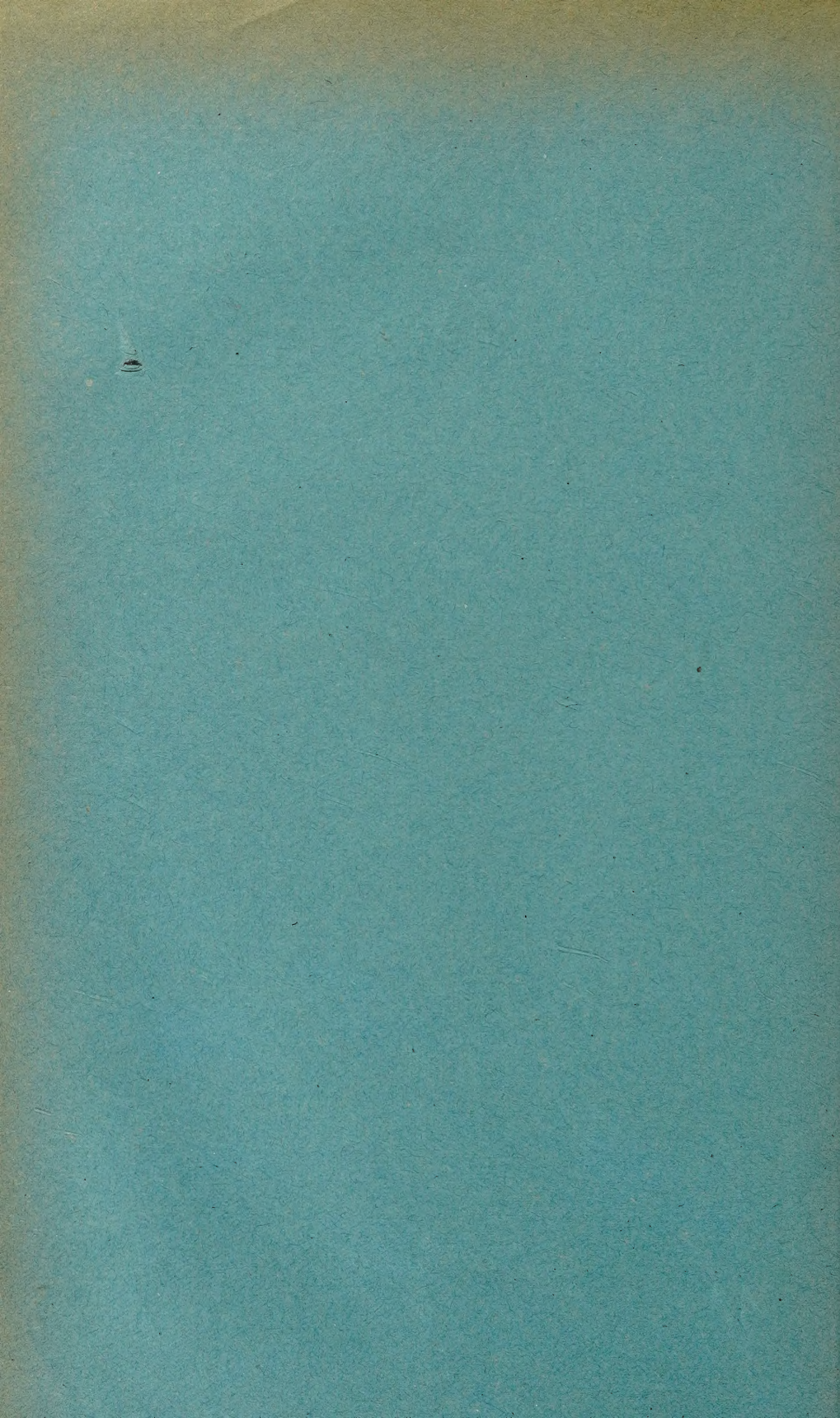




THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté entend ne donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE AUX ÉTATS-UNIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 4 décembre 1934, à 14 heures

PAR

Louis de MIRAMON-PESTEILS

JURY... { *Président* M. OUALID, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. AFTALION, *professeur*.
 PIROU, *professeur*.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°),

—
1934



AVANT-PROPOS

LE PETROLE DANS LA VIE ECONOMIQUE MODERNE LES CARACTERISTIQUES DE L'INDUSTRIE DU PETROLE

Son essor extrêmement rapide. — Aperçu historique. — Importance de la production.

Sa concentration aux mains des trusts. — Elle est due à l'importance des capitaux nécessaires aux exploitations.

La rationnelle utilisation des matières premières, rendue soudainement possible par les progrès de la science, a toujours, au cours de l'histoire, apporté de profondes modifications dans l'activité économique des peuples, et leur détention s'est fréquemment révélée pour les pays possédant de telles ressources naturelles, un facteur primordial de développement industriel, commercial ou agricole, un instrument puissant de prépondérance politique.

Lorsque la houille vint, en particulier, se substituer au bois et au charbon de bois comme source d'énergie, le caractère même de la production s'en trouva, dans le monde, profondément transformé : les méthodes de travail se modifièrent, le machinisme peu à peu s'instaura, et les continents se rapprochèrent grâce aux perfectionnements des transports maritimes et terrestres.

Mais l'Angleterre, pourvue de gisements miniers, accusa tout de suite sa suprématie dans cette évolution, et fut la première à en tirer avantage. Le charbon groupa en effet autour de lui les entreprises dont le fonctionnement en exigeait l'emploi : les centres houillers devinrent des centres industriels ; puis les besoins locaux ou nationaux, une fois satisfaits, l'envoi des excédents de matières premières vers d'autres pays moins favorisés, leur acheminement vers tous les ports du globe, en vue d'y permettre le ravitaillement des navires en combustible, constituèrent une source nouvelle de profits importants. Du fait de la mise en valeur de ses mines de charbon, l'Angleterre vit, de cette façon, au siècle dernier, s'étendre le champ de son activité ; elle assista au développement incessant de sa flotte de commerce et s'affirma capable, du moins jusqu'à la veille de la guerre, de jouer sur les principaux marchés du monde un rôle de premier plan.

Ainsi le sort des nations se trouve-t-il parfois lié à la richesse de leur sous-sol, et l'économie mondiale apparaît-elle bouleversée, à de certaines époques, par l'utilisation généralisée d'un produit naturel nouveau.

La découverte des gisements pétrolifères devait à son tour apporter, dans le domaine de la production, d'importantes modifications. Si l'emploi du charbon y avait opéré une véritable révolution, le pétrole ne pouvait prétendre quant à lui y exercer de prime abord de semblables changements. Aussi bien, la carte économique du monde avait-elle déjà été transformée par le groupement des grandes industries autour des centres houillers ; l'espoir n'était pas permis qu'un mouvement analogue puisse reprendre autour des champs pétrolifères. La re-

marquable facilité que présentait le transport du produit nouveau, la durée incertaine de la productivité des gisements ne rendaient d'ailleurs cette hypothèse ni nécessaire, ni souhaitable.

Mais grâce au progrès de l'automobilisme et de l'aviation, grâce aux améliorations et aux perfectionnements de la technique industrielle, le pétrole est devenu un combustible si essentiel, une source de force et d'énergie si nécessaire, qu'il se classe actuellement après la houille, au premier rang des matières premières indispensables à l'activité humaine.

De façon comparable au charbon, bien que suivant un processus quelque peu différent, le pétrole put ainsi exercer, sur l'ensemble de la vie économique, une action incontestablement profonde ; bien plus, produit précieux, ressource naturelle permettant aux peuples de s'enrichir, d'assurer leur prospérité, et dans une certaine mesure de garantir même leur intégrité et leur indépendance, sa possession n'a pas été sans susciter des convoitises, ni, partant, sans influencer en ces dernières années la politique de certains Etats.

L'industrie du pétrole présente quelques caractéristiques fondamentales qu'il semble nécessaire de signaler pour la situer de façon convenable dans l'activité économique mondiale.

Son développement extraordinairement rapide est en premier lieu si frappant qu'il peut paraître utile d'en étudier brièvement l'évolution.

Le pétrole a sans nul doute été connu dès la plus haute antiquité. Parmi tous les produits que renferme le sol, il

s'inscrit vraisemblablement parmi l'un des premiers que l'homme ait cherché à utiliser. La Genèse en fait mention dans le récit de la construction de la Tour de Babel dont le mortier contenait du « bitume » ; Hérodote signale qu'il servit à faire le ciment des murs de Babylone. Plutarque écrit dans la *Vie d'Alexandre* : « Ce héros admira surtout dans la province d'Ebactane un gouffre d'où sortaient continuellement, comme d'une source inépuisable, des ruisseaux de feu. Il vit avec le même étonnement une source de naphte si abondante que, en débordant, elle formait non loin de ce gouffre un lac considérable ».

En fait, il paraît certain que les peuples anciens d'Egypte, de Palestine, d'Arabie, de Mésopotamie et de Perse, guidés par les suintements qui décelaient sa présence, parvinrent à recueillir le pétrole à la surface du sol et l'utilisèrent de diverses façons.

L'histoire plus récente du monde nous le fait retrouver sous différents aspects. Au Moyen Age et surtout à l'époque de la Renaissance, il servait de liniment, puis on commença à l'employer en Europe comme moyen d'éclairage, ce que les Chinois, quant à eux, ne manquaient pas de faire depuis les temps les plus reculés. Les premiers émigrants trouvèrent en Amérique des puits creusés par les Indiens dans le sol ; l'huile à feu lentement venait s'y accumuler.

Les documents sont nombreux qui permettent d'affirmer que la présence du pétrole fut, dans maints pays, signalée de longue date. Et cependant, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, on ne sut ni exploiter, ni utiliser cette matière première autrement que pour des usages primitifs.

Il faut attendre jusqu'au 27 août 1859 — date de l'achè-

vement du premier puits creusé par le colonel Edouard Drake, à Titusville, aux Etats-Unis — pour enregistrer le début de l'industrie pétrolière moderne. Celle-ci, il y a 75 ans, consistait ainsi en un simple forage d'une profondeur modeste — 69 pieds 1/2 — et donnant en moyenne 15 barils de brut par jour. Au mois de décembre suivant, un second puits était achevé; la production totale, au cours de l'année 1859, ne dépassait pas 2.000 barils. Le gallon sur le marché était coté 50 cents !

Le pétrole brut n'eut tout d'abord d'autre utilité que de servir à la fabrication du kérosène ou pétrole lampant. Les raffineurs cherchaient uniquement à obtenir ce produit employé pour l'éclairage ; l'essence et les produits lourds restaient, faute de débouchés, sans utilité et sans valeur. L'industrie pétrolière ne devait prendre son importance définitive que par suite de l'avènement du moteur à explosion et du développement de l'industrie automobile. L'essence vint alors se substituer au lampant comme dérivé principal du brut : l'ère du kérosène avait composé la première période de l'histoire économique du pétrole, l'ère de la gasoline ou essence devait en constituer la seconde.

Aussi bien les dérivés du brut sont-ils utilisés aujourd'hui à des fins multiples et infiniment diverses. Si l'essence figure au tout premier rang de ces produits, si elle est sans contredit le plus universellement connu (on estime que 40 millions de moteurs mobiles ou fixes tournent actuellement dans le monde grâce à ce carburant), du pétrole proviennent en outre le fuel oil ou mazout servant au chauffage industriel et à la chauffe des navires, les huiles et graisses lubrifiantes, la paraffine, l'asphalte, le goudron, etc... Il n'est pas étonnant dès lors

qu'une industrie dont les débouchés se révèlent si nombreux et si variés, ait pu, en un cours délai, conquérir dans l'activité économique mondiale une place prépondérante, et qu'elle se soit signalée par un développement ininterrompu et particulièrement rapide.

Sans insister longuement sur des données qui seront précisées dans les chapitres suivants, il est néanmoins nécessaire de citer quelques chiffres qui seuls pourront traduire l'ascension prodigieuse de l'industrie pétrolière depuis trois quarts de siècle. En 75 ans, 750.000 puits environ ont été forés aux Etats-Unis seulement, soit 10.000 par an en moyenne; certains atteignent aujourd'hui une profondeur dépassant 3.000 mètres. En 1930, M. Reeser, président de l'American Petroleum Institute, estimait que les capitaux engagés dans l'ensemble de l'industrie pétrolière américaine s'élevaient à 12 milliards de dollars (300 milliards de francs).

Quant à la production, elle a constamment, depuis ses origines, suivi un mouvement ascendant qui s'est vivement accéléré de 1900 à 1930 (depuis lors il faut noter une légère régression).

<i>Années.</i>	<i>Production mondiale en barils de 159 litres.</i>
1900	150.000.000
1910	320.000.000
1920	670.000.000
1930	1.400.000.000 (200.000.000 de tonnes).

Suivant un rythme à peu près régulier, la production depuis le début du siècle doubla ainsi tous les dix ans jusqu'en 1930 pour atteindre cette année-là 200.000.000 de tonnes. Son importance dans l'industrie extractive apparaît par comparaison avec le montant de la production

mondiale de houille qui oscille actuellement aux environs de 1 milliard de tonnes après avoir atteint 1 milliard 300 millions en 1928.

La prédominance du charbon reste donc évidente, mais il est remarquable de constater que l'apparition du pétrole — comme aussi, dans une certaine mesure, celle de la houille blanche, — a réussi tout d'abord à freiner le développement de l'industrie houillère puis à l'arrêter à peu près complètement. A cette relative déchéance de l'industrie la plus ancienne, a correspondu l'essor de l'industrie la plus jeune ; la valeur calorifique du pétrole étant supérieure à celle du charbon il est permis de penser que ce mouvement aura dans l'avenir tendance à s'accroître : un jour peut-être, les progrès de la science permettront-ils au pétrole de s'inscrire au premier rang parmi les sources d'énergie indispensables à l'activité économique.

La seconde caractéristique de l'industrie pétrolière est sa concentration extrêmement poussée, due en particulier à l'importance des capitaux que nécessite le fonctionnement des exploitations.

La production de la matière première, son raffinage et la distribution des produits finis constituent trois étapes bien distinctes, trois opérations successives auxquelles une société qui se livre à l'industrie du pétrole est dans l'obligation, pour conserver sa liberté, de participer elle-même. Il apparaît en effet qu'une entreprise qui bornerait son activité à l'extraction du brut se heurterait rapidement à la difficulté de vendre en marché libre le produit ainsi obtenu et se trouverait inéluctablement à la merci des raffineurs. Ceux-ci par ailleurs resteraient

obligés de se soumettre aux conditions des transporteurs et des distributeurs s'ils n'étaient pas préparés à écouler eux-mêmes leurs produits. Toute Société qui ne veut pas courir le risque d'être, à brève échéance, éliminée sur un marché capricieux et particulièrement instable, doit présenter une organisation suffisamment complète et solide pour produire, raffiner, et vendre elle-même ses produits. Or, il est indispensable, pour des raisons d'ordre technique comme aussi pour des raisons d'ordre financier (amortissement rapide des capitaux), qu'une raffinerie soit outillée en vue de traiter plusieurs centaines de milliers de tonnes par an ; si le fonctionnement de l'usine ne nécessite à vrai dire qu'une main-d'œuvre peu abondante, son aménagement par contre impose de considérables immobilisations. Quant à la distribution elle exige l'intervention de si nombreux intermédiaires, elle suppose l'emploi d'un matériel si important, si varié et si coûteux, que son organisation reste inévitablement le privilège des grosses Compagnies.

Aux États-Unis toutefois, jusqu'à ces dernières années, les petits producteurs dont le nombre atteint des dizaines de mille, jouissaient encore dans ce pays — où le propriétaire du sol l'est aussi du sous-sol — d'une situation assez prospère. Si l'un d'eux parvenait à extraire du pétrole sur son territoire il lui était possible de le vendre au cours fixé à une Compagnie d'achat reconnue. Mais, la production venant à s'accroître de façon démesurée, les prix baissèrent sensiblement, et l'on en vint à adopter un système de restriction dénommé contingentement. Des lois furent promulguées à cet effet dans différents États : La Californie, l'Oklahoma, le Texas en particulier. La grande entreprise qui raffine le brut,

ajoutant ainsi à sa fonction de producteur celle de fabricant et de vendeur de produits finis, peut arriver à surmonter les difficultés ; mais le petit exploitant dont le rôle est strictement limité et qui, au surplus, ne possède guère de disponibilités, est sans doute plus sérieusement menacé ; les offres d'achat ne lui sont faites qu'à un prix réduit dans le temps où des règlements administratifs lui interdisent de vendre une partie de ses produits. Pour lui aussi, de plus en plus, les chances se restreignent de conserver dans l'avenir avec quelque profit sa qualité de producteur indépendant.

La diversité de l'industrie du pétrole — et pour tout dire sa complexité — suffirait ainsi à expliquer l'interdiction faite aux petites entreprises d'y consacrer leur activité. Mais en outre — aussi curieux que cela puisse paraître au premier abord — le caractère physique de la matière première et de l'essence — leur fluidité — grâce au système de transport auquel il permet d'avoir recours a pour une large part hâté l'accession des trusts au monopole de la production.

Lorsqu'il s'agit d'acheminer le pétrole brut vers les raffineries, ou ses dérivés vers les lieux de consommation, plusieurs moyens s'offrent au pétrolier. Le camion-citerne et le wagon-citerne furent tout d'abord employés ; puis on en vint rapidement à adopter la « pipe-line » dont l'utilisation s'est aujourd'hui généralisée.

La pipe-line n'est pas seulement une « ligne de tuyaux » ; elle consiste en une installation complète comprenant des réservoirs construits aux points extrêmes et en divers autres points du tracé, des usines de production de force motrice, des stations de pompage et de réchauffage, un réseau de communications télégraphiques et télé-

phoniques reliant ces diverses stations, en un mot tout le matériel et les aménagements nécessaires pour assurer le transport rapide et sûr, par canalisations, d'un liquide dont la viscosité atteint parfois un tel degré qu'il se solidifie à des températures relativement modérées.

A l'origine il n'existait guère de réseaux de pipe-lines que dans les centres de production. Le pétrole recueilli au puits était dirigé à l'aide de ces conduites vers des raffineries généralement peu éloignées ; quant aux produits finis, sortant des usines, ils étaient expédiés par wagons-citernes. Mais on ne tarda guère à se convaincre de l'erreur qui consistait à installer des raffineries coûteuses à proximité des gisements dont la durée de production était toujours incertaine, souvent limitée : la tendance a donc prévalu de situer désormais les raffineries beaucoup plus près des centres de distribution que des centres de production. Aux États-Unis par exemple il existe de nombreuses usines le long des côtes de l'Atlantique, du Pacifique, du Golfe du Mexique et dans les grands centres de consommation. L'étendue du réseau de pipe-lines s'est ainsi considérablement accru, mais sa mise en état est toujours une entreprise longue et difficile : étude du tracé, acquisition du droit de passage, obstacles constitués par le relief du sol, éloignement fréquent de tout moyen de communication et de tout centre de ravitaillement sont les facteurs extrêmement divers d'un problème complexe. L'on conçoit dans ces conditions que le prix de construction d'une pipe-line soit variable suivant les circonstances, la nature du pays à traverser, les difficultés à surmonter, mais qu'il reste toujours fort élevé. Des calculs ont été faits qui tendent à prouver que les pipe-lines américaines — dont la longueur atteint 200.000 kilomètres —

représentent une mise de fonds supérieur à 1 milliard de dollars. Malgré le coût élevé de telles installations, le système des pipe-lines s'est imposé sur tous les champs pétrolifères importants du fait de l'économie fort sensible — 50 % environ — qu'il permet de réaliser par rapport aux autres procédés de transport.

Les dépenses qu'exigent des constructions d'une telle envergure ne peuvent être engagées que par de grosses entreprises. Celles-ci jouissent dès lors, pour l'acheminement des produits, d'un véritable monopole de fait ; fixant elles-mêmes les prix d'achat aux pétroliers indépendants, elles parviennent d'une façon indirecte à contrôler leurs productions.

L'accession des trusts puissants à la conduite des affaires pétrolières est ainsi commandée par les exigences et la nature même de cette industrie ; elle en constitue sans doute une des caractéristiques fondamentales.

Il est singulièrement malaisé de déterminer d'une façon exacte dans l'industrie du pétrole l'activité propre à chacun des grands Groupes ; leurs intérêts se trouvent si souvent enchevêtrés, leurs participations financières s'entremêlent, en quelque sorte, de façon si fréquente qu'il devient rapidement impossible d'en dénouer l'écheveau comme de préciser avec certitude à quelles sociétés mères le jeu des majorités doit en définitive assurer le contrôle de telle ou telle filiale nouvellement constituée.

Les trusts du pétrole sont cependant peu nombreux. Deux groupements sont prédominants et parviennent directement ou indirectement à contrôler une partie de la production. Ce sont ;

1° Le groupe anglo-néerlandais et anglais : Royal Dutch Shell, Anglo-Persian.

2° Le groupe américain : La Standard Oil (Standard of New Jersey, Standard of Indiana, Socony Vacuum, Standard of California, Ohio Oil).

Toute l'histoire du pétrole est liée au développement de la Standard, puis à l'essor de la Royal Dutch, enfin à la lutte entre ces deux trusts. Leur méthode, leur organisation interne sont d'ailleurs différentes. Les diverses Standards se calquent exactement les unes sur les autres ; elles sont toutes créées sur un type identique ; l'unité de l'entreprise réside en ce fait que la majorité des actions se trouve groupée entre les mêmes mains. Il en va autrement de l'organisation Royal Dutch Shell où chacune des filiales, dont l'ensemble compose le trust anglo-hollandais, a une fonction distincte : telle société se borne à la prospection et à l'extraction du pétrole, telle autre raffine le brut, telle autre enfin est chargée des transports ou de la distribution ; et sur chaque marché consommateur important, il existe une société particulière pour la vente au détail, généralement constituée en société nationale sous le régime des lois du pays.

M. W. Mautner a dressé en 1931 une statistique permettant d'établir la part prise par les grands trusts dans la production mondiale du brut. Un tel classement est fort délicat et les chiffres publiés provenant souvent de données non officielles ou constituant de simples estimations, ne peuvent prétendre à une rigoureuse exactitude ; toutefois, ils ne manquent pas d'intérêt, car ils donnent une idée suffisante de la façon dont l'industrie a poursuivi sa concentration.

Tout d'abord, M. W. Mautner divise les producteurs en cinq grands groupes :

1° Le groupe Standard, qui comprend la Standard of New Jersey, la Standard of Indiana, la Socony Vacuum, la Standard of California et l'Ohio Oil ;

2° Le groupe anglo-hollandais, dans lequel il englobe l'Anglo-Persian, la Burmah Oil et la Royal Dutch Shell ;

3° Le groupe semi-indépendant, comprenant la Sinclair Consolidated et la Tidewater Association ;

4° Le groupe indépendant, comprenant treize grandes sociétés, savoir : la Gulf Oil Corporation, la Texas Corporation, la Cities Services, la Continental Oil, la Phillips Petroleum, la Pure Oil, l'Union Oil, la Barnsdall, la Richfield, la Skelly Oil, l'Amérada, la Mid Continental et la Simms ;

5° Le pétrole russe de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U. R. S. S.).

Cette répartition faite, l'auteur donne, pour la production en 1930 et en 1931, les chiffres suivants (en barils) :

	1930	1931
Groupe Standard	280.914.460	255.401.210
Groupe anglo-hollandais	223.222.000	199.666.000
Groupe semi-indépendant	60.282.608	53.660.867
Groupe indépendant	285.055.044	248.085.893
U. R. S. S.	132.302.160	160.809.840
Total de la production contrôlée	981.776.272	917.623.810

Envisagées par rapport à la production mondiale totale, M. Mautner estime que ces chiffres représentent pour chaque groupe les pourcentages suivant pour 1931 :

Groupe Standard	19,92 %
Groupe anglo-hollandais	15,83 %
Groupe semi-indépendant	4,28 %
Groupe indépendant	20,22 %
U. R. S. S.	9,38 %
Total	69,63 %

Il n'est question dans cette statistique que de l'extraction de la matière première, mais il est indispensable de signaler que le contrôle de certains groupes s'exerce davantage encore sur le traitement des dérivés. C'est ainsi que les Standards qui ne produisent guère qu'un tiers environ du brut américain détiennent par contre un si grand nombre d'installations de raffinage et de transport qu'elles parviennent à exercer leur contrôle sur la majorité des entreprises pétrolières des Etats-Unis.

Nous avons essayé de situer l'industrie du pétrole dans l'économie mondiale et de préciser son caractère. Ce rapide aperçu paraissait nécessaire avant que d'étudier la situation de cette branche de l'activité économique aux Etats-Unis, son évolution et les influences diverses qui s'exercèrent sur elle pour la développer et la réglementer.

Nous nous proposons de rassembler en une première partie les éléments permettant de juger de l'état de l'industrie pétrolière américaine en ces dernières années.

Dans une seconde partie, nous exposerons les différentes mesures envisagées ou adoptées, jusqu'à l'avènement au pouvoir de M. Roosevelt, pour pallier à la surproduction menaçante en ce pays du brut et des dérivés.

Dans une troisième partie, nous tenterons enfin d'analyser le sort réservé à l'industrie pétrolière dans le plan de restauration économique du Président, et de mettre en relief les résultats obtenus jusqu'à ce jour, par la réglementation nouvelle à laquelle elle s'est soudainement trouvée assujettie.

PREMIÈRE PARTIE

Le pétrole aux Etats-Unis
Son industrie -- Son marché

CHAPITRE PREMIER

LA PRODUCTION DU PETROLE BRUT AUX ETATS-UNIS

La place de l'Amérique dans la production mondiale du pétrole brut.

Les Etats producteurs de la Fédération. — Les champs les plus importants.

Les progrès de la technique et le potentiel de production.

Le caractère trop souvent désordonné et anarchique de la production. — Ses inconvénients.

Le pétrole se trouve fort inégalement réparti dans le monde. L'examen d'une carte marquant l'emplacement des gisements connus montre que ces gisements ont une prédilection marquée pour les bordures des grands plissements montagneux et qu'ils se sont surtout localisés au voisinage des affaissements de l'écorce terrestre ou le long de ses grandes déchirures. On admet généralement que le pétrole ne s'est pas formé dans la couche géologique où il se trouve aujourd'hui, mais qu'il s'est déplacé de bas en haut sous l'influence de pressions provoquées par les mouvements du sol comme aussi par les gaz qu'il tient en suspension. Il aurait ainsi quitté son « gîte » primitif et se serait infiltré à travers les fissures de la terre en remontant lentement vers la surface. Il existerait donc une relation évidente entre certaines conditions géologiques définies et la présence du pétrole à un niveau qui en autorise l'exploitation.

PRODUCTION MONDIALE DE PETROLE BRUT (en milliers de barils).

TABEAU I.

Pays	1929		1930		1931		1932		1933	
	Quantités	%	Quantités	%	Quantités	%	Quantités	%	Quantités	%
Etats-Unis	1.007.323	67,8	898.011	63,7	850.275	62,1	785.305	60,7	901.270	63,5
Russie	99.507	6,7	125.555	8,9	161.900	11,8	149.720	11,6	150.000	10,6
Vénézuéla	137.472	9,3	136.669	9,7	118.770	8,7	119.000	9,1	118.000	8,6
Roumanie	34.758	2,3	41.624	3	47.600	3,5	50.800	3,9	51.000	3,6
Perse	42.145	2,8	45.528	3,3	44.300	3,2	46.000	3,5	48.000	3,3
Indes Néerlandaises	39.279	2,6	41.729	3	35.500	2,6	37.000	2,8	38.000	2,7
Mexique	44.688	3	39.530	2,8	33.039	2,4	32.000	2,4	33.000	2,4
Colombie	20.385	1,4	20.346	1,4	18.237	1,3	17.800	1,3	14.000	1
Argentine	9.391	0,6	9.002	0,6	11.608	0,8	12.000	0,9	14.000	1
Pérou	13.422	1	12.449	1	10.105	0,7	10.500	0,8	14.000	1
Trinité	8.716	0,6	9.419	0,7	9.769	0,7	10.000	0,8	9.500	0,7
Indes Britanniques	8.747	0,6	8.292	0,6	8.190	0,6	8.200	0,7	8.500	0,6
Pologne	4.988	0,3	4.904	0,3	4.340	0,3	3.900	0,3	3.800	0,3
Bornéo	5.290	0,4	4.907	0,3	3.689	0,3	3.500	0,3	3.000	0,3
Lakhaline	1.134	0,1	1.805	0,1	2.240	0,2	2.500	0,2	2.900	0,2
Japon	2.023	0,1	1.950	0,1	1.990	0,2	2.000	0,2	2.300	0,2
Egypte	1.868	0,1	1.996	0,1	1.926	0,1	1.800	0,1	1.600	0,1
Equateur	1.381	0,1	1.553	0,1	1.751	0,1	1.600	0,1	1.600	0,1
Allemagne	704		1.182		1.643		1.600		1.600	
Canada	1.117		1.522		1.582		»		1.100	
Irak	798		913		900		»		1.100	
France	535		523		517		»		»	
Tchéco-Slovaquie	93	0,2	157	0,3	185	0,4	»	0,4	»	0,3
Italie	45		59		145		»		»	
Bolivie	»		56		25		»		»	
Autres pays	58		56		50		»		»	
Totaux	1.485.867	100	1.410.037	100	1.370.299	100	1.293.830	100	1.420.570	100

Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, l'Amérique apparaît comme particulièrement privilégiée dans la répartition des richesses pétrolifères. L'importance de ses gisements la met au premier rang des pays producteurs et lui attribue une place prépondérante dans l'industrie du pétrole.

Le tableau I montre la part prise par les différentes nations dans la production, et le pourcentage revenant à chacune d'entre elles dans l'extraction mondiale annuelle.

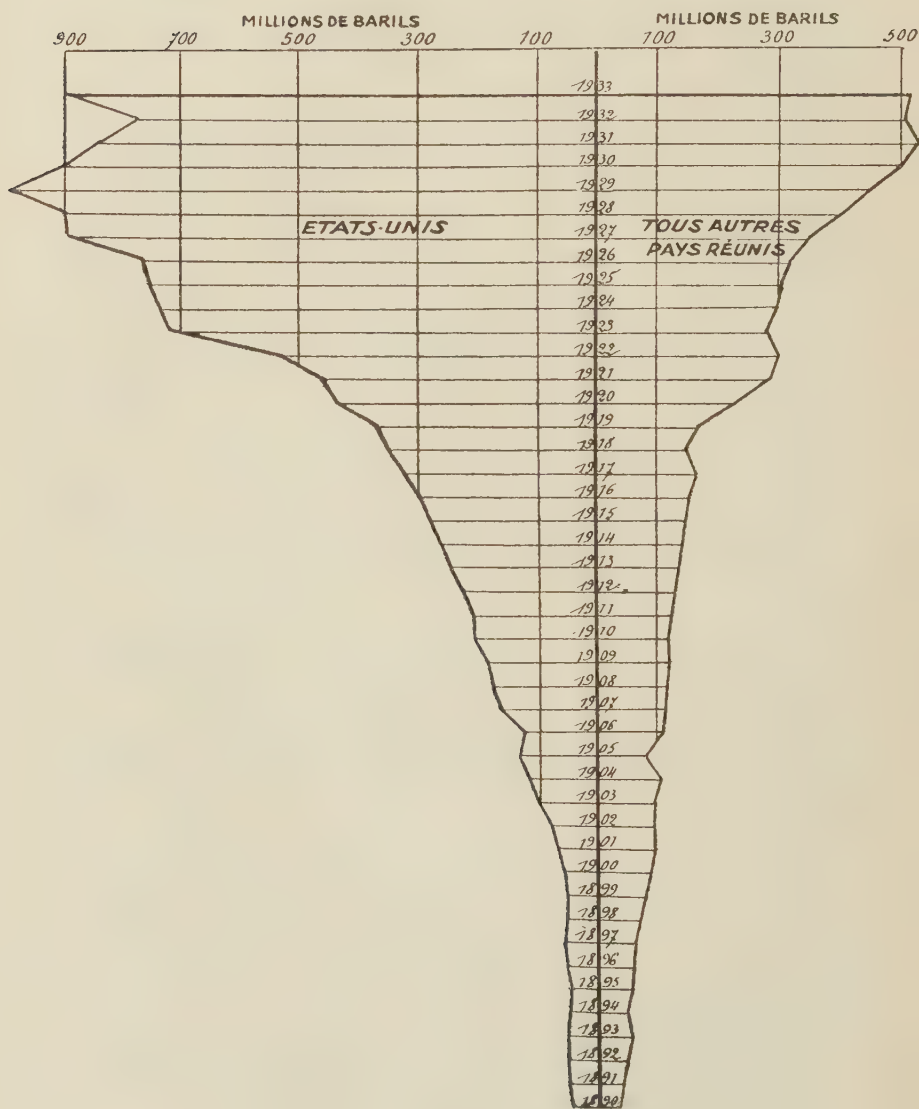
Le tableau II met en parallèle la participation des Etats-Unis et celle de l'ensemble des autres pays.

L'examen de ces chiffres permet de constater à quel point l'Amérique devança toujours ses concurrents sur le marché de l'huile brute. Sa part contributive atteignait 71,5 % du total en 1925, elle s'élevait encore à 63,5 % en 1933, après avoir baissé à 60,7 % en 1932. Le fléchissement récent de la production américaine qui, de plus de 1 milliard de barils en 1929, tomba à 785 millions en 1932 — pour se relever d'ailleurs à plus de 900 millions en 1933 — n'est pas dû au tarissement des sources de pétrole en ce pays ; il est le résultat des efforts — peu couronnés de succès d'ailleurs — faits en vue de restreindre et de contingenter la production.

L'a Russie, dont l'activité s'est sensiblement accrue en ces dernières années, se voit attribuer la seconde place parmi les pays producteurs (11 % du total mondial) et cependant sa participation reste six fois moindre que celle des Etats-Unis !

Le Venezuela arrive au troisième rang (8,6 % en 1933), la Roumanie au quatrième (3,6 %).

PRODUCTION DES ÉTATS-UNIS
COMPARÉE A CELLE DE TOUS LES AUTRES PAYS



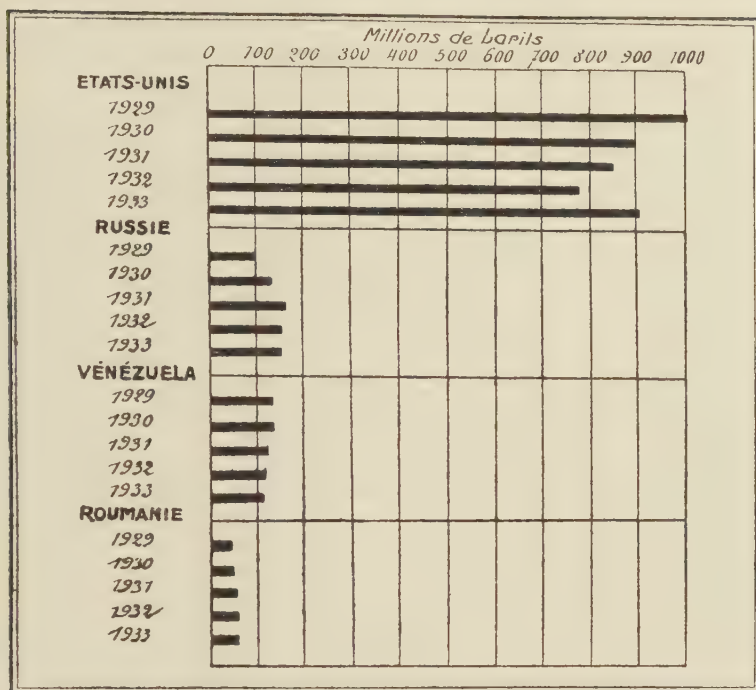


Tableau II

Mieux que tous commentaires, les chiffres traduisent donc l'évidente supériorité américaine en ce qui concerne l'extraction du brut. Un pays qui à lui seul contrôle plus des trois cinquièmes de la production d'une matière première ne peut qu'être assuré d'exercer une influence primordiale sur le marché de ce produit.

Les gisements pétrolifères ne se trouvent pas aux États-Unis groupés en une seule région ; ils ne sont pas l'apanage d'un district strictement limité. En fait, 19 États de la Fédération produisent actuellement du pétrole. Le tableau ci-dessous montre la participation de chacun d'eux au cours des années 1931 et 1932.

Participation des différents Etats de l'Amérique à la production de pétrole brut.

	1931	1932
	<i>(En milliers de barils).</i>	
Californie	188.829	178.127
Oklahoma	175.703	149.487
Texas	328.608	314.378
Arkansas	15.626	12.529
Kansas	38.956	35.339
Wyoming	14.692	12.994
Louisiane	22.856	22.467
Illinois	4.717	4.801
Pensylvanie	11.862	12.395
Ohio	5.318	4.606
Kentucky.....	6.490	6.322
Virginie	4.477	3.907
Montana	2.847	2.320
New-York	3.395	4.524
Colorado.....	1.492	1.114
New-Mexico	15.360	12.344
Indiana	831	806
Tennessee.....	7	5
Michigan	3.733	6.834
Total.....	845.803	785.304

Il est possible de classer les régions productrices des Etats-Unis en un certain nombre de zones dont les rendements d'ailleurs se révèlent très différents :

A l'Est, la Pensylvanie, berceau de l'industrie pétrolière américaine, n'a plus qu'un rendement égal à 1,5 % environ de la production d'ensemble du pays.

A l'Ouest, la Californie, dont le grand développement productif date d'une dizaine d'années, fournit 25 %. Elle alimente toute la région située à l'ouest des Montagnes Rocheuses, et même par le canal de Panama, une partie de la zone américaine de l'Atlantique.

Au Centre, le « Mid Continent », dont la participation à la production s'élève à 66 %. Il comprend les champs de l'Oklahoma, de l'Arkansas, du Kansas, du Texas et de

la Louisiane (la Louisiane et le Texas sont parfois classés dans la région dite « Côte du Golfe »).

D'une façon générale, le centre de gravité de la production américaine se déplace d'est en ouest. Actuellement, la presque totalité de cette production (91 %) est assurée par le Mid Continent et la Californie. On aura une idée de la productivité de certains champs américains en constatant que la production totale de la Perse, des Indes néerlandaises, de l'Argentine, du Mexique, du Pérou, de la Colombie, de la Trinité, des Indes anglaises, de la Pologne, de Sakhaline, du Japon, de Sarawak, de l'Égypte, de l'Allemagne, de l'Équateur, du Canada, de l'Irak, de l'Italie et de quelques autres centres de moindre importance, est restée sensiblement inférieure en 1933 à la seule production des champs de l'Est du Texas ! La découverte en cette région, à la fin de 1930, de gisements particulièrement productifs constitua bien d'ailleurs, dans le domaine de la production aux États-Unis, le fait le plus important de ces dernières années. Le nombre des puits y passait de 3 en décembre 1930 à 3.300 en décembre 1931, à 8.000 en décembre 1932. Il dépasse actuellement 11.000.

Ainsi les variations de production dans les différents districts sont-elles souvent très brusques ; presque toujours elles ont entre elles une analogie d'allure frappante et se traduisent par une courbe identique : ascension rapide, puis vive régression ralentie en définitive par l'intervention de procédés artificiels — injection d'eau et de gaz dans les sondes — pour ranimer momentanément la productivité des puits.

Les 20 champs américains les plus importants sont actuellement les suivants :

<i>Production en 1933</i>	
<i>(En milliers de barils)</i>	
Est du Texas.....	202.870
Oklahoma City.....	67.000
Seminole (Oklahoma).....	32.200
Long Beach (Californie)	25.000
Kettleman Hills (Californie)	21.600
Conroe (Texas)	21.300
Yates (Texas)	20.700
Santa-Fe Springs (Californie)	18.300
Midway-Sunset (Californie).....	17.550
Van (Texas).....	17.300
Ventura Avenue (Californie).....	12.600
Mc Pherson (Kansas)	11.800
Lea County (Nouveau Mexique)	11.200
Pampa (Texas).....	10.400
Bradford (Pensylvanie).....	10.200
Smackover (Arkansas)	8.900
Barbers Hill (Texas)	8.200
Hendrick (Texas).....	7.500
Big Lake (Texas)	6.900
Mirando (Texas)	7.400
Total.....	538.920

Leur production dépasse de plus de 20 millions de barils la production totale des autres pays. La Russie, la Roumanie, le Venezuela, la Perse, les Indes néerlandaises et le Mexique ne parviennent pas à obtenir des quantités égales à celles extraites dans les 10 principaux champs des Etats-Unis.

La contribution du Texas et de l'Oklahoma d'une part, celle du Texas et de la Californie de l'autre, dépassent chacune d'environ 60 millions de barils la contribution totale étrangère.

Il est bien évident qu'un essor aussi prodigieux — tout d'abord autorisé par un privilège singulièrement

favorable de la nature — n'a pu se maintenir sans un intensif développement de l'outillage nécessaire à la production, ni sans une constante amélioration des méthodes d'exploitation.

L'étude du nombre des forages effectués aux Etats-Unis est l'un des meilleurs critères de l'activité américaine s'exerçant dans le domaine de l'extraction du brut.

Depuis 1859 (date de la naissance de l'industrie pétrolière), 700.000 puits environ ont été forés en ce pays. La moitié d'entre eux sont actuellement improductifs, épuisés ou abandonnés. A la fin de l'année 1932, 317.684 puits étaient en exploitation. Leur débit moyen quotidien était de 6,75 barils ; 250.000 produisaient moins d'un baril par jour.

Les chiffres ci-dessous indiquent le nombre de puits annuellement forés depuis 1928.

<i>Années</i>	<i>Puits forés</i>
1928	22.331
1929	26.356
1930	21.240
1931	12.432
1932	15.021
1933	12.312
6 premiers mois de 1934	8.298

Sur l'ensemble des puits forés, 60 % environ sont des puits pétrolifères, 10 % des puits gazéifères, 30 % se révèlent improductifs.

Les progrès constants de la science et de la technique ont largement contribué à développer aux Etats-Unis le potentiel de production : les méthodes de prospection s'y sont affirmées plus sûres, et susceptibles de déceler dans des régions nouvelles des gisements insoupçonnés ; l'emploi d'un matériel sans cesse perfectionné, permet-

tant d'atteindre avec une rapidité accrue des niveaux plus bas, a rendu possible l'extraction de la matière première dans des champs considérés jusqu'alors comme inexploitable. Il fallait autrefois plusieurs années pour forer un puits de 1.000 mètres ; actuellement, des profondeurs de 1.500 à 2.000 mètres sont touchées en quelques mois, parfois en quelques semaines (le record de profondeur était détenu en juin 1934 — avec 11.377 pieds, soit 3.170 mètres — par un puits de la General Petroleum Corp.).

L'activité des champs anciens, où les couches supérieures de pétrole avaient déjà été exploitées, se trouva ainsi fréquemment ranimée par la découverte de nouvelles nappes productives à des niveaux inférieurs : des gisements qui semblaient avoir atteint la limite de leur rendement purent contribuer une seconde fois à la production.

Enfin les pourcentages d'extraction se sont eux-mêmes accrus : il n'était guère possible autrefois, malgré toutes les mesures prises, d'amener à la surface plus de 30 à 35 % des quantités de pétrole contenues dans un gisement ; lorsque ce dernier était déclaré épuisé, il renfermait encore 60 à 70 % de sa capacité primitive ; par des injections d'eau et des injections d'air ou de gaz, on arrive actuellement à porter jusqu'à 60 % le rendement des puits.

Perfectionnements techniques, abondance et richesse des gisements, tels furent les facteurs qui assurèrent l'accroissement constant de l'extraction du brut aux Etats-Unis et assirent définitivement la suprématie de ce pays dans cette branche de l'industrie.

Une situation apparemment aussi brillante, affirmée depuis longtemps, ne devrait, semble-t-il, laisser place à aucune critique ni permettre de formuler la moindre réserve sur les avantages incontestables qu'elle présente pour l'économie du pays.

Et cependant, les conditions mêmes dans lesquelles s'exerce trop souvent en Amérique la production du pétrole ne vont pas sans danger ; elles ont motivé des craintes sérieuses du fait du gaspillage qu'elles favorisent, du fait surtout des menaces de surproduction qu'elles laissent subsister. Cet état de choses est d'autant plus curieux à constater que l'épuisement des réserves de pétrole aux Etats-Unis était considéré, après la guerre, comme une éventualité prochaine. Le Gouvernement fédéral favorisa alors la recherche et la mise en exploitation de gisements nouveaux ; les trusts américains qui avaient quelque peu dédaigné d'être propriétaires de puits se mirent soudain à en acquérir. La situation se trouva vite renversée ; on s'était ému à la pensée de manquer de pétrole, on allait dorénavant sans cesse redouter la découverte de nouveaux champs pétrolifères et craindre que leur mise en exploitation ne vienne brutalement rompre un équilibre difficilement établi et d'une évidente précarité.

Il n'est pas douteux que l'extraction du brut, facilitée et activée par les perfectionnements techniques, soit trop souvent, du fait de l'extrême morcellement des concessions, conduite de façon anarchique et irrationnelle. Produit minéral fluide et, partant, d'une extrême mobilité, le pétrole n'est malheureusement pas influencé par les limites des propriétés établies en surface ! Dès qu'un exploitant fore un puits dans un coin de son périmètre,

ses voisins sont bien tentés de placer chacun un forage « de défense » le plus près possible de leur ligne de séparation ; ils cherchent ainsi à éviter qu'une certaine quantité de matière première ne leur soit soustraite au travers de la mitoyenneté.

Tout contribue dès lors à favoriser la course au forage sans nul égard pour les droits du voisin. Ces procédés de « piraterie » conduisent à des résultats néfastes pour l'intérêt général et accroissent sensiblement la nervosité du marché. Sans doute certaines atténuations ont-elles été apportées à l'emploi de telles méthodes. En de nombreux endroits, les pétroliers ont pu coordonner leurs efforts, supprimer entre eux la concurrence, faire disparaître tout souci de procéder à une production hâtive et désordonnée, facteur désastreux mais inéluctable d'un gaspillage ruineux. Ailleurs, ils ont réussi à s'entendre dans un même champ sur le principe de l'unification des exploitations, et ont obtenu ainsi d'excellents résultats. Il n'en reste pas moins cependant que le « potentiel de production » — suffisant à lui seul pour peser sur les cours — s'est accru en ces dernières années dans d'importantes proportions et qu'il a entraîné dans son ascension le montant des quantités de brut effectivement extraites.

Il est nécessaire de remarquer à quel point l'équilibre entre l'offre et la demande des produits s'avère dans l'industrie du pétrole délicat à réaliser : les difficultés de stocker une matière première fluide dans des réservoirs coûteux dont l'emploi est inévitablement limité à la durée même de l'exploitation, le besoin d'amortir rapidement

des capitaux considérables, immobilisés dans des travaux de premier établissement, le souci de se procurer en période de crise des moyens de trésorerie immédiats sont autant de facteurs qui poussent les pétroliers à livrer sans retard le brut extrait. Les prix ne jouent que dans une faible mesure leur rôle de régulateur de la production ; bien plus, celle-ci est parfois stimulée par l'effondrement même des cours, effondrement dont les exploitants cherchent à atténuer les répercussions par des ventes plus abondantes.

Les effets d'une exploitation s'exerçant dans de semblables conditions n'ont pu que vivement réagir en ces dernières années sur la situation de l'industrie pétrolière aux Etats-Unis. Sans doute, des efforts sérieux de restriction sont-ils dans une certaine mesure parvenus à ralentir la production, mais ils n'ont pu — pour des raisons que nous aurons l'occasion d'étudier — donner des résultats suffisants et durables.

Au reste, l'extraction plus ou moins intensive du brut n'est pas seule à influencer un marché strictement fonction en définitive de celui des produits finis. Parler d'une surproduction du pétrole, c'est vraisemblablement supposer aussi une surproduction s'exerçant corrélativement sur les dérivés livrables à la consommation.

En étudiant le développement de l'industrie du raffinage en Amérique, nous rechercherons donc spécialement comment s'est accrue — souvent trop rapidement — la production d'essence dans ce pays, sans que s'en trouve d'ailleurs proportionnellement stimulé le marché de la matière première.

CHAPITRE II

LA PRODUCTION DES DERIVÉS : LE RAFFINAGE

Les différents produits obtenus en raffinerie. — L'essence, dérivé le plus précieux.

La place de l'Amérique dans la production mondiale d'essence.

Les différents procédés de fabrication de l'essence : la distillation, le craquage des huiles lourdes, la gazoline naturelle.

L'importance respective de ces procédés.

L'augmentation des rendements : ses désastreuses répercussions sur le marché du pétrole brut.

L'évolution future des méthodes employées en raffinerie dépendra des débouchés qui s'offriront à l'avenir aux huiles lourdes : les usages actuels du fuel-oil. — La concurrence que lui font le charbon et le gaz naturel.

Le pétrole extrait des gisements constitue une matière première inutilisable à l'état brut, et sa valorisation réside dans sa transformation par le raffinage en produits finis.

Les pétroles bruts, de qualité et de composition parfois fort différentes, donnent après traitement des pourcentages très inégaux de ces divers produits. Il n'est donc pas possible d'indiquer une composition moyenne, ni par suite un rendement moyen de la matière première. Cependant, le pétrole provenant d'une certaine région, d'un gisement déterminé, offre une approximative régularité de composition. De cette composition dépend la valeur commerciale du brut.

Dans l'ordre des volatilités décroissantes, la gamme des produits obtenus par le raffinage est la suivante :

Essence légère, produit le plus précieux, servant essentiellement de carburant dans les moteurs à explosion.

Essence lourde, carburant et solvant.

White spirit, solvant, succédané de l'essence de térébenthine.

Pétrole lampant ou kérosène, utilisé pour l'éclairage, le chauffage et comme carburant de certains moteurs agricoles.

Gazoil, carburant des moteurs Diesel.

Huiles de graissage, dont on obtient des séries de caractéristiques et de viscosité variées, suivant les usages auxquels on les destine.

Paraffine et vaseline, pour usage pharmaceutique, isolation, fabrication des bougies, etc.

Fuel-oil ou *mazout*, huile combustible, résidu de la distillation du pétrole après extraction des produits légers.

Bitume ou *brai de pétrole*, pour usage routier, fabrication de produits bitumés, etc. Ce produit est le résidu de la distillation après extraction, non seulement des produits légers, mais encore des huiles de graissage.

Si les dérivés obtenus du pétrole sont multiples, l'importance commerciale de l'essence est telle que l'examen de son marché semble suffire en maintes circonstances à définir la situation des entreprises pétrolifères. Nous bornerons donc plus particulièrement nos investigations dans les chapitres de cette étude au cas du produit le plus précieux, sans qu'il nous soit par ailleurs interdit d'en tirer, en ce qui concerne l'ensemble de l'industrie américaine, des conclusions d'un ordre plus général.

L'industrie du raffinage s'est tout naturellement développée dans les pays producteurs du brut. Ceux-ci trouvent là un moyen de valoriser sur place le pétrole extrait de leurs gisements, et, gardant les produits finis nécessaires à leur consommation intérieure, ils ont la possibilité d'exporter au dehors l'excédent de leur fabrication. Cette règle générale souffre bien quelques exceptions que soulignent les exportations du pétrole vénézuélien vers les usines américaines ou inversement l'existence au Canada de raffineries traitant le brut en provenance des Etats-Unis. Mais néanmoins, nous ne saurions nous étonner que l'Amérique, qui de loin tient la première place parmi les producteurs de brut, s'inscrive encore à ce même rang dans l'industrie du raffinage.

Les statistiques pour l'année 1931 donnent en ce qui concerne l'essence les chiffres suivants exprimant en barils la production mondiale :

Production d'essence en 1931.

	<i>Quantités</i>	<i>Pourcentage</i>
Etats-Unis	438.000.000	78,62 %
Russie.....	19.740.000	3,54 %
Indes Néerlandaises	29.545.000	5,26 %
Canada	12.997.000	2,35 %
Roumanie	12.000.000	2,20 %
Perse.....	10.572.000	1,82 %
Grande-Bretagne	5.300.000	0,94 %
Mexique	4.214.000	0,75 %
Argentine	3.780.000	0,67 %
Autres pays	21.294.000	3,75 %
Total.....	557.242.000	100 %

Ainsi la part de l'Amérique dans la fabrication de l'essence dépasse-t-elle encore la participation prise par elle dans la production de la matière première ; il n'est point dès lors exagéré d'affirmer que les Etats-Unis se

trouvent commander le marché des produits pétrolifères dans le monde, et il n'est point étonnant de constater que tous les éléments favorables ou néfastes, ayant une influence sur l'industrie américaine, puissent en d'immédiates répercussions réagir à l'étranger.

L'extraordinaire essor de l'industrie du raffinage en Amérique est la conséquence des méthodes de fabrication nouvelles mises en œuvre en ce pays depuis quelques années. Aux perfectionnements si profonds de la technique en matière d'extraction de pétrole brut — perfectionnements dont nous avons vu au chapitre précédent le rôle décisif — a correspondu dans le même temps une complète évolution des procédés employés pour le traitement de la matière première.

Il faut remarquer que l'extraction pure et simple des constituants du pétrole par distillation fractionnée conduit à des rendements en essence qui, variables suivant la qualité du brut utilisé, ne parviennent guère à dépasser 25 % ; elle ne permet pas d'éviter par ailleurs que 50 % au minimum du pétrole entré dans les usines ne ressortent sous forme de fuel oil dont les débouchés restent encore insuffisants. La nécessité d'obtenir des tonnages de plus en plus élevés d'essence — produit le plus demandé — le souci de trouver à des résidus de la distillation, jusque-là vendus à perte, un emploi rémunérateur poussaient les raffineurs à s'orienter vers des procédés nouveaux de fabrication. La découverte du *craquage* — ou *cracking* — allait répondre à leurs préoccupations et bouleverser en quelque sorte l'industrie du raffinage aux Etats-Unis.

Alors que la distillation avait pour but de fractionner au mieux les nombreux constituants du pétrole pour en isoler des produits aussi homogènes que possible — se différenciant les uns les autres par leur densité, leur température d'ébullition et d'inflammation, leur viscosité, etc. — le craquage, procédé brutal, s'efforce quant à lui de dissocier l'édifice moléculaire des hydro-carbures sous l'action combinée de la température et de la pression.

L'une des caractéristiques du craquage est de pouvoir utiliser tant le pétrole brut que le kérosène, les huiles de graissage ou les huiles lourdes. En particulier, le traitement du gaz oil ou du fuel oil apparaît comme spécialement intéressant, puisque ces produits — dont les quantités laissées par la distillation sont excessives — se trouvant ainsi promus au rang de matière première, parviennent à fournir une essence de qualité exceptionnelle. Bien erronée fut l'opinion émise tout d'abord que le carburant fabriqué de cette façon ne pourrait être utilisé ; on le recherche aujourd'hui et l'on ne conçoit plus, pour le fonctionnement des moteurs à haute compression, une essence à laquelle on n'ait ajouté de la benzine de craquage.

Dès l'origine, l'Amérique prit parmi les pays producteurs une forte avance dans l'application du procédé de craquage, procédé qui ne tarda pas à se généraliser outre-Atlantique.

En nous reportant aux statistiques publiées par le Bureau des Mines aux Etats-Unis, nous pouvons en extraire les chiffres suivants qui donneront une idée de l'évolution de l'industrie du raffinage aux Etats-Unis.

<i>Années</i>	<i>Nombre de raffineries existantes</i>	<i>Capacité journalière de traitement du brut (en barils)</i>
1914	176	—
1918	267	1.186.155
1922	479	2.164.050
1924	574	3.046.790
1925	584	3.033.682
1926	515	3.068.340
1927	462	3.224.307
1928	456	3.426.330
1929	463	3.719.550
1930	479	3.972.460
1931	500	4.164.080
1932	510	4.093.370

Il est évident qu'un certain nombre de ces raffineries se sont à toute époque trouvées inexploitées ; mais c'étaient là en général des établissements vétustes et d'une faible capacité, de sorte que, si les chiffres qui suivent accusent une différence relativement sensible entre le nombre des usines existantes et celui des usines en exploitation, on remarque que le potentiel global de ces dernières n'en est lui-même que très faiblement diminué.

<i>Années</i>	<i>Usines en exploitation</i>	<i>Capacité journalière de traitement</i>
1922	325	1.854.520
1924	362	2.549.490
1925	385	2.680.052
1926	356	2.770.340
1927	328	2.964.427
1928	315	3.116.930
1929	341	3.454.250
1930	362	3.721.360
1931	397	3.913.180
1932	382	3.665.830
1933	—	3.550.000 (évalué)

Ainsi, en dix ans, de 1922 à 1932, alors que le nombre des raffineries en exploitation augmentait de 20 % environ (notons le léger fléchissement au cours de l'année 1932), la capacité journalière de traitement doublait

sensiblement. Il est permis d'en conclure que si le principe de la concentration dans l'industrie du raffinage ne perd pas ses droits, chaque usine cherche en outre à développer son activité et à perfectionner son outillage.

Ces tendances paraissent encore plus marquées en ce qui concerne les entreprises munies d'appareils de craquage :

<i>Années</i>	<i>Usines munies d'appareils de craquage</i>	<i>Capacité de craquage</i>
1926	150	980.960
1927	158	1.245.890
1928	148	1.327.584
1929	170	1.487.950
1930	186	1.705.299
1931	208	1.844.609
1932	191	1.954.550

On assiste donc en Amérique depuis quelques années à l'augmentation du nombre des installations de craquage, à l'augmentation surtout de leur capacité de traitement : la concurrence devenant plus âpre, et moins certains les bénéfices, l'obligation se fait sentir — particulièrement en période de crise — de choisir avec grand soin le procédé le plus perfectionné, le plus productif et, par conséquent, le plus rémunérateur.

A cette transformation des méthodes adoptées a normalement correspondu, au détriment des quantités d'essence de distillation, un constant accroissement des quantités d'essences de craquage.

Le tableau suivant permet de grouper les chiffres qui indiquent en barils ces variations :

Années	Essence de distillation	Essence de craquage	Pourcentage des quantités d'essence de craquage par rapport aux quantités d'essence de distillation
	<i>(En milliers de barils)</i>		
1927	197.047	101.226	51 %
1928	219.168	122.254	56 %
1929	244.894	143.727	59 %
1930	225.304	164.243	72,8 %
1231	220.263	176.181	80 %
1933	195.386	170.905	87,7 %
1993	195.961	180.662	92,1 %

Si les quantités d'essence de distillation obtenues en 1933 étaient inférieures à celles produites en 1927, celles d'essence de craquage passaient par contre de 101 millions de barils à plus de 180 millions de barils, marquant ainsi en six ans une augmentation de 80 % environ. Il est, dès lors, permis de penser que dans un délai très bref ces deux catégories de carburant seront, aux Etats-Unis, fabriquées dans des proportions équivalentes.

Il est nécessaire de faire mention dans l'étude de la production de l'essence en Amérique, d'un troisième procédé permettant d'obtenir ce dérivé. Ce procédé a trouvé son origine dans l'exploitation rationnelle du gaz naturel jaillissant des puits et s'est en fait généralisé avec une extrême rapidité. Lorsque les producteurs se rendirent compte de la perte qu'ils subissaient en laissant s'échapper sans contrôle le gaz emmagasiné dans leurs gisements, ils cherchèrent à en extraire les vapeurs très légères d'essence qui s'y trouvaient en suspension. Pendant longtemps, la gazoline ainsi obtenue des gaz

« désessenciés » fut considérée comme trop volatile et dangereuse pour être livrée à la consommation. La situation à ce point de vue s'est totalement modifiée ; un produit très stable utilisable sans mélange est actuellement fabriqué dans des proportions qui sont loin d'être négligeables bien qu'elles aient légèrement fléchi depuis 1931.

Ayant ainsi rapidement étudié les différentes méthodes grâce auxquelles est obtenue l'essence en Amérique, il semble intéressant de rapprocher en un tableau général la part contributive de chacune d'elles dans la production totale :

<i>Années</i>	<i>Essence de distillation directe</i>	<i>% du total</i>	<i>Essence de craquage</i>	<i>% du total</i>	<i>Essence de gaz naturel</i>	<i>% du total</i>	<i>Total général d'essence</i>
1918	82.550	92,5 %	—	—	6.750	7,5 %	89.300
1929	244.894	56,5 %	143.727	33 %	45.570	10,5 %	434.191
1930	225.304	51,6 %	164.243	37,7 %	46.670	10,7 %	435.217
1931	220.263	50,6 %	176.181	40,5 %	38.366	8,9 %	434.810
1932	195.386	48,53%	170.905	42,46%	36.281	9,01%	402.572
1933	195.961	47,8 %	180.662	44 %	33.610	8,2 %	410.233

Deux remarques sont nécessaires :

1° Alors qu'en 1918 l'essence de distillation directe intervenait dans la proportion de 92,5 % du total, et que les statistiques ne faisaient pas mention de l'essence de craquage, nous voyons la proportion de celle-ci croître sans cesse pour atteindre 44 % en 1933, marquant bien ainsi l'évolution extrêmement rapide de cette industrie.

2° L'essence de distillation, qui seule tire directement son origine du brut, n'intervient plus que pour 47,8 % dans la production totale. En fait, c'est plus de la moitié de cette production totale (52 %) qui, due au craquage

ou au traitement du gaz naturel, est en réalité fabriquée en dehors du pétrole par une matière première concurrente.

Il est bien certain que cette situation est tout à fait particulière à l'Amérique, et que les autres pays, par insuffisance d'équipement industriel ou par retard dans leur évolution scientifique, n'ont suivi que de loin une telle orientation. Sans vouloir pénétrer très avant dans l'étude de l'industrie pétrolière roumaine et russe, il semble intéressant de comparer simplement la proportion des différentes catégories d'essence produites en ces trois pays.

En 1931, la répartition était la suivante :

	<i>Essence de distillation directe</i>	<i>Essence de craquage</i>	<i>Essence de gaz naturel</i>
Etats-Unis	50,6 %	40,5 %	8,9 %
Roumanie	97 %	9,9 %	8,93 %
Russie.....	78,54 %	17,94 %	3,52 %

Ces chiffres permettent de constater que l'emploi du craquage — en faveur duquel la Russie a d'ailleurs réalisé un remarquable effort en ces dernières années — n'en est encore à l'étranger qu'à ses débuts. Ils soulignent de façon péremptoire l'avance considérable prise par les Etats-Unis vis-à-vis de ses concurrents dans l'application et le perfectionnement d'une technique dont l'influence sur la production fut singulièrement profonde.

Le résultat le plus remarquable acquis par ce pays, grâce à la mise au point et à la généralisation de semblables méthodes, réside dans l'augmentation sans cesse accrue des rendements obtenus.

Si l'on cherche, en effet, le rapport existant entre les quantités de pétrole brut traitées par les raffineries américaines et les quantités totales d'essences produites (par distillation, craquage et traitement du gaz naturel), on obtient les pourcentages suivants,

<i>Années</i>	<i>Rendement</i>	<i>Années</i>	<i>Rendement</i>
1916	19,8 %	1926	38,5 %
1920	26,1 %	1927	39,9 %
1921	27,7 %	1928	41,3 %
1922	29,5 %	1929	44 %
1923	30,9 %	1930	47 %
1924	33,1 %	1931	48,7 %
1925	35,1 %	1932	49 %

qui traduisent la proportion d'essence extraite chaque année d'un baril de brut.

Nul autre pays ne parvient à de tels résultats. C'est ainsi que la Roumanie doit actuellement se contenter de rendements qui ne dépassent guère 28 %, car — faute d'installations de craquage suffisantes — la matière première n'y est point complètement épuisée par transformation en produits d'une valeur marchande certaine.

Les Etats-Unis affirment donc là une fois de plus une incontestable supériorité, et le classement des huiles lourdes au rang des matières premières utilisables pour la production de l'essence apparaît comme l'événement le plus important qu'ait eu à enregistrer en ces dernières années l'industrie du raffinage en ce pays.

Mais la complexité des questions pétrolières est telle que cette supériorité avantageuse sur plus d'un point ne laisse pas de présenter à d'autres de sérieux inconvénients. La possibilité d'obtenir d'un volume déterminé de matière première des rendements de plus en plus élevés — but poursuivi par toute industrie — risque, si la

consommation des produits finis ne s'accroît pas corrélativement, de faire se restreindre la demande sur le marché du brut.

Nous aurons l'occasion d'étudier plus longuement cet aspect de la question ; remarquons néanmoins dès maintenant qu'à une relative stabilité de la production d'essence américaine a constamment correspondu en ces dernières années une diminution des quantités de pétrole consommées en raffineries :

<i>Années</i>	<i>Quantités d'essence produite</i>	<i>Quantités de brut traité</i>
	<i>(En milliers de barils)</i>	
1929	439.191	990.000
1930	440.728	937.000
1931	438.000	899.000
1932	402.000	823.000
1933	408.000	832.000

Pour avoir tenté d'échapper au péril d'une surproduction de fuel-oil et trouvé à ce produit qui encombrait le marché une utilisation nouvelle en l'employant à la fabrication de l'essence, les Etats-Unis ont rendu plus précaire l'équilibre du marché du brut et accru de façon inquiétante leur potentiel de raffinage.

N'est-il donc pas possible de trouver pour le fuel-oil des débouchés avantageux en dehors de sa transformation en essence ? La question vaut d'être abordée, car, si d'autres emplois rémunérateurs s'offraient à l'avenir à ce produit, moins grand serait le souci de l'utiliser comme matière première. Il y a là sans nul doute un problème intéressant et dont la solution réagirait sur tout l'ensemble de l'industrie pétrolière.

L'usage du fuel-oil comme combustible des foyers fixes s'est certainement étendu en ces dernières années dans une sensible mesure et très particulièrement dans les régions productrices (les États-Unis et la Russie par exemple). Il sert tout d'abord pour les besoins d'énergie et de chaleur des raffineries ; il est utilisé pour les chaufferies industrielles et son emploi en Amérique se généralise sur les locomotives : il fait là au charbon une sérieuse concurrence. Revendiquant par rapport à la houille des avantages certains (commodité de ravitaillement et de manutention, propreté), le fuel-oil est pour la chauffe des navires un combustible fort apprécié. En 1932, les navires brûlant du charbon ne représentaient plus que 54,8 % du tonnage mondial contre 88,8 % en 1914 ; dans le même temps, la proportion des navires aménagés pour chauffer leurs chaudières au pétrole ou le brûler dans des moteurs à combustion interne passait de 3,2 % à 43 %. D'une façon plus spéciale, le pourcentage des navires équipés pour utiliser le mazout s'élevait en 1932 à 14,4 % contre 0,4 % en 1914.

Ce refoulement du charbon par le pétrole apparaît de façon plus nette encore à l'examen de la statistique des navires de commerce lancée en 1931.

Navires à moteurs	58 %
Navires à vapeur chauffant au fuel oil	33,5 %
Navires à vapeur chauffant à la houille	8,5 %

Si l'utilisation du fuel-oil dans la marine semble un fait définitivement acquis et destiné à s'étendre encore, il est nécessaire toutefois de remarquer que la crise ayant durement affecté les transports maritimes, il en est tout normalement résulté dernièrement un léger ralentisse-

ment de la demande de mazout par les flottes des différents pays.

Par contre, la consommation domestique paraît s'être sensiblement accrue aux Etats-Unis en ces dernières années.

Les statistiques font ressortir les chiffres suivants :

<i>Années</i>	<i>Nombre d'appareils</i>	<i>Consommation en milliers de barils</i>
1926	186.275	9.175
1927	233.250	12.850
1928	310.575	17.203
1929	416.180	23.147
1930	531.200	29.590
1931	643.100	35.790
1932	733.100	40.840
1933	800.000	44.560

Mais, qu'il s'agisse du chauffage industriel ou du chauffage domestique, les combustibles liquides ne peuvent lutter efficacement contre le charbon que dans la mesure où leurs prix n'ont pas une tendance exagérée à s'élever ; or, c'est justement leurs cours dépréciés qui incitent les raffineurs à les utiliser pour le craquage !...

Au reste, le fuel-oil, en concurrence directe avec la houille, l'est aussi — spécialement en Amérique — avec le gaz naturel extrait des sondes dont la production aux Etats-Unis a doublé depuis dix ans. Cette production s'élevait en 1932 à 1.556 milliards de pieds-cubes marquant sur celle de 1930 — qui avec près de 2.000 de milliards de pieds-cubes avait atteint son maximum — une diminution de 23 % environ, due sans aucun doute au ralentissement industriel. Un réseau très large de conduites permet de transporter et de livrer le gaz naturel à si peu de frais qu'il parvient à se substituer avec faci-

lité aux combustibles liquides. Les producteurs ont d'autre part tendu leur effort vers l'approvisionnement de régions jusqu'alors considérées comme inaccessibles ; le procédé employé consiste à liquéfier le gaz et à l'expédier sous cette forme dans des récipients spéciaux.

Il existe aux Etats-Unis 55.000 puits gazéifères ; 100.000 miles de conduite relient ces puits aux centres de distribution. Grâce au développement de ces réseaux, le nombre des consommateurs, qui était de 4 millions environ en 1927, s'est élevé à 5 millions et demi en 1930 pour atteindre près de 7 millions en 1931.

La consommation du gaz naturel se répartissait de la façon suivante en 1932 :

529.378 millions de pieds cubes	(34 %)	employés aux lieux mêmes de production.
385.887 —	(25 %)	pour les usages domestiques et commerciaux.
168.237 —	(11 %)	pour les fabriques de noir de fumée.
107.239 —	(7 %)	dans les usines électriques.
67.467 —	(4 %)	dans les raffineries de pétrole.
296.127 —	(19 %)	pour divers usages industriels.

La valeur du gaz combustible consommé s'élevait en 1931 à 392.816.000 dollars et en 1932 à 384.632.000 dollars.

L'importance de cette industrie est donc loin d'être négligeable aux Etats-Unis. Elle s'y est très rapidement développée. Ainsi le gaz naturel parvient-il, dans une certaine mesure, à raréfier les débouchés déjà insuffisants du fuel-oil dont le placement sur le marché ne va pas sans difficultés.

La demande d'huiles lourdes reste, dans l'ensemble du monde, si inférieure à leur production qu'en Roumanie, par exemple, où les installations de craquage sont encore peu développées, force est aux raffineurs d'enfouir à

nouveau dans le sol ce résidu trop abondant de la distillation auquel on ne trouve pas d'emploi.

Il est cependant un autre débouché des dérivés lourds du brut qui, pour être de date relativement récente, se révélera peut-être un jour susceptible d'ouvrir à la technique du pétrole des perspectives nouvelles et de bouleverser une fois encore l'évolution du raffinage : il s'agit de l'usage — qui tend depuis peu à se développer — du moteur Diesel à combustion interne dans l'automobilisme et dans l'aviation. Dans ce domaine, le gaz-oil et le fuel-oil — par suite des rendements élevés qu'ils permettent d'obtenir et de la sécurité plus grande qu'ils assurent — viendraient directement concurrencer l'essence !...

Nous aurons l'occasion de souligner l'intérêt de cette question à la fin de cette étude lorsque nous tenterons de prévoir l'évolution possible de l'industrie du pétrole dans un avenir prochain.

Ce qu'il importe sans doute de retenir dès maintenant, c'est la facilité et la rapidité avec lesquelles les influences s'exerçant sur le marché de la matière première ou de l'un des dérivés parviennent à réagir sur l'orientation de l'industrie tout entière grâce aux liens qui unissent entre eux les différents produits, grâce aussi à la substitution de l'un à l'autre rendue possible par la technique du craquage. En Amérique, pays le plus évolué et le mieux outillé, ces actions et ces réactions y sont évidemment plus nombreuses et plus profondes.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation des quantités d'essence fabriquées dans ce pays, l'emploi généralisé de

procédés nouveaux et la constante élévation des rendements furent bien, semble-t-il, les éléments essentiels par quoi se caractérisa en ces dernières années l'industrie du raffinage aux Etats-Unis.

La production des dérivés et plus encore le potentiel de production s'y sont accrus dans de notables proportions tout comme s'étaient accrus, nous l'avons vu précédemment, la production et le potentiel de production du brut.

CHAPITRE III

LA DEMANDE INTERIEURE DES PRODUITS PETROLIFERES ET LE COMMERCE D'EXPORTATION

La consommation mondiale des produits pétrolifères.

La part de l'Amérique dans cette consommation.

La consommation mondiale d'essence.

La consommation intérieure de l'essence aux Etats-Unis.

Le déclin des exportations américaines : ses causes et ses conséquences.

Les importations. — La notion d'exportations nettes.

Les variations de la demande totale sur le marché américain.

Après avoir noté la place prépondérante tenue par les Etats-Unis dans la production de l'huile brute et montré l'extraordinaire essor de leur industrie de raffinage, il semble nécessaire de préciser la part qu'ils prennent dans la consommation mondiale comme aussi dans le commerce international des produits pétrolifères, puis d'étudier l'évolution même du marché de la demande en ce pays.

L'évaluation de la consommation mondiale faite à l'aide de statistiques dressées dans chaque pays ne fut réalisée pour la première fois qu'en 1932 d'une manière véritablement précise et complète.

Consommation mondiale des produits pétroliers

	Essence	Pétrole raffiné	Huiles		Autres Produits	Totaux
			comb.	Lubrif.		
			<i>Milliers de barils</i>			
Etats-Unis	373.770	33.310	307.678	16.697	102.227	833.682
Russie	6.800	22.770	54.950	4.320	7.656	96.496
Royaume-Uni	30.500	7.188	21.404	2.764	1.700	63.556
France	19.571	1.584	8.828	1.768	1.814	33.565
Canada	15.440	1.036	13.740	721	1.100	32.037
Allemagne	12.789	860	4.393	2.815	1.620	21.677
Argentine	4.554	832	12.244	287	820	18.737
Indes	2.389	6.916	3.668	770	1.236	14.979
Mexique	1.717	389	8.935	141	3.463	14.645
Japon	4.793	850	6.127	1.344	530	13.643
Roumanie	706	1.225	9.701	190	1.520	13.342
Indes Néerlandaises ..	1.187	2.510	5.750	531	1.356	11.834
Italie	2.915	1.102	5.323	801	229	10.370
Australie	5.359	990	772	413	513	8.047
Antilles Néerlandaises	156	19	5.200	22	2.486	7.883
Perse	461	1.200	3.200	670	1.230	6.761
Chine	720	4.040	1.530	249	85	6.624
Hollande	2.891	1.346	1.376	352	202	6.167
Venezuela	983	25	4.866	42	150	6.066
Espagne	3.167	165	1.728	210	280	5.550
Suède	2.931	612	1.602	321	60	5.526
Belgique	2.266	720	984	590	103	4.663
Brésil	1.787	712	1.846	159	20	4.524
Danemark	1.915	639	1.605	181	14	4.354
Egypte	413	2.142	1.231	114	102	4.002
Malaisie anglaise	917	230	2.308	62	110	3.627
Cuba	660	173	2.535	50	40	3.458
Îles Philippines	697	560	1.824	74	102	3.257
Trinité	110	61	2.690	31	236	3.128
Hawaï	801	106	1.996	45	72	3.020
Afrique du Sud	1.990	481	254	146	147	3.018
Suisse	1.736	194	862	150	25	2.967
Nouvelle-Zélande	1.669	159	968	62	41	2.899
Tchéco-Slovaquie	2.001	220	337	190	32	2.780
Pologne	643	944	328	357	452	2.724
Norvège	847	277	1.335	69	48	2.576
Chili	410	64	1.415	32	18	1.939
Irlande	1.110	420	103	65	124	1.822
Zone du canal de Panama	78	22	1.631	8	7	1.746
Uruguay	720	280	707	15	7	1.729
Autriche	840	243	425	127	12	1.647
Algérie	930	360	36	21	70	1.417
Grèce	402	160	589	51	32	1.234
Jamaïque	144	447	1.008	7	5	1.211
Hongrie	435	495	207	41	20	1.198
Colombie	281	64	615	20	81	1.061
Hong-Kong	67	50	897	9	18	1.041
Maroc	626	200	64	45	84	1.019
Irak	128	153	530	33	156	1.000
Autres pays	5.073	4.443	5.694	707	806	16.723
Totaux	523.994	103.588	518.039	38.089	133.26	1.361.971

Constatons, en premier lieu, que les Etats-Unis atteignent un pourcentage de consommation sensiblement équivalent à celui qui leur est octroyé dans la production mondiale. Leur part ressortait, en effet, en 1932 à 63 % environ du total.

La Russie vient au deuxième rang (7,4 %) ; mais cela tient surtout à sa grosse consommation de pétrole lampant et de mazout, consommation qu'expliquent le faible développement de l'électricité en ce pays et l'emploi généralisé des huiles lourdes aux lieu et place du charbon sur les locomotives et dans les installations fixes. Pour s'être accrue en ces dernières années au delà de toutes prévisions (elle a décuplé en 1927 à 1932), la demande intérieure d'essence y est encore faible (1,3 % seulement de la consommation mondiale) par rapport à la production : d'importantes quantités de carburant restent ainsi disponibles pour l'exportation.

Pour l'ensemble des autres pays, il n'y a aucune corrélation entre leur situation respective comme producteur et comme consommateur :

Le Venezuela, la Perse, les Indes néerlandaises, le Mexique, la Colombie, qui occupent respectivement, sur la liste des producteurs, le troisième, cinquième, sixième, septième et huitième rang, ont une consommation intérieure insignifiante. Ces pays exportent au moins 90 % de leur production.

Inversement, l'Angleterre (4,4 %), la France (2,6 %), l'Allemagne (1,6 %), qui prennent place parmi les consommateurs au troisième, quatrième et sixième rang, n'ont, sur leur propre territoire, qu'une production fort réduite.

En ce qui concerne tout spécialement la consommation de l'essence, nous constatons que la première place est encore occupée de loin par les Etats-Unis avec 71 % environ du total. La Grande-Bretagne tient le second rang avec 5,8 %, le troisième échoit à la France avec 3,2 %.

La proportion des véhicules automobiles existant dans les différents pays traduit d'une façon approximative les besoins d'essence de chacun d'eux et l'accroissement extrêmement rapide de la consommation n'a pas d'autre explication que le développement de l'automobilisme en ces dernières années.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de véhicules automobiles en circulation dans les principaux pays du monde :

	<i>Nombre de véhicules automobiles</i>	<i>Pourcentage du total</i>	<i>Nombre d'habitants par unité</i>
Etats-Unis	25.986.353	72,62 %	5
France	1.713.368	4,79 %	31
Angleterre	1.570.173	4,39 %	32
Canada	1.186.960	3,31 %	8
Allemagne	672.633	1,88 %	95
Australie	523.095	1,46 %	12
Argentine	331.023	0,92 %	35
Italie	294.243	0,82 %	141
Nouvelle-Zélande	191.867	0,54 %	8
Espagne	175.330	0,49 %	129
Belgique	141.000	0,39 %	78
Brésil	160.000	0,45 %	250
Indes	170.429	0,48 %	1.872
Afrique du Sud	157.255	0,44 %	51
Suède	149.281	0,42 %	41
Hollande	125.839	0,35 %	63
Danemark	122.510	0,34 %	29
Japon	100.734	0,28 %	643
Roumanie	37.500	0,11 %	480
Autres pays	1.975.060	5,52 %	» »
f			
Total	35.784.653	100 %	» »

Il y avait, en 1919, 8.852.000 automobiles immatriculées dans le monde entier, dont 7.565.000 en Amérique ; en 1932, le nombre en avait quadruplé ; il s'élevait, au total, à près de 36 millions, dont 26 millions environ aux Etats-Unis. Le taux d'accroissement, qui était ainsi de 250 % en ce dernier pays, atteignait durant cette même période 600 % à l'étranger.

Une conclusion, d'ailleurs favorable, s'impose en constatant qu'à eux seuls, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Canada, la France et l'Allemagne interviennent pour plus de 86 % dans la consommation mondiale : l'on mesure aisément dès lors toutes les perspectives nouvelles qui s'offriront au commerce de l'essence lorsque, dans un avenir plus ou moins proche, d'immenses territoires — Russie, Chine, Afrique — auront poussé plus avant leur équipement industriel et développé leur réseau routier.

La conquête progressive de débouchés aussi étendus permettrait à la consommation de poursuivre l'ascension rapide qui fut sa caractéristique il y a quelques années, et qui s'est depuis lors arrêtée. Si la réduction de la demande n'a pas été fort sensible, la crise générale en a, du moins, freiné l'augmentation constante et continue sur laquelle l'industrie s'était habituée à compter.

L'Amérique n'a pas été sans ressentir les effets d'un tel ralentissement ; il s'est manifesté au moment précis où la production potentielle devenait supérieure aux besoins et il fut normalement plus accusé dans le pays où l'industrialisation était la plus poussée.

Plus spécialement, la demande intérieure d'essence

aux Etats-Unis se chiffre de la façon suivante depuis dix ans :

<i>Années</i>	<i>Consommation intérieure</i> (<i>En milliers de barils</i>)	<i>Pourcentage de l'augmentation</i>
1920	108.987	»
1924	194.915	»
1925	232.369	18 %
1926	268.327	16 %
1927	298.631	11 %
1928	346.687	16 %
1929	375.999	9 %
1930	394.800	5 %
1931	403.313	2 %
1932	373.800	— 7,8 %
1932	373.800	— 7,8 %
1933	365.000	— 2,1 %
6 premiers mois de 1934	192.000	»

Ainsi, voyons-nous la consommation intérieure d'essence aux Etats-Unis ralentir sa progression de 1929 à 1931, puis s'infléchir sensiblement durant les deux campagnes suivantes, marquant, en 1933, une diminution de 38 millions de barils (soit 9 %) par rapport aux chiffres les plus élevés atteints deux ans auparavant.

D'après les premières statistiques publiées, la demande se serait relevée d'une façon assez vigoureuse durant le premier semestre de 1934.

Il semble que l'Amérique eût pu parer à la déficience de sa consommation intérieure par une extension de son commerce d'exportation, et qu'elle eût trouvé là un des meilleurs remèdes à apporter au mal dont souffre actuellement son industrie. Mais, si nul pays n'était à même autrefois de se passer des produits pétrolifères américains, il est hors de doute qu'aujourd'hui le monde s'affranchisse peu à peu de cette tutelle. L'étude des statistiques montre en effet que la part des Etats-Unis

dans le ravitaillement des autres nations est en constante diminution.

Si les sorties de pétrole brut n'accusent, quant à elles, aucune régression, si même elles marquent en ces dernières années une appréciable augmentation (elles ont atteint, en 1933, 36.584.138 barils contre 26.394.300 barils en 1929), il est incontestable que l'évolution de la politique pétrolifère d'un certain nombre de pays favorisa récemment l'exportation du brut aux dépens des dérivés.

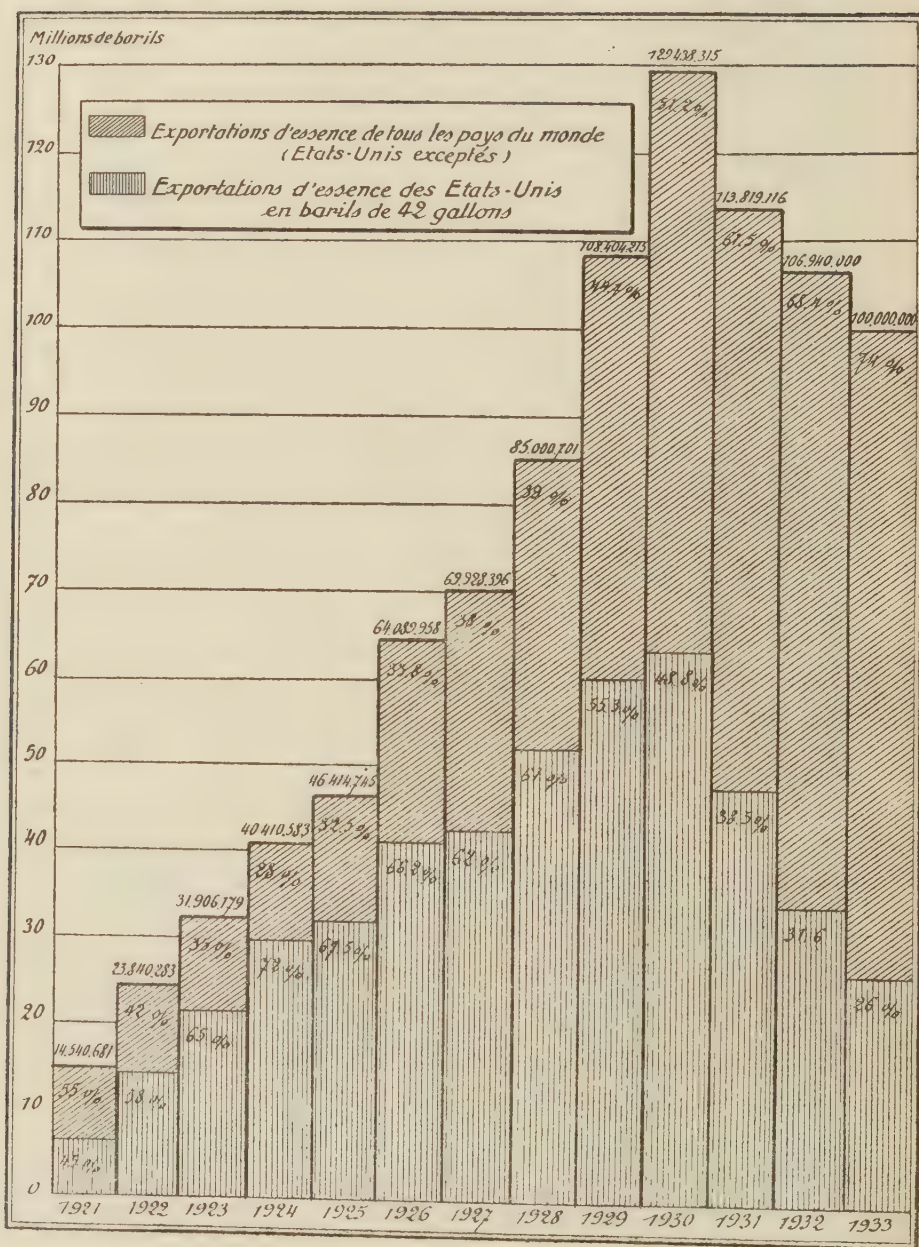
Les indications récemment fournies par le Bureau des Mines révèlent, en effet, que les ventes américaines de produits finis n'ont pas, en 1933, dépassé 61.419.041 barils en diminution de 11,4 % sur l'année précédente et de 51,4 % par rapport aux chiffres de l'année 1929 (136.719.000 barils) qui marqua l'apogée du commerce extérieur des Etats-Unis.

La valeur des produits pétrolifères exportés a marqué un recul encore plus accentué ; elle s'élevait, en 1929, à 561 millions de dollars, elle s'établissait, en 1933, à 200.016.309 de dollars seulement, accusant (compte non tenu de la dépréciation de la monnaie) une moins-value de 65 %.

Les quantités et le montant des produits vendus à l'étranger en 1933 peuvent faire l'objet du tableau ci-dessous qui montre l'importance respective des différentes catégories de marchandises exportées :

<i>Produits exportés en 1933</i>	<i>Quantités en barils</i>	<i>Valeur en dollars</i>
Brut	36.584.138	31.978.830
Essence	25.998.678	57.519.861
Lampant	8.763.630	19.209.328
Gaz-oil et fuel-oil	10.231.857	12.347.847
Lubrifiant	8.111.212	55.388.864
Produits divers	—	23.571.759

**EXPORTATIONS D'ESSENCE DES ÉTATS-UNIS
COMPARÉES A CELLES DE L'ENSEMBLE DES AUTRES PAYS**



Depuis dix ans, l'industrie américaine perd en particulier du terrain sur le marché international de l'essence ; sa part dans le ravitaillement mondial, qui atteignait, en 1924, 72 % du total, est allée constamment en s'amenuisant pour ne plus atteindre que 26 % en 1933.

L'inquiétude ne fut pas grande aussi longtemps qu'à cette inflexion put néanmoins correspondre une augmentation du volume même des exportations ; cela signifiait seulement que la consommation mondiale absorbait la production plus intense des autres pays producteurs sans que les Etats-Unis aient eux-mêmes à en souffrir. Dès 1931, la situation se modifia : les exportations américaines de carburant baissèrent alors sensiblement, passant de 65.500.000 barils en 1930, à 45.800.000 barils l'année suivante pour tomber à 35.800.000 barils en 1932 et à moins de 26.000.000 en 1933 (diminution de 60 % en trois ans). Il faut remonter à 1923 pour trouver un chiffre aussi faible. Les quantités d'essence vendues à l'extérieur, qui représentaient, en 1929, environ 16 % de la consommation intérieure américaine n'en représentaient plus que 11 % en 1931, 9,5 % en 1932 et 7,1 % seulement en 1933.

Le tableau ci-contre indique, de 1921 à 1933, comparée à celle des autres pays, la participation des Etats-Unis au commerce international de l'essence.

Ainsi s'affirment avec netteté les modifications survenues dans le commerce extérieur des produits pétroliers et tout spécialement de l'essence, en ces dernières années. Il faut en rechercher les causes profondes dans un développement croissant du nationalisme, dans le désir marqué par certains pays de remédier au déséqui-

libre de leur balance commerciale comme en leur souci de ne pas rester pour leur approvisionnement sous la dangereuse dépendance de l'étranger.

La production de benzol, l'emploi souvent obligatoire de l'alcool comme carburant, tendent, dans une certaine mesure, à restreindre la consommation d'essence, tandis que s'élèvent les barrières douanières à l'abri desquelles se développent les industries locales du raffinage ; toute une législation nouvelle s'est insensiblement créée qui ne va pas sans limiter la liberté du commerce et sans mettre en échec la supériorité autrefois acquise sur les marchés mondiaux par les Etats-Unis ; mais devant eux surtout se sont dressés des concurrents dangereux, et dans cette lutte d'autant plus vive que les marchés se faisaient plus étroits, la Russie et la Roumanie ont, en particulier, contribué de façon fort efficace au sensible déclin de l'industrie exportatrice américaine.

En ce qui concerne le ravitaillement de l'Europe où se trouvent les principaux marchés d'essence du monde (l'Amérique exceptée), cette évolution apparaît dans les quelques chiffres suivants qui indiquent, pour les années 1927, 1931 et 1932, les pourcentages des importations d'essence provenant des Etats-Unis, de la Russie et de la Roumanie ¹.

	1927	1931	1932
Part des Etats-Unis	60 %	39 %	27 %
Part de la Russie	9 %	19 %	23 %
Part de la Roumanie	6 %	17 %	14 %

1. Pour la France, les importations d'essence se répartissaient de la façon suivante quant à leur origine en 1932 : les Etats-Unis fournissaient 29,98 %, la Russie 28,17 %, la Perse 18,57 % et la Roumanie 17,4 %.

Les Etats-Unis ont incontestablement perdu leur place de pourvoyeurs du monde en produits pétrolifères, mais le simple examen de leur fonction d'exportateurs n'est pas suffisant pour traduire leur véritable situation sur le marché international, ni pour apprécier dans quelle mesure leurs transactions avec l'étranger peuvent, en définitive, réagir à l'intérieur du pays sur le marché de la demande globale.

Jusqu'en 1932 — date de l'adoption du tarif douanier par le congrès américain — les Etats-Unis importaient de grosses quantités d'huile brute pour les traiter dans leurs usines de raffinage. Les entrées restaient régulièrement supérieures aux sorties. Depuis la création du droit de 21 cents au baril sur les pétroles importés, il n'est pas douteux que l'importation de ces produits en territoire américain est désormais rendu difficile ; l'état de choses ancien s'en trouve modifié et la balance commerciale, en ce qui concerne le commerce extérieur du brut, tend depuis peu à devenir favorable.

<i>Années</i>	<i>Importations de brut</i>	<i>Exportations de brut</i>
	<i>(En milliers de barils)</i>	
1923	82.015	17.076
1924	77.836	17.509
1925	62.005	13.141
1927	58.270	15.843
1929	78.914	26.402
1930	62.130	23.706
1931	47.200	25.500
1933	31.924	36.584

La situation pour l'essence apparaît différente ; les entrées de ce produit sont toujours restées, aux Etats-Unis, très inférieures aux sorties et la véritable puissance exportatrice de l'Amérique résidait dans ses ventes de carburants à l'étranger.

Voici, depuis 1925, les chiffres respectifs des importations, des exportations et des exportations nettes d'essence :

<i>Années</i>	<i>Importations</i>	<i>Exportations</i>	<i>Exportations nettes d'essence</i>
		<i>(En milliers de barils)</i>	
1925	3.813	31.497	27.864
1926	5.540	43.313	37.773
1927	5.003	43.337	39.334
1928	4.198	51.752	47.554
1929	8.834	62.059	53.225
1930	16.927	65.565	48.648
1931	13.621	45.832	32.211
1932	8.209	35.831	27.622
1933	10	25.995	25.985

Depuis deux ans, le droit de 2 cents par gallon est parvenu à interdire toute importation, mais la puissance d'exportation nette ne s'en est pas, jusqu'à ce jour, trouvée elle-même augmentée. Les pétroles bruts en provenance du Mexique, de la Colombie et du Venezuela — traités autrefois dans les raffineries américaines, d'où il ressortaient transformés en produits finis destinés à être vendus au dehors — se détournent actuellement vers d'autres centres de consommation où ils parviennent à concurrencer victorieusement les essences d'origine américaine. En réalité, la diminution des importations de carburant n'a pas suffi à compenser le fléchissement des exportations.

Comparé, d'autre part, à la production, l'excédent des sorties d'essence sur les entrées se traduit en des pourcentages de plus en plus faibles.

<i>Années</i>	<i>Pourcentage des exportations nettes d'essence par rapport à la production</i>	<i>Années</i>	<i>Pourcentage des exportations nettes d'essence par rapport à la production</i>
1920	12 %	1929	11,9 %
1925	10,4 %	1930	10,8 %
1926	12,4 %	1931	7,4 %
1927	11,7 %	1932	6,4 %
1928	12,6 %	1933	6,2 %

Le fléchissement de ces pourcentages provient de la régression des exportations et non d'une augmentation des importations.

A vrai dire (exception faite pour le cas spécial du pétrole brut), l'importance des entrées de produits pétrolifères furent toujours, en Amérique — gros pays producteur — relativement réduites et ne parvinrent jamais à exercer sur le marché intérieur une influence véritablement profonde. Aussi bien, le rapprochement de la valeur respective des ventes et des achats, en 1929, — point culminant de la prospérité américaine — et en ces deux dernières années, permet-il de juger de l'importance minime des importations par rapport aux exportations.

<u>Années</u>	<u>Valeur des importations</u>	<u>Valeur des exportations</u>
	<i>(en dollars)</i>	
1929	143.545.298	561.191.162
1932	60.635.916	208.380.832
1933	25.893.384	200.016.309

L'on pourrait, à première vue, trouver inutile d'attacher au commerce extérieur américain une importance véritable, et surprenant de lui supposer une influence réelle sur l'équilibre du marché. Ne ressort-il pas, en effet, des statistiques que les ventes à l'étranger, pour l'ensemble des produits pétrolifères (pétrole brut et dérivés), n'ont pas, en moyenne, durant ces dernières années, représenté plus de 15 % de la production, et que l'excédent des exportations sur les importations n'a pas, quant à lui, dépassé 5 %.

Mais il importe de remarquer, tout d'abord, que l'Amérique s'est toujours préoccupée de vendre ses

produits raffinés alors qu'elle importait de grosses quantités de brut pour les traiter dans ses usines ; ces entrées de matières premières diminuent en volume l'excédent des ventes sur les achats, mais leur valeur reste bien moindre que celle des produits finis livrés à l'exportation. Pendant les trois années 1927, 1928 et 1929, les Etats-Unis ont encaissé 1.572.946.825 dollars pour la vente de leurs produits pétrolifères à l'étranger ; ils n'ont, par contre, déboursé que 389.834.268 dollars pour leurs achats faits au dehors. Le solde créditeur ressort à 1.183.112.557 dollars. Aussi bien, le groupe des produits du pétrole tenait-il encore le troisième rang parmi les marchandises exportées, en 1931, par les Etats-Unis (232.294.000 dollars contre 438.195.000 dollars en 1930¹).

Il n'était donc pas sans intérêt, pour l'état de la balance commerciale de l'Amérique, et pour la prospérité de son industrie, que les débouchés extérieurs lui fussent conservés ; le fait qu'ils aient pu se restreindre au bénéfice de nouveaux concurrents laisse entrevoir les sous-enchères auxquelles cette lutte a dû donner lieu et la baisse des prix qu'elle a vraisemblablement provoquée.

Et, d'autre part, si minime que puisse paraître le volume des exportations d'essences, comparé à la consommation du pays lui-même, il est certain que les Etats-Unis eussent, tout spécialement en période de crise, éprouvé le bienfait d'un emploi au dehors d'une partie de leur production. Bien au contraire, la diminution des ventes à l'étranger a précédé le fléchissement de la demande intérieure et s'est révélée susceptible

1. Les ventes de coton à l'étranger accusaient la valeur la plus élevée avec 318.300.000 dollars.

d'accentuer sensiblement la baisse de la consommation totale.

L'évolution de ce mouvement s'inscrit dans les chiffres suivants :

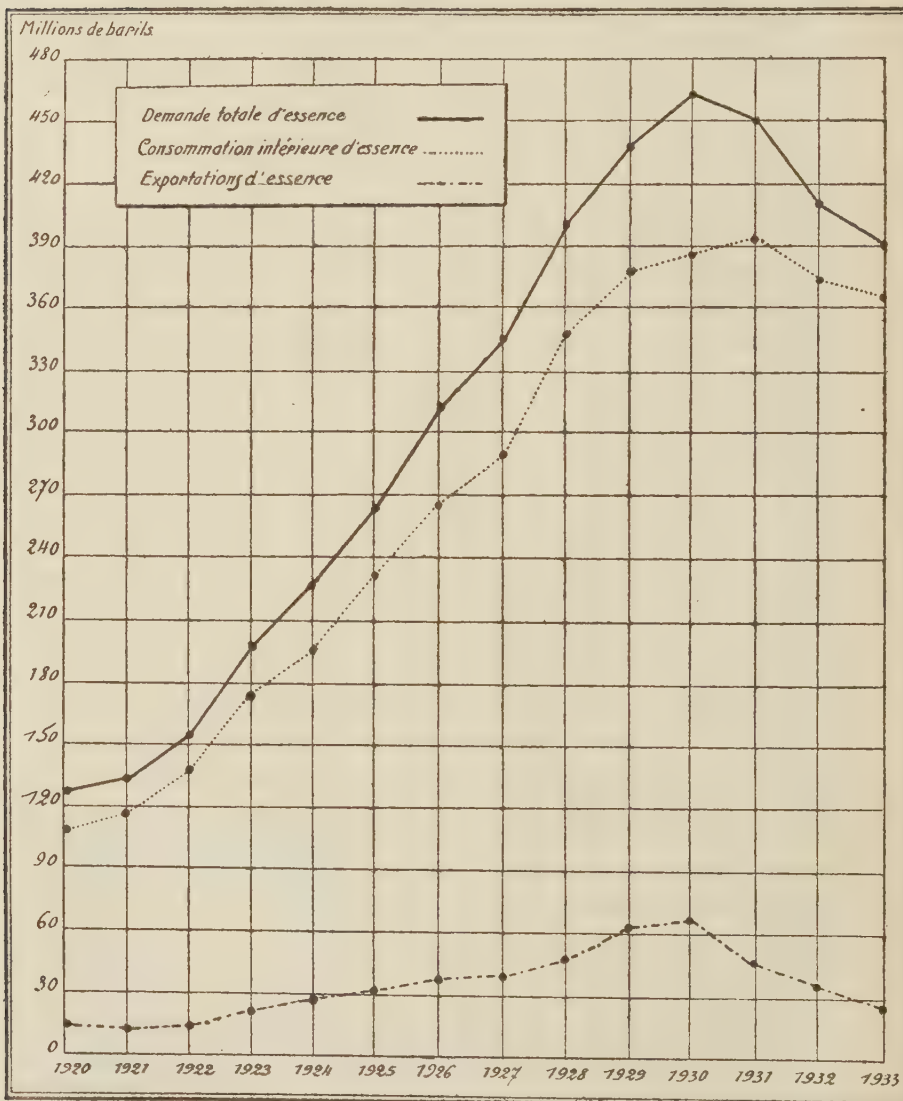
<i>Années</i>	<i>Demande intérieure d'essence</i>	<i>Expor- tations d'essence</i>	<i>Demande totale d'essence</i>	<i>% de l'augmen- tation de la demande totale</i>
<i>(En milliers de barils)</i>				
1919			103.250	
1920	108.987	15.636	124.623	20,7
1921	117.069	13.134	130.203	4,4
1922	137.976	14.156	152.132	16,7
1923	175.441	20.741	196.182	28,9
1924	196.448	28.967	225.435	14,9
1925	232.369	31.497	263.866	17
1926	268.327	43.313	311.640	18,1
1927	298.631	44.337	342.968	10
1928	346.687	51.752	398.439	16,1
1929	375.979	62.059	438.058	9,9
1930	394.800	65.575	460.375	5,1
1931	403.313	45.832	449.145	— 2,4
1932	373.800	35.831	409.631	— 8,8
1933	365.000	26.000	391.000	— 4,5

Prévoir quelles seront, dans un avenir prochain, les fluctuations de la demande totale d'essence en Amérique ne va pas sans difficultés.

Partiellement éliminés des marchés d'Europe et d'Asie par la Russie, la Roumanie — demain peut-être par la Mésopotamie — les Etats-Unis devront désormais compter presque exclusivement sur leur consommation intérieure pour absorber leur production. Le développement de cette consommation restera sans nul doute lié lui-même à l'amélioration de la situation économique en ce pays.

Il faut d'ailleurs constater que la crise — dans la mesure où elle se manifeste par la sous-consommation — paraît avoir eu des répercussions moins profondes

DIAGRAMME REPRÉSENTANT LES COURBES DES EXPORTATIONS,
DE LA CONSOMMATION INTÉRIEURE ET DE LA DEMANDE TOTALE
D'ESSENCE.



dans le domaine du pétrole que dans la majorité des autres branches de l'activité industrielle (la demande intérieure n'a baissé que de 9 % entre 1931, année où elle marquait son maximum, et 1933). On pourrait ainsi être tenté d'en conclure à une situation privilégiée de l'industrie pétrolière si la production, se maintenant elle-même, nous l'avons vu, dans des proportions excessives, ne s'était constamment opposée à un ajustement durable de l'offre à la demande.

L'équilibre du marché — dont l'étude fera l'objet du prochain chapitre — s'en est à tout moment trouvé mal assuré.

CHAPITRE IV

L'EQUILIBRE DU MARCHÉ ET LE POTENTIEL DE PRODUCTION

Les stocks. — Leur importance et leurs variations. —
Equilibre du marché de l'essence. — L'ajustement de
l'offre totale à la demande totale.
Le potentiel de production du pétrole brut — de l'essence. — L'activité des raffineries.
Le développement du potentiel et le déséquilibre du marché.

Un facile ajustement de l'offre à la demande des produits, s'effectuant sans heurts et sans à-coups, paraît être l'élément primordial susceptible d'assurer à un marché l'équilibre indispensable à la régularité des transactions et à la stabilité des prix. Certes, une abondante production, une consommation sans cesse élargie, sont, à première vue, des symptômes favorables de l'activité économique, mais le « climat » sous lequel s'effectuent les échanges, les conditions qui président à leur réalisation restent, en dernière analyse, seuls capables de déterminer à un moment précis la situation prospère ou difficile d'une industrie.

L'importance des stocks de produits, leur augmentation ou leur diminution, constituent parfois des éléments suffisants pour juger de l'état d'un marché ; mais l'examen des statistiques, en ce qui concerne les stocks de produits pétrolifères, ne va pas sans difficultés, car les bases servant à leur établissement furent en Amérique maintes fois modifiées au cours de ces dernières années.

Les chiffres qu'elles fournissent ne peuvent, dès lors, être rapprochés sans réserve pour une juste comparaison.

M. Kessler, dans un article du *World Petroleum* paru en mars 1933, faisait remarquer que :

1° Jusqu'à 1929 les chiffres de carburant inclus dans les stocks totaux ne comprenaient que les stocks de carburant dans les raffineries. En 1929, 1930 et 1931, les chiffres des stocks totaux comprenaient, en plus des stocks de carburant dans les raffineries, les mélanges dans les usines d'essence naturelle et dans les réseaux de pipe-lines. Depuis 1931, les stocks totaux comprennent les stocks de carburant dans les raffineries et dans les installations de vrac, les quantités en transit, le contenu des pipe-lines, ainsi que les mélanges de carburant dans les usines d'essence naturelle.

2° Jusqu'en 1928, les chiffres publiés des stocks de gaz-oil et de fuel-oil, qui ont été incorporés dans les stocks totaux, comprenaient seulement les stocks américains situés à l'est de la Californie.

Il est donc indispensable de tenir compte de ces divergences dans l'examen de la situation des stocks. M. Kessler, en les comparant à la production, en donnait l'évaluation suivante pour les Etats-Unis :

<i>Années</i>	<i>Production de brut</i>	<i>Stocks totaux bruts et dérivés au début de chaque année</i>	<i>Stocks exprimés en mois de production</i>
	<i>(En milliers de barils)</i>		
1925	763.743	525.736	—
1926	770.874	551.093	8,7
1927	901.129	535.352	8,3
1928	901.174	607.622	8,1
1929	1.007.323	631.692	8,4
1930	898.011	693.609	8,3
1931	851.081	662.617	8,8
1932	785.159	651.352	9,2

Pour autant qu'il soit possible d'en déterminer exactement le montant — et compte non tenu de la production clandestine — voici comment s'établissaient, à la fin de chacune de ces dernières années, les stocks de pétrole brut et leur importance relativement à la production :

<i>Années</i>	<i>Production de brut</i>	<i>Stocks de pétrole brut</i>	<i>Stocks exprimés en mois de production</i>
<i>(En milliers de barils).</i>			
1920	442.900	166.000	4,5
1925	763.743	343.000	5,4
1931	851.081	371.000	5,2
1932	785.159	338.000	5,2
1933	901.270	345.000	1,6
Août 1934		341.000	

En ce qui concerne les stocks d'essence, les statistiques fournissent les indications suivantes :

<i>Années</i>	<i>Production des raffineries</i>	<i>Stocks d'essence</i>	<i>Stocks exprimés en mois de production</i>
<i>(En milliers de barils).</i>			
1920	124.030	11.000	1,06
1925	268.129	40.000	1,7
1929	439.393	46.000	1,25
1930	440.728	44.000	1,2
1931	437.888	43.000	1,2
1932	402.572	43.000	1,3
1933	408.284	52.000	1,75

L'examen de ces chiffres permet de juger de la situation des stocks aux Etats-Unis et de leur accroissement sensible depuis une dizaine d'années. Il est hors de doute que leur volume y soit — toutes proportions gardées — plus considérable en Amérique que dans les principaux pays producteurs. Exprimée en mois de production, leur importance relative sur les différents marchés (pour l'ensemble des produits : pétrole brut et dérivés) était,

en effet, évaluée par M. Kessler de la façon suivante :

<i>Années</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Venezuela</i>	<i>Roumanie</i>	<i>Perse</i>	<i>Indes Néerland.</i>
1925	8,7	—	—	2,1	1,3
1926	8,3	0,4	1,7	1,6	1,1
1927	8,1	0,3	1,8	1,7	1,3
1928	8,4	1,9	1,9	2,4	1,4
1929	8,3	2	1,9	2,2	1,3
1930	8,8	1,7	2,1	2,1	1,9
1931	9,2	1,6	2,1	2,1	2,3
1932	9	1,7	2,3	2	2,2

Rien n'incite à conclure cependant que les stocks aient, en ces toutes dernières années, pesé en Amérique d'un poids sensiblement plus lourd que par le passé : ils continuent, en effet, à représenter, relativement à la production, un pourcentage à peu près constant. Est-on dès lors fondé à prétendre — comme on le fait volontiers — que leur augmentation traduise le déséquilibre du marché, et qu'elle contribue, en même temps, pour une large part, à sa désorganisation ? N'est-il pas surprenant de vouloir trouver par ailleurs en leur accumulation plus grande, sinon une des causes primordiales des difficultés de l'industrie, du moins une des raisons de la continuité et de l'acuité de ces difficultés ? Certes, on ne peut sous-estimer le rôle que joue, sur un marché particulièrement instable, — et en période de relative sous-consommation — la masse des produits encore invendus, mais prêts à être livrés ; il peut néanmoins paraître exagéré d'imputer au gonflement des stocks — gonflement réel en valeur absolue, mais peu considérable en valeur relative — une part de responsabilité trop grande dans un malaise dont les origines, en définitive, paraissent diverses et multiples.

Difficile et fort coûteux se révèle, au demeurant,

l'emmagasiner des produits pétrolifères ; leur conservation ne va pas sans pertes, ni sans exiger une immobilisation de capitaux dangereuse en temps de crise. Les producteurs se rendent compte de l'inutilité d'une extraction ou d'une fabrication surpassant leurs possibilités de vente, et ceci permet d'expliquer sans doute l'adaptation relativement satisfaisante de l'offre à une demande même réduite de produits.

La façon dont cet équilibre a pu s'établir, en ce qui concerne le marché de l'essence, ressort du tableau ci-dessous où sont rapprochés les chiffres de l'offre totale (production et importation) et ceux de la demande totale (consommation et exportations).

Années	Pro- duc- tion	Impor- tations	Offre totale	Demande inté- rieure	Expor- tations	Demande totale	Excé- dent de l'offre
<i>(En milliers de barils).</i>							
1920 ...	124.030	964	124.994	108.987	15.636	124.623	371
1921 ...	132.248	900	132.148	117.069	13.134	130.203	2.945
1922 ...	157.242	1.479	159.251	137.976	14.156	152.132	7.089
1923 ...	196.177	4.555	200.532	175.441	20.741	198.182	4.550
1924 ...	225.093	3.453	228.546	196.448	28.967	225.435	3.111
1925 ...	268.129	3.813	271.942	232.369	31.497	263.866	8.076
1926 ...	306.455	5540	311.995	268.327	43.313	311.640	355
1927 ...	339.492	5.003	344.495	298.631	44.337	342.968	1.527
1928 ...	386.857	4.198	301.055	346.687	51.752	398.439	— 7.374
1929 ...	439.393	8.834	448.227	375.999	62.059	438.058	10.169
1930 ...	440.728	16.927	457.655	394.800	65.575	460.374	— 3.280
1931 ...	437.888	13.621	451.509	403.313	45.832	449.845	2.364
1932 ...	402.572	8.209	410.781	373.800	35.831	409.631	1.150
1933 ...	408.284	10	408.294	365.000	26.000	391.000	17.284

Pour s'être, sous l'empire des nécessités, réalisé semble-t-il assez facilement, il ne s'en suit d'ailleurs pas que cet équilibre *apparent* soit suffisant pour assurer la prospérité des entreprises, ni que sa stabilité soit

fermement établie. L'existence effective des stocks n'est pas, en effet, plus redoutable que la constante possibilité de leur reconstitution presque immédiate, et l'offre réelle n'est pas sur le marché beaucoup plus agissante que la menace perpétuelle d'une surproduction, susceptible, à bref délai, de dépasser les besoins.

Ainsi apparaît le rôle important joué en ce domaine par le « potentiel de production ». Le développement exagéré de ce potentiel semble bien être l'une des causes essentielles de la crise traversée par l'industrie pétrolière américaine. Le souci — plus pressant en période de ralentissement des affaires — d'obtenir, par une exploitation intensive, des prix de revient plus bas et par des améliorations techniques, des rendements plus importants, accroît ce potentiel au moment même où les conditions du marché exigeraient une diminution des possibilités de production.

Nous avons vu, dans le chapitre premier, comment la découverte de gisements nouveaux, l'activité des forages, le progrès scientifique, avaient développé le potentiel de production du brut à ce point qu'il serait vraisemblablement possible d'extraire, à très bref délai, des champs américains, des quantités doubles de celles actuellement obtenues.

A une offre susceptible de s'augmenter ainsi très rapidement n'a pu correspondre un accroissement équivalent de la demande de matière première ; la consommation de pétrole brut par les raffineries n'a pas suivi la progression des besoins d'essence : le craquage des huiles lourdes ayant permis d'obtenir des rendements de plus en plus élevés, le même volume de brut suffisait à

produire des quantités sans cesse accrues de produits finis (voir chapitre premier, les statistiques comparées de production d'essence et de brut consommé). C'est là l'une des caractéristiques fondamentales de l'évolution de l'industrie pétrolière américaine et l'origine d'une partie de ses difficultés.

L'assainissement du marché restera dès lors délicat à réaliser si n'est pas réduite la concurrence redoutable faite au pétrole brut par le fuel-oil, sous-produit vendu à un prix parfois très inférieur à celui de la matière première elle-même, et qui vient se substituer à elle pour la fabrication de 44 % de l'essence produite aux États-Unis. Toutes les mesures de restriction s'appliquant à l'extraction du brut — mesures que nous aurons lieu d'étudier ultérieurement — s'avèrent singulièrement difficiles à appliquer, mais elles ne peuvent surtout avoir d'effet réel et durable que si, corrélativement, les raffineurs acceptent de limiter l'emploi toujours plus intensif qu'ils font des procédés de craquage.

Ainsi, tandis que le développement du potentiel d'extraction faisait constamment peser sur le marché la menace d'une surproduction de brut, l'augmentation des rendements en raffinerie en provoquait la sous-consommation : l'ajustement de l'offre à la demande devenait, en définitive, d'une réalisation incertaine et précaire.

Le potentiel de production d'essence est, quant à lui, fonction de deux éléments : la capacité de traitement du brut et le rendement. Il s'est sensiblement accru en ces dernières années :

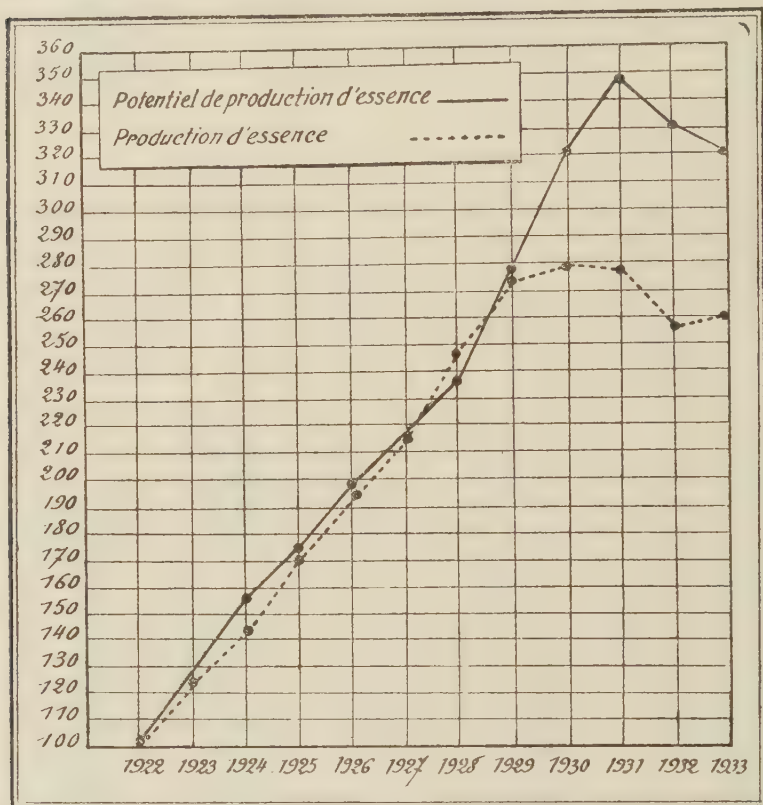
<i>Années</i>	<i>Potentiel de production des raffineries</i> (en barils)	<i>Années</i>	<i>Potentiel de production des raffineries</i> (en barils)
1922	199.685.441	1929.....	554.752.550
1924	308.078.250	1930.....	638.337.550
1925	343.348.200	1931.....	695.555.315
1926	389.254.250	1932.....	655.635.695
1927	431.807.775	1933.....	626.000.000
1928.....	469.872.550		

En comparant la production au potentiel de production, et en calculant la valeur de leurs accroissements respectifs par rapport à une année type prise pour base commune (année 1922 = indice 100), nous obtenons les résultats suivants :

<i>Années</i>	<i>Production (en milliers de barils)</i>	<i>Valeur par rapport à l'indice 100</i>	<i>Potentiel de production (en milliers de barils)</i>	<i>Valeur par rapport à l'indice 100</i>
1922.....	124.030	100	199.685	100
1923.....	196.177	124	»	»
1924.....	225.093	143	308.078	154
1925.....	268.129	170	343.348	171
1926.....	306.455	194	389.254	195
1927.....	339.492	215	431.808	216
1928.....	386.857	245	469.873	235
1929.....	439.393	278	554.753	277
1930.....	440.728	279	638.338	319
1931.....	437.888	277	695.555	348
1932.....	402.572	255	655.636	328
1933.....	408.284	259	626.000	318

Sur le diagramme ci-après, nous avons traduit en deux courbes ces résultats (augmentation respective par rapport à l'indice 100 — année 1922 prise pour base — du potentiel de production d'essence et de la production effective).

DIAGRAMME REPRÉSENTANT LES COURBES DU POTENTIEL ET DE LA PRODUCTION D'ESSENCE CALCULÉS PAR RAPPORT A L'INDICE 100 (ANNÉE 1922) PRIS POUR BASE COMMUNE.



Or, nous constatons que :

1° De 1922 à 1929, l'ascension des deux courbes est presque parallèle. Le potentiel de production suit les besoins du marché ; il s'accroît avec eux, dans la même mesure qu'eux.

2° De 1929 à 1931, les deux courbes se dissocient : la hausse du potentiel est rapide et continue alors que la production reste à peu près constante.

3° Depuis 1931, le potentiel décroît sensiblement (le

nombre d'usines en activité a diminué), mais il conserve l'avance acquise antérieurement.

La hausse du potentiel, plus rapide que celle de la production, a fait baisser la valeur du rapport $\frac{\text{production}}{\text{potentiel}}$ qui mesure l'activité des raffineries.

<i>Années</i>	<i>Activité des raffineries</i>	<i>Années</i>	<i>Activité des raffineries</i>
1922	79 %	1929	79,2 %
1924	73 %	1930	69 %
1925	78 %	1931	62,9 %
1926	78,6 %	1932	60,8 %
1927	78,6 %	1933	65 %
1928	82,3 %		

Cette activité, qui était de 79 % en 1922, dépassait 82 % en 1928 ; elle s'est infléchie à moins de 61 % en 1932, pour remonter cependant, en 1933, jusqu'à 65 %.

Ainsi les usines américaines ne travaillent-elles, depuis quelques années, qu'à un rythme sensiblement ralenti. Ceci explique la non accumulation des stocks, mais traduit la situation peu favorable de l'industrie, dont le « super-équipement » $\left(\frac{\text{potentiel}}{\text{production}} \right)$ rapport inverse du précédent) dépasse largement les besoins.

<i>Années</i>	<i>Rapport $\frac{\text{potentiel}}{\text{production}}$</i>	<i>Années</i>	<i>Rapport $\frac{\text{potentiel}}{\text{production}}$</i>
1922	126,5 %	1929	125 %
1924	137 %	1930	145 %
1925	128 %	1931	159 %
1926	127 %	1932	165 %
1927	127 %	1933	154 %
1928	121,5		

Un tel état de choses ne va pas sans inconvénients, car la crainte reste sérieuse de voir, à tout moment, le marché submergé par une reprise même minime de l'activité des raffineries, dont les possibilités de traite-

ment sont toujours susceptibles d'être utilisées d'une façon plus complète.

Et nous pouvons conclure, semble-t-il, que l'augmentation des possibilités d'extraction du brut — découverte de gisements nouveaux, rythme accéléré des forages, progrès de la technique — le développement du potentiel des raffineries — accroissement de leur capacité, généralisation des procédés de craquage, élévation des rendements — se manifestant à une époque où la consommation était en décroissance, furent, aux Etats-Unis, les raisons essentielles des difficultés de l'industrie.

L'ajustement de l'offre à la demande des produits — qu'il s'agisse de la matière première ou des dérivés — ne s'est réalisé, en ce pays, depuis plusieurs années que d'une façon singulièrement précaire. Constamment, la menace d'une surproduction prochaine pesa sur les transactions ; créant sur le marché une atmosphère d'insécurité pénible et d'incertitude dangereuse, il n'est point étonnant qu'elle ait pu y provoquer en maintes occasions un sensible fléchissement des prix.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT DES PRIX

La baisse des prix des produits pétrolifères comparée à celle des autres produits.

L'important fléchissement des prix de gros.

La diminution apparemment moins sensible des prix de détail. — Ses raisons : part de frais incompressibles, constante augmentation des impôts.

La baisse des prix à l'exportation.

Déterminés en période normale par le jeu de l'offre et de la demande, les prix sont fonction des influences diverses qui s'exercent sur le marché ; leurs variations revêtent, par ailleurs, pour l'industrie, une importance primordiale puisque, fixant à tout moment la marge des profits, elles accroissent ou diminuent les bénéfices réalisés.

Les fluctuations auxquelles furent soumis les cours des produits pétrolifères aux Etats-Unis, en ces dernières années, traduisant les répercussions de différents facteurs favorables ou défavorables à l'industrie, devraient, en définitive, fournir à l'examen de sa situation une base sérieuse et intéressante.

L'étude des prix du pétrole et de ses dérivés s'avère, en Amérique, particulièrement complexe. Alors que, dans la majorité des autres pays, le commerce s'en trouve monopolisé entre les mains d'un nombre restreint de fournisseurs — presque tous groupés en cartels — aux Etats-Unis, centre de production, la concurrence

trouve davantage à s'exercer. Elle y joue d'ailleurs avec plus ou moins d'âpreté suivant l'éloignement ou la proximité des centres d'approvisionnements.

Mais, variée étant la gamme des produits, inégales leurs qualités, différentes d'un Etat à l'autre les taxes qui les frappent, il apparaît difficile d'établir, à un moment donné, leurs prix moyens sur l'ensemble du territoire américain. Force est donc de s'en tenir aux indications fournies par les mercuriales, en une région type, pour une catégorie et une qualité déterminées de marchandises. Ces indications n'en fournissent pas moins une base d'appréciation suffisante, car elles marquent — ce qui paraît bien être l'essentiel — le sens et l'importance de variations qui, au demeurant, peuvent être considérées comme générales.

Les produits pétrolifères ont subi, aux Etats-Unis, depuis quelques années, une baisse plus sensible que l'ensemble des autres marchandises. Prenant pour base, au coefficient 100, l'indice général des prix en 1926, le Bureau du Travail établissait, en effet, de la façon suivante, les mouvements de cet indice durant le premier trimestre de 1932 :

Ensemble des marchandises américaines en 1926	100
— — — — — premier trimestre de 1932	66,5
Produits d'alimentation — — — — —	51
Produits textiles — — — — —	59,5
Cuir — — — — —	78,2
Produits pétrolifères — — — — —	39,1

Au reste il importe de remarquer que le fléchissement des prix des produits pétrolifères s'est manifesté en Amérique avant celui des autres produits ; la crise qui a durablement affecté l'industrie du pétrole s'est développée sans rapport direct avec la crise mondiale et lui est sans au-

cun doute antérieure ; à tout prendre, cela semble logique puisqu'elle a, nous l'avons vu, des causes spéciales comme un caractère très particulier ; actuellement encore, son évolution paraît dans une large mesure « dissociée » de celle que peut suivre la situation économique générale.

Successivement, nous étudierons le mouvement des prix de gros à l'intérieur du pays, celui des prix de détail, enfin leurs fluctuations sur le marché d'exportation.

Les cours moyens du pétrole brut, de l'essence et du fuel-oil dans la région de l'Oklahoma furent les suivants durant les neuf dernières années (prix de gros) :

Prix moyens de gros en Oklahoma.

<i>Années</i>	<i>Pétrole brut (en dollars par baril)</i>	<i>Essence (en cents par gallon)</i>	<i>Fuel-oil (en dollars par baril)</i>
1923	1,56	9,78	0,951
1924	1,63	8,96	0,954
1925	1,87	10,55	1,091
1926	2,13	10,31	1,307
1927	1,38	6,67	0,979
1928	1,31	7,95	0,769
1929	1,37	7,75	0,706
1930	1,23	6,34	0,704
1931	0,63	3,45	0,435
1932	0,86	3	0,385
1933	0,69	4	0,700

Le fléchissement des prix est considérable : l'essence qui cotait 10 cents 55 le gallon en 1925, passe à 6 cents 34 en 1930, à 3 cents 45 seulement en 1932 ; le baril de pétrole brut estimé 2 dollars 13 cents en 1926, ne valait plus en 1931 que 63 cents.

Si nous faisons d'autre part figurer sur un même tableau outre les cours moyens les cours les plus élevés et les plus bas de chaque année, nous apercevrons mieux le

PRIX DE GROS DU PETROLE BRUT ET DES PRODUITS RAFFINES AUX ETATS-UNIS DE 1929 A 1933

Produits	Régions	Année 1929			Année 1930			Année 1931			Année 1932			Année 1933		
		Prix			Prix			Prix			Prix			Prix		
		Max.	Min.	Moyen	Max.	Min.	Moyen	Max.	Min.	Moyen	Max.	Min.	Moyen	Max.	Min.	Moyen
Pétrole brut ¹	Oklahoma	»	»	1 37	1 45	0 95	1 23	0 95	0 15	0 63	0 86	0 69	0 84	0 94	0 38	»
Essence U. S. Motor ²	Oklahoma	9 25	6 85	7 75	7 5	4	6 34	5	2 125	3 45	4 75	2 60	3	5	3	4
Pétrole lampant ²	Oklahoma	6 75	4 125	5 17	4 125	3	3 58	3	1 75	2 31	4 5	2 5	3 5	»	»	»
Fuel-oil d'Oklahoma ¹	Oklahoma	0 900	0 600	0 706	0 900	0 550	0 704	0 650	0 300	0 435	0 606	0 350	0 450	0 950	0 500	0 700
Gazole ²	Oklahoma	3	2 25	2 65	2 875	2	2 27	2	0 625	1 27	2 25	1 25	1 625	»	»	»

1. En dollars par baril.

2. En cents par gallon de 3,75 l.

véritable désarroi d'un marché susceptible de subir en quelques mois, pour un même produit, des oscillations si extraordinairement rapides et brutales. C'est ainsi par exemple que le pétrole brut d'Oklahoma durant l'année 1931 passe en quelques mois de 95 à 15 cents le baril, et l'essence dans le même temps de 5 cents à 2 cents 125 le gallon.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer l'extrême sensibilité du marché américain. Si les cours ont fléchi aux Etats-Unis d'une façon à peu près constante depuis plusieurs années, leurs fluctuations fréquentes, leurs alternatives de reprise momentanée, puis d'effondrement total, ont tout particulièrement revêtu pour l'industrie un caractère dangereux.

L'effritement des prix de détail semble à première vue avoir été moins profond sur le marché des dérivés.

Le cours moyen de l'essence au détail variait ainsi dans 50 villes des Etats-Unis entre 1920 et 1932 :

<i>Années</i>	<i>Prix (en cents par gallon)</i>	<i>Années</i>	<i>Prix (en cents par gallon)</i>
1920	32	1928.....	17,63
1924	19,10	1929.....	17,91
1925	19,92	1930.....	16,63
1926	20,92	1931.....	13,09
1927	17,63	1932.....	13,20

On serait, à la lecture de ces chiffres, en droit de conclure que les Sociétés importantes qui cumulent, nous l'avons vu, les différentes fonctions de producteur de brut, de raffineur et de distributeur purent du moins réaliser dans la vente de leurs produits — but final de leur activité — des bénéfices suffisants, et maintenir ainsi à

l'ensemble de leurs opérations une marge de profits intéressants.

Un examen plus approfondi de la situation ne laisse aucune place à cette heureuse supposition.

Deux raisons suffisent à expliquer le maintien des cours du détail à un niveau relativement élevé : tout d'abord certains éléments des prix (coût du transport, commission des intermédiaires, rémunération des garagistes) sont demeurés à peu près incompressibles, et l'Etat en second lieu, par la constante augmentation des impôts et des taxes, s'est attribué sur les prix de vente une part sans cesse plus importante.

Les produits pétrolifères présentent la particularité fâcheuse de se prêter de façon singulièrement facile à la perception des impôts : le développement et l'élargissement de leur consommation, la simplicité de leur taxation, ont fait s'accroître, en ce qui les concerne, la pression de la fiscalité. Aussi bien, la baisse du prix de l'essence à sa sortie des raffineries fut-elle trop souvent compensée par l'établissement d'une taxe nouvelle dont le poids se révélait plus lourd à mesure que se réduisaient les prix de vente et les bénéfices.

Les recettes fiscales prélevées sur les produits pétrolifères ont suivi depuis 1929 une prodigieuse ascension dont témoignent les chiffres suivants exprimés en milliers de dollars :

<i>Années</i>	<i>Impôts prélevés sur les produits pétrolifères</i>	<i>Années</i>	<i>Impôts prélevés sur les produits pétrolifères</i>
1920	4.700	1927.....	251.800
1921	10.500	1928.....	305.200
1922	12.100	1929.....	431.600
1923	36.800	1930.....	525.000
1924	79.700	1931.....	549.150
1925	146.100	1932.....	700.000
1926	187.600	1933.....	800.000

Le montant des taxes diffère dans chacun des Etats de la Fédération. Pour l'essence en particulier l'imposition y varie, par gallon, de 8 cents à 3 cents. On peut estimer que 5 cents 14 représentent la moyenne des impôts perçus dans les divers Etats à l'exclusion des taxes fédérales et de celles qui sont encaissées par les comtés et les villes. C'est là une charge infiniment lourde, hors de proportion avec les prix de gros de la matière imposable et, dans l'ensemble, supérieure à ceux-ci. Cette fiscalité exagérée n'est pas sans nuire à l'industrie dont elle réduit sensiblement les bénéfices ; elle ne permet pas aux consommateurs de profiter de la baisse des prix et parvient ainsi sans nul doute, à freiner le développement de la consommation ; elle favorise d'autre part l'établissement d'un commerce clandestin qui trouble la stabilité du marché et interdit le maintien de son équilibre.

Sensiblement réduite par l'augmentation des impôts, la part revenant dans les prix de vente à l'industrie et au commerce s'est encore trouvée diminuée par le développement de la concurrence dans le domaine de la distribution.

Le souci d'augmenter l'importance de leur clientèle incita les Sociétés à multiplier leurs installations de vente sur le territoire ; mais la création de nouvelles stations de distribution, sans augmenter d'aucune façon la consommation, imposa au commerce des frais considérables qui, à tout prendre, constituaient un véritable gaspillage de capitaux.

On estime qu'il existe aux Etats-Unis 340.000 dépôts d'essence et plus de 1.200.000 pompes automatiques ! Cet énorme équipement donne vraisemblablement aux con-

sommateurs des facilités de ravitaillement fort appréciables, mais le surcroît de charges qu'il entraîne pour les entreprises, la concurrence intense qu'il permet d'autre part ne peuvent que réduire encore les bénéfices nets que la vente de ses produits fait réaliser à l'industrie.

En réalité, c'est encore le développement du « potentiel » — dont nous avons vu les conséquences désastreuses dans le domaine de la production du brut et dans celui du raffinage — qui persiste à manifester ses effets dans l'étape finale de la distribution.

La part qui, dans les prix de vente au détail, constitue la rémunération de l'industrie et du commerçant apparaît ainsi avoir été en diminuant dans une proportion beaucoup plus grande que ne le laisse supposer au premier abord la simple évolution des cours. Il semble difficile — les conditions d'appréciation étant beaucoup trop variables et trop différentes — d'établir dans quelles proportions s'est accusé ce fléchissement, mais l'on peut affirmer qu'il fut en ces dernières années fort sensible. Déduction faite des taxes, il est vraisemblable que les pétroliers ne parviennent pas à obtenir aujourd'hui une recette nette supérieure à 30 ou 40 % de celle qu'ils encaissaient en 1925.

La baisse des prix à l'exportation ne pouvait que suivre le mouvement de dépression marqué par les prix intérieurs. Sur les marchés du dehors, les industriels américains devaient — outre la concurrence qu'ils se livraient entre eux — engager aussi la lutte avec les producteurs étrangers russes et roumains en particulier. Nous avons vu précédemment, à l'étude des statistiques

d'exportation que cette lutte ne fut guère à leur avantage. Il est même curieux de remarquer que durant l'année 1932 par exemple, les prix d'exportation américains au marché du Golfe — prix indicateurs pour les marchés mondiaux — devinrent, faute d'affaires, purement fictifs. Les cotations restèrent un certain temps purement nominales, dans l'impossibilité où se trouvaient les exportateurs américains de consentir des conditions aussi avantageuses que celles de leurs concurrents. Bien plus ! des cargaisons d'essence roumaines ou russes furent à une époque dirigées vers les ports des Etats-Unis, alors que ce pays se trouvait lui-même en pleine crise de surproduction. Une telle anarchie du marché international des produits pétrolifères suffirait à expliquer les fluctuations et la baisse des cours à l'exportation.

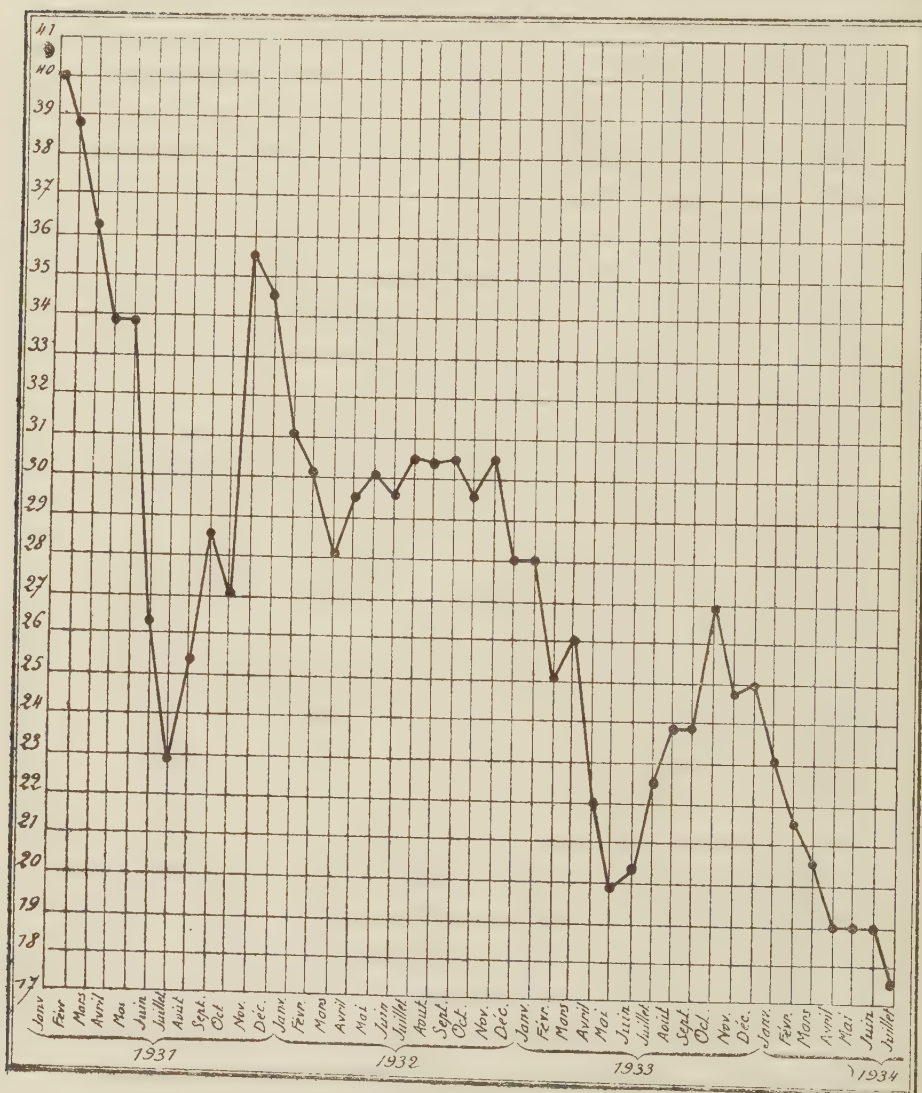
Exprimés en cents par gallons les prix F. O. B. de l'essence U. S. Motor marquèrent depuis 1929 les variations suivantes :

Prix F. O. B. exprimés en cents gallon de l'essence U. S. Motor.

<i>Années</i>	<i>Prix maximum</i>	<i>Prix minimum</i>	<i>Prix moyen</i>
1929	8,50	8,25	8,49
1930	8,50	5,125	7,51
1931	5,25	3,50	4,30
1932	5,14	4	4,41
1933	6	3,40	4,60

Constatons en outre que la dépréciation du dollar a sensiblement diminué, depuis juin 1933, les prix exprimés en or des exportations américaines. Si donc nous calculons en francs, depuis le début de l'année 1931, la valeur à l'exportation d'un hectolitre d'essence américaine F. O. B. Golfe du Mexique, nous pouvons dresser

DIAGRAMME REPRÉSENTANT LA COURBE DES PRIX D'EXPORTATION D'UN HECTOLITRE D'ESSENCE SUPÉRIEURE AMÉRICAIN F. O. B. GOLFE DU MEXIQUE. PRIX A LA FIN DE CHAQUE MOIS DEPUIS JANVIER 1931.



le diagramme ci-contre qui montre la chute extrêmement rapide des prix.

Alors qu'en 1926 les cours s'établissaient à 90 francs, dès janvier 1931 ils n'atteignaient plus que 40 francs ; ils fléchissaient cette même année jusqu'à 23 francs en juillet, se relevaient à 35 fr. 50 en novembre ; se stabilisant aux environs de 30 francs durant le second semestre de 1932, ils retombaient à 20 francs en mai 1933 pour se redresser à 26 fr. 40 en octobre. Enfin, accentuant leur chute depuis cette date, les prix de l'hectolitre d'essence américaine ne dépassaient guère 17 fr. en août 1934.

Ainsi l'effondrement des cours apparaît-il général, qu'il s'agisse des prix de gros, des prix de détail ou des prix à l'exportation.

Menace de surproduction, mauvais équilibre du marché, chute brutale des cotations traduisent la crise qui depuis plusieurs années affecte de façon si profonde l'industrie pétrolière aux Etats-Unis.

Il reste à étudier les répercussions d'un tel état de choses sur la situation des entreprises et sur les résultats financiers des Sociétés.

CHAPITRE VI

LES EFFETS DE LA CRISE

SUR LA SITUATION DE L'INDUSTRIE.

Les bénéfices sont-ils encore possibles ? La difficulté d'établir un prix de revient moyen.

Le mouvement des bilans.

La baisse des dividendes.

La chute des valeurs en Bourse.

La concentration et l'intervention gouvernementale favorisées par les difficultés de l'industrie.

La baisse profonde des prix, l'arrêt soudain du développement de la consommation, devaient nécessairement modifier la situation autrefois si brillante de l'industrie pétrolière américaine. Celle-ci cherchant à s'adapter aux conditions nouvelles allait subir dans son organisation même certaines transformations.

Il paraît évident tout d'abord que depuis quelques années un grand nombre d'entreprises se sont heurtées à l'impossibilité de maintenir à leur activité, une rentabilité satisfaisante.

Pour déterminer cependant avec précision dans quelle mesure la marge des profits s'est révélée insuffisante à couvrir les frais d'exploitation, il est indispensable d'établir ce que peut être le « prix de revient » dans l'industrie pétrolière.

C'est là une tâche malaisée ! Le prix de revient varie en effet pour chaque entreprise dans des proportions si grandes qu'il semble impossible, dans le domaine de la

production du brut en particulier, d'en fixer le montant avec quelque espoir d'exactitude. Fonction de la profondeur des puits, de l'importance de leur débit, le prix de revient varie avec la composition chimique du pétrole extrait ; il dépend des frais de recherche et de prospection comme enfin des frais généraux très variables suivant les cas. Dans un même pays et dans une même région, voire dans une même exploitation, un puits peut être payant, un autre ne l'être pas.

La situation d'un producteur qui extrait du pétrole de sondages peu profonds n'est en rien comparable à celle de son voisin qui, ayant effectué un forage coûteux, risquera d'aventure de n'obtenir qu'un débit horaire infiniment moindre.

La situation géographique n'est pas elle-même sans intervenir dans la différenciation des prix de revient. Favorisés sont en effet les exploitants d'un gisement coûteux mais situé sur le lieu de consommation, au regard de ceux qui, captant le pétrole d'un jaillissement naturel, se trouvent situés dans une région privée de tout moyen de communication.

Ces difficultés d'appréciation et d'évaluation sont telles qu'il n'est guère permis d'envisager un prix de revient moyen et constant. S'il est possible d'établir qu'à un cours donné du brut une entreprise déterminée travaille à perte, rien ne permet de généraliser ce cas particulier et d'étendre à l'ensemble des exploitations une telle affirmation.

Toutes réserves étant ainsi faites sur cette question de la rentabilité de l'extraction du brut aux Etats-Unis, il faut signaler une statistique de la Tariff-Commission qui, pour 1931, fournissait les renseignements suivants :

elle établissait que le pétrole avait été vendu en moyenne 67 cents le baril, alors que le prix de revient calculé au lieu de production avait été, durant cette même période, de 1.09 dollar environ. Les exploitants auraient donc ainsi perdu 40 cents au baril (ces chiffres représentant bien entendu une moyenne établie d'après la production totale).

Quant aux opérations des raffineries, elles n'apparaissaient guère lucratives telles que les faisaient ressortir des calculs techniques dignes de foi, comparant en ces dernières années les prix de la matière première et la valeur des dérivés qui en étaient extraits.

Le coût moyen du traitement d'un baril de brut s'établissait ainsi en 1928, en 1931 et en 1932 :

	1928	1931	1932
Prix du pétrole brut au puits	1,31	0,63	0,84
Prix moyen du transport par pipe-line	0,20	0,20	0,20
Frais de traitement (y compris l'amortissement de l'usine et les frais généraux).....	0,35	0,35	0,35
Total.....	1,86	1,18	1,39

Les prix de vente pouvaient, quant à eux, être évalués de la façon suivante :

Produits obtenus par traitement d'un baril de brut	Quantités		Revenus en dollars par barils de brut		
	en %	en gallons	1928	1931	1932
Essence	65 %	27,3	2,16	0,94	0,82
Pétrole raffiné.....	5 %	2,1	0,108	0,048	0,074
Gaz-oil	12 %	5	0,124	0,064	0,082
Fuel-oil	10 %	4,2	0,076	0,042	0,045
Pertes	8 %	—	—	—	—
Total	100 %	42	2.468	1.084	1.021

En rapprochant les prix de revient des prix de vente, il devient possible de calculer le profit :

<i>Années</i>	<i>Coût du traitement d'un baril de brut</i>	<i>Prix de vente des dérivés</i>	<i>Bénéfice en dollars</i>
1928	1,86	2,468	0,60
1931	1,18	1,084	— 0,096
1932	1,39	1,021	— 0,369

Ainsi le raffinage du pétrole, qui laissait en 1928 un bénéfice de 60 cents par baril traité, apparaissait-il en 1931 et surtout en 1932 comme une opération désastreuse. Encore faut-il remarquer que ces calculs sont basés sur un rendement de 65 % que seuls obtiennent les usines pourvues d'appareils de craquage. Les résultats des entreprises se bornant à la seule distillation se révéleraient plus mauvaise encore.

Faut-il en conclure, comme semblent en témoigner les calculs ci-dessous, que les raffineries américaines étaient en ces dernières années condamnées à travailler à perte ? Avant de tirer des statistiques une conclusion aussi définitive il y a là encore, comme en matière de production de brut, une sérieuse réserve à faire. Il est possible que se livrent à une opération déficitaire les raffineurs traitant du pétrole acheté au cours affiché, mais la majeure partie de ceux-ci disposant de brut extrait dans leurs propres champs, l'obtiennent fréquemment à un prix de revient inférieur à celui que publient les mercuriales. Les pétroliers — et c'est le cas de tous les grands trusts — qui produisent du pétrole dans des champs leur appartenant, qui transportent ce pétrole au moyen de pipelines, et le traitent dans leurs raffineries — souvent amorties — jouissent d'avantages incontestables sur des entreprises nouvelles non concentrées et non rationnali-

sées, obligés d'acheter leur matière brute au cours du marché et d'en payer le transport à des tarifs élevés.

Au demeurant, des prix de revient sensiblement équivalents et des prix de vente identiques ne parviennent pas inéluctablement à créer pour toutes les entreprises une uniformité de situation. Leur organisation financière interne, les méthodes qui président à la gestion et à l'organisation de leur capital jouent en ce domaine un rôle prédominant. Une marge de profits déterminée peut se révéler suffisante pour les unes, trop restreinte pour d'autres.

Guidées par une prudence particulièrement nécessaire dans les exploitations pétrolières, certaines Sociétés prélèvent en effet sur leurs bénéfices — en perspective de l'épuisement prochain des puits — les sommes constamment nécessaires à des forages futurs. Amortissant avec continuité leurs dépenses de premier établissement, elles ne distribuent à leurs actionnaires que le solde des bénéfices disponibles après cette opération. D'autres, au contraire, poursuivant la hausse de leurs titres en Bourse, cherchent à affecter de gros dividendes à la rémunération d'un capital dont les augmentations successives — réalisées avec facilité et de façon avantageuse en période de prospérité — permettront de continuer l'exploitation lorsque, après le tarissement des anciens gisements, des prospections nouvelles se révéleront nécessaires.

Si le capital des premières Sociétés reste ainsi immuable, les charges financières des secondes s'accroissent périodiquement ; pour celles-ci, les bénéfices réalisés devront à toute époque rétribuer non seulement les sommes ayant servi aux forages actuellement productifs,

mais aussi les dépenses autrefois affectées à la mise en valeur des puits désormais épuisés.

Est-il besoin de souligner combien, pour deux entreprises du même pays, de la même région, produisant dans les mêmes conditions industrielles la même qualité de produits, le prix véritablement rémunérateur du pétrole obtenu sera différent, et différentes aussi, pour l'une ou l'autre d'entre elles, les possibilités de résistance qu'elles pourront victorieusement opposer à une crise aussi sévère que celle qu'elles traversent aujourd'hui.

Il est donc fort délicat dans cette industrie si complexe de discerner les répercussions exactes et les effets précis de la baisse des prix sur la situation des Compagnies. Une conclusion reste certaine, c'est que la chute des cours, s'alliant à un ralentissement des ventes à l'intérieur du pays et au déclin des exportations, a jeté le trouble dans les exploitations américaines petites ou grandes et que leurs bilans, autrefois si brillants, ont accusé depuis lors, pour certaines d'entre elles, des pertes sensibles, pour toutes une diminution rapide et très marquée de leurs profits.

Sans chercher à faire une étude approfondie et détaillée de l'actif et du passif des diverses Sociétés, il suffira, pensons-nous, de citer quelques chiffres globaux pour donner une image suffisamment exacte de leurs résultats financiers durant les derniers exercices.

Nous avons eu l'occasion de constater que des difficultés propres à elle-même avaient affecté l'industrie pétrolière en Amérique dès avant l'apparition de la crise

mondiale ; il n'est donc point surprenant que les bénéfices des Compagnies pétrolières en aient été plus rapidement et plus profondément influencés que ceux des autres branches de l'activité économique : dès 1930, alors que les comptes de profits et pertes accusaient, pour l'ensemble des entreprises industrielles par rapport à 1929, un fléchissement de 23,2 %, ils marquaient déjà, en ce qui concernait les industries pétrolières, une diminution de 42 % environ.

La revue *The Lamp* calculait que les bénéfices de vingt et une Compagnies américaines parmi les plus importantes s'étaient élevés en 1929 à 602.370.827 dollars ; ils tombaient l'année suivante à 228.429.953 dollars (en diminution de 48 %) ; en 1931, ils n'étaient plus que de 63.519.670 dollars, le dixième environ de ceux de 1929). Onze sociétés sur vingt et une avaient, cette année-là, travaillé à perte. Les trusts puissants Standard of New-Jersey, Standard of Indiana, Standard of California voyaient quant à eux leurs profits passer de 246 millions de dollars en 1929, à 125 millions en 1930, à 39 millions seulement en 1931.

Des résultats meilleurs purent être obtenus en 1932. Mais en 1933, le fléchissement s'accroissait à nouveau, provoqué par l'anarchie qui régnait sur le marché et par la chute brutale des prix durant les premiers mois de l'année.

Voici à titre indicatif le montant des bénéfices publiés par un certain nombre de sociétés américaines durant le premier semestre de chaque exercice en 1931, 1932, 1933 et 1934 :

RESULTATS FINANCIERS DE QUELQUES SOCIETES AMERICAINES

Exprimés en dollars.

Les chiffres précédés d'un astérisque indiquent les pertes.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	année entière		pendant le premier semestre			
Amerada Corp.	2.758.900	3.961.476	478.225	552.545	*510.033	
Continent. Oil C ^o	9.028.660	255.598	*6.528.841	*256.502	*4.960.969	
Louisiana Oil Refining Corp.			*1.058.997	1.061.796	*1.434.143	
Phillips Petr. C ^o	13.212.591	3.040.630	*2.674.153	*812.492	*5.324.588	2.510.000
Tide Water Oil C ^o			*2.008.571	1.159.803	2.497	
Tide Water Assoc. Oil C ^o	14.000.688	8.750.914	*1.077.464	2.099.700	174.354	
Associated Oil C ^o			1.111.308	1.358.478	529.086	
Warner Quilan C ^o			*95.842	761.580	*662.800	
Atlantic Ref. C ^o	17.332.418	2.742.688		3.185.000	*1.002.000	1.900.000
Mid Continent Petroleum Corp.			*2.901.821	*731.894	*1.233.000	1.101.000
Union Oil of California				1.500.000	200.000	300.000
Standard Oil of California	46.633.490	37.675.300		6.916.544	1.199.413	4.017.000
Barnsdall Corp.	7.205.161	5.130.890		*359.941	*1.835.299	
Simms Petrol. C ^o	2.328.802	1.475.518		*287.157	*393.296	

Les quelques renseignements publiés à ce jour, et concernant l'activité de l'industrie durant le premier semestre de 1934, laissent apparaître une légère reprise par rapport à la période correspondante de l'année 1933. L'état moins chaotique du marché, la stabilité plus grande des cours et leur hausse (en valeur nominale tout au moins) — premiers effets encore bien insuffisants de l'intervention gouvernementale — ont sans doute permis cette timide amélioration des bilans. Au reste, si les bénéfices nets ont quelque tendance à s'accroître, la raison en est moins parfois dans l'augmentation des profits bruts que dans la diminution des frais d'exploitation. En période de dépression et de malaise économique, les industriels cherchent tout naturellement à réaliser la compression de leurs prix de revient comme à restreindre

dre les charges trop lourdes qui grèvent leurs entreprises. C'est là dans une certaine mesure un des aspects bienfaisants des crises, le seul peut-être !

Quoi qu'il en soit, les difficultés de l'industrie pétrolière se sont, depuis quatre ans, traduites de façon extrêmement profondes dans les comptes des Sociétés. Les bénéfices, lorsqu'ils subsistent, y ressortent toujours en forte diminution, les pertes souvent s'avèrent importantes.

Aussi bien, le montant des dividendes ne pouvait-il que s'infléchir dans la même mesure que les soldes créditeurs disponibles en fin d'exercice. Pour en montrer la chute brutale, nous avons relevé les rémunérations octroyées à leurs actions par huit Compagnies importantes depuis 1928.

Dividendes exprimés en dollars distribués par quelques Sociétés pétrolières américaines depuis 1928 :

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Atlantic Refining..	3,25	2,00	2,00	1,00	1,00	0,75
Stand. Oil :						
Calif.	3,00	2,50	2,50	2,50	2,00	1,00
Ind.	3,50	3,25	2,50	1,50	1,00	0,75
Kansas	—	0,75	2,00	0,25	—	—
New-Jersey ..	1,50	1,875	2,00	2,00	2,00	0,75
Ohio	2,50	2,50	2,50	2,50	2,25	0,375
Socony Vacuum Corp.	1,60	1,60	1,60	1,45	0,75	0,10

Le montant global des dividendes distribués par ces huit Sociétés s'élevait à 17 dollars 35 en 1928 ; il n'était plus que de 4 dollars 10 en 1933 (baisse de 77 %).

La diminution est considérable encore que la politique financière américaine soit bien souvent de faire circuler l'argent plutôt que de le mettre en réserve, et que la structure si puissante des grosses Compagnies leur ait maintes fois permis de maintenir à leurs titres des rému-

nération sensiblement supérieures à celles qu'eussent autorisées les simples résultats comptables de l'exercice.

Un examen sommaire de la cote des valeurs pétrolières donne un aperçu de la façon dont, à la Bourse de New-York, les titres des Sociétés furent affectés par la baisse générale.

Le tableau ci-dessous indique pour quelques Compagnies américaines les cours les plus hauts et les plus bas de 1927, ceux du 31 décembre 1929, enfin ceux des années suivantes, relevés à la fin de chaque semestre :

COURS DE QUELQUES VALEURS AMERICAINES A LA BOURSE DE NEW-YORK

	1927		1930			1931		1932		1933		1934	
	plus haut	plus bas	fin 1929	fin juin	fin déc.	fin juin	fin déc.	fin juin	fin déc.	fin juin	fin déc.	fin juin	20 sept.
Atlantic Refining ...	131	104	38	34	17	15	9	11	16	29	29	25	23
Barnsdall Corp.			23	21	11	9	4	4	4	9	8	8	6
Fine Oil			24	20	8	8	4	3	3	8	10	10	7
Standard Calif.	60	50	61	58	43	38	25	18	24	35	40	34	31
— N. Jersey ..	41	35	66	64	46	40	28	23	31	31	37	45	42
— N. York ...	34	29	33	31	21	17							
— Indiana ...	81	64	48	45	35	24							
Texas Corp.	58	45	56	50	30	24	12	11	14	25	24	24	21
Sinclair	22	15	24	21	10	10	4						
Phillips Petrol.	60	36	32	28	18	7	6	5	5	15	16	17	14
Union of Calif.	56	39	45	39	28	16	11	9					

La revue *The Lamp*, dans un article paru en novembre 1931, étudiait à différentes dates les cours du marché des trente-quatre principales Compagnies pétrolières. Elle constatait que le capital-actions de ces Compagnies s'élevait à 7 milliards de dollars en 1926 et à 11 milliards de dollars en 1929 (le calcul étant effectué au cours les plus élevés de chacune de ces deux années). Au début du troisième trimestre de 1931, la valeur boursière globale des titres ne dépassait pas 2 milliards 700 millions, accusant une baisse de 75 % en trente mois.

Les cotations à la Bourse sont bien évidemment sujettes à des fluctuations qui, à toute époque, ne traduisent pas d'une façon absolue la véritable situation des entreprises et ne l'affectent pas d'une façon directe. La spéculation, l'ambiance générale réagissent sur le mouvement des cours. Il n'est pas sans intérêt néanmoins que le marché d'une valeur puisse, même en période de dépression, conserver une certaine stabilité, car le crédit d'une Société se mesure souvent à la tenue de ses titres.

Les actions pétrolières, moins poussées durant la hausse de 1925-1929 que maintes valeurs industrielles — les difficultés commencèrent en effet à se faire jour dans l'industrie qui nous occupe dès 1927 — accusèrent de ce fait moins rapidement la déflation de la cote ; cependant, le fléchissement ininterrompu de leurs cours durant l'année 1931 et le premier semestre de 1932 est la preuve certaine que, peu à peu, se développait dans l'opinion publique le sentiment très net des difficultés inhérentes aux affaires de pétrole.

Si ces difficultés mêmes ne manquaient pas d'exercer leurs répercussions sur la situation financière des Sociétés, le montant de leurs répartitions et le cours de leurs actions, elles se sont en outre révélées susceptibles de pousser l'industrie américaine vers une concentration plus rapide et d'encourager à son égard la politique interventionniste de l'Etat.

Sans doute la rationalisation fut-elle de tout temps une caractéristique particulière des affaires de pétrole. Nous avons eu l'occasion de signaler qu'imposée en ce domaine par des conditions d'exploitation très spéciales, elle était devenue nécessaire et inéluctable. Mais l'obligation de

prévoir un avenir plein d'incertitude et de lutter contre une concurrence chaque jour plus redoutable ne fit que favoriser davantage les fusions entre Compagnies.

Au surplus, les éléments mêmes de la crise étaient bien de nature à assurer aux trusts l'extension de leur contrôle. La surproduction, la baisse des prix, le gaspillage des ressources naturelles exigeaient que fussent prises pour y remédier des mesures générales plus faciles à faire adopter par quelques Sociétés importantes que par une multitude de petits exploitants ; la nécessité d'accords restreints, et partant plus solides, devait inciter le Gouvernement à se montrer plus tolérant dans l'application de la loi Sherman qui, dans sa rigueur première, s'opposait à toute entente et à toute coalition.

Ainsi peu à peu, du fait même de la dépression économique, les entreprises pétrolières voient-elles leur nombre diminuer, dans le temps où s'accroissent, pour celles qui subsistent, et leur puissance et l'étendue de leur activité.

Parallèlement à cette tendance de plus en plus marquée à la concentration, se développa sans cesse un contrôle plus étroit de l'autorité administrative. Lois multiples sur la conservation du pétrole et l'utilisation du gaz naturel, décisions cherchant à discipliner et à contingenter la production, telles furent les mesures par quoi se traduisit tout d'abord la soudaine sollicitude de l'Etat à l'égard des opérations pétrolières. Que cette législation ait, dès l'origine, constitué une atteinte sérieuse à la liberté d'action des industriels, cela n'est pas discutable, encore que, comparée à la réglementation sévère instaurée depuis lors, elle apparaisse maintenant bien timide.

Quoi qu'il en soit, en permettant que prenne naissance, puis que s'affirme l'intervention gouvernementale, la crise bouleversa les principes anciens d'initiative individuelle, de liberté et de concurrence qui présidaient jusqu'alors à l'activité économique.

Et ce n'est pas une de ses moindres conséquences que d'avoir contribué à asseoir l'industrie américaine et tout spécialement l'industrie pétrolière sur des bases essentiellement nouvelles dont, au demeurant, nous tenterons par la suite d'examiner le caractère.

DEUXIÈME PARTIE

**Les essais de stabilisation du marché
poursuivis aux Etats-Unis
en ces dernières années et jusqu'à
l'avènement au pouvoir de M. Roosevelt**

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE DE LIMITATION DE LA PRODUCTION

Son caractère.
Ses difficultés d'application.
Ses résultats.

Dès après la guerre, le gouvernement américain s'était ému des conditions dans lesquelles se développait dans le pays l'exploitation des gisements de pétrole. Il se trouva des esprits pessimistes pour en prédire l'épuisement prochain. La crainte que de telles prophéties — basées d'ailleurs sur des calculs empiriques — ne parviennent à se réaliser avec des conséquences redoutables pour l'avenir commercial du pays et sa sécurité, incita les milieux gouvernementaux à prendre l'initiative d'une « politique de conservation ». L'industrie — d'ailleurs peu convaincue d'un tarissement rapide des sources de pétrole — n'était pas toutefois sans mesurer les graves inconvénients que risquait d'avoir pour elle une exploitation trop précipitée des gisements ; elle se rendait compte des avantages certains d'une utilisation plus sage des ressources dont elle disposait.

Les autorités gouvernementales et les pétroliers, avec des arguments d'ailleurs différents, arrivaient ainsi à s'entendre sur la nécessité de la conservation.

L'un des moyens prévus pour « économiser » en quel-

que sorte leurs richesses pétrolières consistait pour les Sociétés américaines à rechercher, à contrôler et à exploiter des gisements nouveaux, en territoire étranger. Sans rien perdre de leur prépondérance sur les marchés mondiaux, les Etats-Unis pouvaient espérer que deviendrait ainsi moins active l'exploitation de leurs réserves nationales et que celles-ci seraient conservées en vue d'une utilisation ultérieure, mesurée et rationnelle.

Les événements devaient mettre en échec de semblables prétentions, et multiplier les obstacles qui se dressaient devant ces tentatives. La découverte et la mise en œuvre de champs très productifs ont, en premier lieu, reculé dans un avenir lointain les perspectives d'épuisement du pétrole en Amérique ; les autorités administratives comme les producteurs eux-mêmes se sont d'autre part, malgré certains succès partiels, révélés impuissants à contenir la production nationale dans des limites raisonnables au moment même où l'exploitation de gisements nouveaux à l'étranger — résultat de la politique suivie par les Sociétés américaines appuyées par le Gouvernement fédéral — venait accroître les quantités de pétrole brut extraites annuellement dans le monde, et rendre plus menaçante et plus étendue la crise de surproduction.

Insensiblement, la « *politique de conservation* », luttant contre le gaspillage des richesses nationales, allait se transformer en une « *politique de restriction* » cherchant à mettre un frein aux excès de la production. Le but poursuivi — ralentissement de l'extraction — restait en réalité le même, seules se trouvaient modifiées les raisons profondes qui motivaient l'intervention.

Sans retracer d'une façon détaillée toutes les phases

successives de la « *restriction* » aux Etats-Unis, et sans étudier toutes les mesures locales — d'ailleurs très variées, toujours temporaires et sujettes à de perpétuelles modifications — qui, depuis plusieurs années et jusqu'à l'avènement au pouvoir du gouvernement Roosevelt, tentèrent de limiter l'exploitation du pétrole en ce pays, nous citerons les principales de ces interventions, essayant surtout de montrer les difficultés auxquelles elles se sont constamment heurtées et les raisons qui, en définitive, déterminèrent leur échec.

Dès 1924, sous la présidence de Calvin Coolidge, le gouvernement américain créait le *Federal Oil Conservation Board* qui réunissait les secrétaires de la Guerre, de la Marine, du Commerce et de l'Intérieur. Il avait pour mission, en travaillant sous les auspices de l'*American Petroleum Institute*, d'établir un programme rationnel de mise en valeur des gisements de pétrole. Les efforts du Federal Oil Conservation Board se brisèrent contre l'opposition à peu près générale de l'industrie et contre celle des différents Etats intéressés de l'Union. Finalement, une recommandation fut déposée au Congrès dans le but d'amender la législation contre les trusts, obstacle sérieux aux accords entre producteurs.

La question d'une intervention législative fut reprise en 1929 lorsque le Président de l'A. P. I., M. Reeser, présenta un projet de réglementation des forages. Déclaré incompatible avec la loi Sherman parce qu'il aboutissait en fait à une réglementation des prix et risquait de léser les intérêts du consommateur, le projet ne fut pas adopté. L'administration restait d'avis que la limitation de la production devait être entreprise par les Etats intéressés eux-mêmes.

Ceux-ci se réunirent en juin 1929 en une Conférence ; elle dut s'ajourner *sine die*, n'aboutissant qu'à démontrer l'impossibilité de résoudre par voie législative un problème aussi complexe.

Néanmoins, quelques résultats avaient bien été obtenus, en 1928, par le refus d'un grand nombre de permis d'exploitation en instance et la révision de ceux accordés. Pour avoir été l'objet de vives protestations, ces décisions administratives n'en eurent pas moins pour effet de freiner l'activité des pétroliers dans les régions nouvellement prospectées. Une loi de conservation des gaz appliquée en 1929 en Californie, dans le but de ménager les gisements, permit aussi localement une réduction sensible de la production ; mais, dans l'ensemble, les effets de l'intervention législative restaient encore insignifiants.

Par la suite, et en présence d'une situation qui menaçait de s'aggraver, on assista dans certains Etats, sous l'égide d'organismes officiels ou privés, à la constitution de comités techniques qui recherchèrent les moyens susceptibles d'arrêter l'exploitation désordonnée du pétrole. Des mesures furent prises qui, toutes, eurent pour objet de placer de façon plus ou moins directe l'industrie pétrolière sous la surveillance des autorités administratives : loi sur la conservation du pétrole et l'utilisation des gaz, décisions gouvernementales cherchant à contingenter la production, abaissement des prix d'achat de la matière première par les grandes Compagnies, obligation de cesser le travail pendant vingt-quatre heures par semaine ; enfin, devant l'inefficacité de ces réglementations à donner des résultats suffisamment probants et durables, l'on vit au cours de l'année 1931 les Gouverneurs de deux Etats — le Texas et l'Oklahoma — qui

s'inscrivent au premier rang des producteurs de pétrole en Amérique, donner l'ordre à leurs troupes d'occuper les champs pétrolifères et d'en arrêter l'exploitation.

Procédés singulièrement violents que ceux qui consistent à recourir à la proclamation de la loi martiale, à la mobilisation des forces militaires ! Procédés que seule excusait l'inutilité bien démontrée des efforts antérieurs.

A vrai dire, la découverte des champs du Texas de l'Est avait été du point de vue de l'intérêt général absolument désastreux. A une époque où l'industrie américaine tentait de restreindre le débit des puits, la mise en œuvre précipitée de gisements nouveaux — très productifs, situés à une faible profondeur, pouvant être exploités avec facilité, partagés en outre entre une infinité de petits propriétaires peu enclins à la coopération — s'avérait pour le moins inopportune et risquait une fois encore de bouleverser le marché. L'opposition à toute limitation de la production fut de suite très violente en cette région, et l'activité, loin d'y diminuer ou de s'y stabiliser, continua, malgré de sévères réglementations, à augmenter de façon inquiétante.

C'est dans ces conditions que le 27 août 1931, le Gouverneur, M. Sterling, ordonna, pour une durée de trois semaines, la fermeture de tous les puits de pétrole et de gaz et proclama la loi martiale pour assurer la bonne et rapide exécution de ce décret. La proclamation s'exprimait en des termes qui ne manquent pas d'intérêt et dont les principaux passages sont les suivants :

« Attendu », énonçait-elle, « que, d'après l'article 59 A de la Constitution de l'Etat du Texas, déclarant que ménager, conserver et exploiter les richesses naturelles

de cet Etat, est non seulement un droit, mais encore un devoir civique pour tous les citoyens ;

» Attendu que, d'après un décret en date du 13 août 1931, ni le pétrole, ni le gaz naturel ne doivent être produits, transportés, stockés ou utilisés d'une manière qui constitue un gaspillage ;

» Attendu que le pétrole et le gaz naturel sont des richesses naturelles de cet Etat ;

» Attendu qu'il existe dans cette région, particulièrement dans les contrées d'Upshur, Rusk, Gregg et Smith, un groupe de producteurs solidement organisés, insurgés contre des lois sur la conservation des ressources naturelles, qui violent en particulier avec impunité la loi relative au gaspillage du pétrole et du gaz, et sont en révolte ouverte contre les autorités civiles de cet Etat, entravant constamment leurs efforts répétés pour faire appliquer les dites lois ;

» Attendu qu'une des Compagnies, opérant dans les champs ci-dessus désignés, a fait chasser de ses concessions les représentants de la Railroad Commission dans l'exercice de leurs fonctions ;

» Attendu que ces agissements ont provoqué de la part des citoyens des menaces et des actes de violence contre ceux qui violent ouvertement et outrageusement la loi en défiant les autorités civiles de cet Etat ; qu'il existe dans les districts en question un état de révolte, d'insurrection et de guerre civile et que cet état de guerre constitue un sérieux danger pour les populations ;

» Attendu qu'il est indispensable, pour protéger les ressources de pétrole et de gaz des champs de l'Est du Texas, que toute exploitation soit arrêtée jusqu'à ce que les dites ressources puissent être exploitées et dévelop-

pées sous la protection des autorités civiles ; que le paragraphe 10 de l'article 4 de la Constitution impose au Gouverneur de l'Etat le devoir de faire respecter et exécuter les lois et que d'après le paragraphe 7 de l'article 4, le Gouverneur est en même temps commandant en chef des forces armées de l'Etat et qu'il a le pouvoir de faire mobiliser les troupes pour faire exécuter les lois.

» Moi, I. R. S. Sterling, Gouverneur de l'Etat du Texas, et commandant en chef des forces militaires de cet Etat, en vertu de l'autorité dont je suis investi par la Constitution et les lois du Texas, déclare que les conditions qui existent actuellement constituent une violation des dites lois et de la dite Constitution, conditions prévues à l'article 5889 de la révision des statuts civils de cet Etat, et par la présente déclare que la loi martiale sera proclamée dans les comtés de Upshur, Gregg, Rusk et Smith, *le 17 août 1931 à 6 heures du matin*; je nomme le Brigadier général Jacob F. Wolters, général en chef ; il aura pleins pouvoirs dans les comtés sus-désignés pour fermer sans délai tous les puits de pétrole et de gaz actuellement en exploitation, et pour prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaire pour faire respecter les lois. »

Presque en même temps, le Gouverneur de l'Etat d'Oklahoma ordonnait lui aussi la fermeture de tous les puits et mobilisait la Garde Nationale pour assurer l'exécution immédiate de cette décision ; en outre, les Gouverneurs du Texas, de l'Oklahoma et du Kansas, représentés à Austin le 18 septembre 1931 par des délégués nommés par les comités pour la conservation du pétrole, signaient un accord contingentant la production jusqu'à la fin de l'année pour les trois grands Etats du Mid-

Continent. Ce contingent était fixé de la manière suivante :

	<i>En barils par jour</i>
Texas	902.000
Oklahoma	546.000
Kansas	110.000

L'année 1932 qui parut marquer à son début une légère amélioration de la situation — baisse de la production et hausse des prix — vit s'accroître encore les mesures de surveillance et de contrôle ; mais, en définitive, et pour des raisons que nous allons maintenant rechercher, la politique de restriction était loin de donner tous les résultats escomptés. Elle allait à des échecs successifs, échecs d'autant plus graves que l'on paraissait bien avoir épuisé toutes les formes de l'intervention et que, devant l'inutilité de ces efforts, les partisans de la limitation s'en prenaient à douter eux-mêmes de la possibilité de la rendre véritablement efficace et utile.

A vrai dire, les raisons d'un tel échec furent diverses et d'inégale valeur. Il peut paraître nécessaire de les approfondir quelque peu ; si elles permettent en effet d'identifier de façon singulièrement intéressante le caractère de l'industrie du pétrole et sa complexité, leur connaissance même, révélée par l'expérience, ne devait pas rester étrangère au choix des mesures qui, sur un plan plus vaste et plus général, allaient, durant l'année 1933, s'inscrire dans le projet de redressement industriel de M. Roosevelt.

En premier lieu, des difficultés d'ordre juridique constituèrent dès l'origine une entrave très sérieuse à l'application de la politique de conservation.

Une des lois fondamentales de la Constitution américaine, la loi Sherman — du nom du sénateur qui en prit l'initiative — votée en 1890, a pour but d'empêcher les ententes industrielles ou commerciales. Elle déclare illégal tout groupement revêtant la forme d'un trust et condamne toute coalition visant à restreindre la liberté du commerce. Aux termes de cette loi, le Gouvernement peut intenter des poursuites pénales contre des personnes ou des Compagnies qui participent à de telles associations et prendre toutes mesures en vue d'empêcher et de réprimer les infractions à la loi.

La loi Sherman fut tout d'abord complétée et renforcée en 1894 par le « *Wilson Tariff Act* », puis en 1914 par le « *Clayton Act* » et le « *Federal Trade Commission Act* » ; mais après la guerre, les Américains se rendirent compte que ces lois, destinées à protéger le commerce et l'industrie en maintenant d'une façon absolue la libre concurrence, risquaient d'aller à l'encontre de l'intérêt général et mettaient leurs entreprises dans une situation particulièrement défavorable. Le Congrès fut ainsi amené à voter certaines dérogations aux clauses de la loi Sherman ; les autorités judiciaires elles-mêmes, chargées d'assurer la stricte application de la loi anti-trust, devinrent moins sévères, opérant une certaine discrimination entre les ententes, et reconnaissant que, s'il est des groupements contre lesquels l'obligation subsiste de sévir, il en est d'autres qui doivent être laissés libres d'agir, étant donnée l'honnêteté du but qu'elles poursuivent.

Pour avoir acquis une indéniable souplesse et évolué vers un indiscutable libéralisme, la doctrine juridique américaine n'a pas cessé néanmoins de constituer une menace constante pour l'industrie pétrolière ; bien plus,

une interprétation des textes imprécise, variable suivant les tribunaux, s'avérait plus dangereuse, peut-être, que la rigueur de la législation : toute entente laborieusement établie, tout projet gouvernemental adopté risquaient d'être à nouveau discutés, remis en cause et attaqués par ceux qui prétendaient mettre en doute leur constitutionnalité.

En fait, lois et décrets destinés à imposer l'application des mesures de restriction furent constamment l'objet des plus vives attaques de la part de certains pétroliers. En Californie, la légalité constitutionnelle de la loi sur l'économie des gaz fut, sur la demande de quelques producteurs, soumise à l'examen des tribunaux, et son entrée en vigueur repoussée à une date ultérieure. En Oklahoma et au Texas, le principe du contingentement admis par les autorités gouvernementales était vivement combattu, l'intervention de la force armée déclarée illégale.

Bref, il est hors de doute que la loi contre les trusts, comme aussi l'absence d'une doctrine claire et bien définie relative à son interprétation, mirent obstacle au libre jeu de la politique de restriction en retardant, en suspendant, parfois en empêchant d'une façon complète son application.

L'unanimité des intéressés à accepter une réglementation devenue nécessaire eût cependant singulièrement facilité la tâche. Mais des raisons d'ordre psychologique opposaient trop souvent, dans un même champ, les différentes catégories d'exploitants et dressaient face à face les grandes Compagnies et les petits propriétaires, dont le nombre considérable joue un rôle important dans l'extraction du pétrole brut aux États-Unis.

Pour aboutir, la politique de restriction eût exigé, de la part des intéressés eux-mêmes, une adhésion totale, non seulement à son principe, mais à ses méthodes ; les producteurs indépendants lui refusèrent la leur en maintes circonstances. Chez eux se révélait insuffisante et incomplète la compréhension de l'intérêt général fondée sur une étude quelque peu approfondie du marché mondial, et la nécessité d'un sacrifice leur paraissait trop souvent devoir s'imposer davantage à leurs voisins qu'à eux-mêmes. Leur évidente mauvaise volonté trouvait cependant une légitime excuse dans les difficultés matérielles avec lesquelles ils étaient aux prises, et leur égoïsme s'expliquait par la tendance qui — en période de baisse sensible des prix — se manifeste, pour les exploitants ne disposant ni de capitaux, ni de réserves de trésorerie, d'accroître leur activité plutôt que de la restreindre et de compenser ainsi la diminution des recettes par une augmentation de la production.

Moins sensibles à de tels calculs, les grandes Compagnies, saisissant mieux les avantages certains d'une exploitation rationnelle, auraient, sans nul doute, accepté plus facilement d'en ralentir la cadence. Mais pour être efficace, la restriction exigeait d'être générale ; la bonne volonté des uns ne suffisait pas à rendre moins pernicieuse la résistance des autres, la collaboration de tous restait indispensable. Parce que cette collaboration ne fut jamais totalement acquise, les efforts restèrent vains, et médiocres des résultats partiels et momentanés.

Au demeurant, point n'était facile ni le choix des mesures propres à ralentir la production, ni l'adoption d'un plan d'ensemble susceptible d'être universellement accepté. Des raisons d'ordre technique, dont les unes ont

trait au caractère même de l'industrie, dont les autres se réfèrent au contrôle indispensable qui doit accompagner toute limitation de la liberté individuelle, rendaient particulièrement délicate une politique de restriction et incertaines ses chances de succès.

Une première difficulté se présenta lorsqu'il s'agit de concéder à chaque Etat, puis à chaque champ, puis enfin à chaque puits un contingent de production déterminé. Avant l'arrivée au pouvoir de M. Roosevelt, aucune décision n'avait été prise par le Gouvernement fédéral ni à la suite d'une entente entre les différents Etats, pour tenir en des limites convenues les quantités globales de pétrole brut à extraire mensuellement ou annuellement à l'intérieur du pays, ni pour répartir le contingent une fois arrêté entre les régions productrices de l'Union.

Tout au plus, avons-nous vu les trois gouverneurs du Texas, de l'Oklahoma et du Kansas ratifier à Austin, en septembre 1931, les conclusions de la Conférence qui les avait réunis à Oklahoma City quelques jours auparavant, et fixer jusqu'à la fin de l'année les quantités de pétrole qui pourraient être extraites dans les champs de leurs Etats.

Et ainsi se révèle l'absence totale de coordination dans les efforts, le manque de synchronisme dans les mesures adoptées qui, jusqu'en 1933, furent à la base des échecs successifs de la politique de restriction en Amérique.

Certes, la répartition d'un contingent entre les Etats ne serait pas allée sans difficultés. Elle risquait, en particulier, d'être modifiée lors de toute découverte de régions pétrolifères nouvelles, venant, sans que l'on puisse le lui interdire, participer à la production ; mais une idée d'ensemble eût, du moins, présidé à une

politique qui, sinon se condamnait d'elle-même par ses imprécisions, ses variations et ses injustices.

Lorsque la loi martiale fut proclamée au Texas, l'on vit les prix du pétrole brut monter sur les autres marchés du pays sans que les producteurs qui, de gré ou de force, se pliaient aux mesures de restriction, en puissent eux-mêmes bénéficier.

La limitation, s'exerçant d'une façon locale, risque donc, sans apporter grand profit à ceux qui se l'imposent, de favoriser indûment ceux qui s'en tiennent à l'écart. Flagrante injustice, à n'en pas douter, qui subsiste aussi bien entre Etats différents qu'entre régions d'un même Etat ou qu'entre voisins d'un même champ si les mesures prises ne sont pas générales et si un strict contingent n'est pas alloué à chaque producteur.

Mais sur quelles bases s'appuyer pour tenter d'évaluer avec équité la part relative qui doit être attribuée à chacun ? Que l'on veuille, comme cela eut lieu en différentes occasions, procéder à une épreuve de *potentialité* pour mesurer la faculté productive de chaque puits, et l'on assiste, de la part des exploitants, au cours des journées où se déroule l'expérience, à une extraction si intensive, si inégale, si éloignée des possibilités normales, qu'elle fausse tous les calculs. Fixer la limite de production sans tenir compte de cette potentialité, c'est risquer de tomber dans l'arbitraire et de favoriser les concessionnaires qui ont multiplié les sondes sur une superficie déterminée ; c'est aussi, de toutes façons, remettre constamment en cause le contingent primitivement attribué au fur et à mesure que sont découvertes des régions productives nouvelles ou que sont forés et mis en exploitation des puits plus nombreux dans un

même champ. Durant l'année 1932, dans l'est du Texas, le nombre de barils alloué à chaque puits par période de 24 heures fut modifié onze fois par des décrets successifs ! Comment, dès lors, demander aux exploitants d'organiser leur production sur des bases stables et définitives ? Comment supposer qu'ils aient pu se plier à une discipline et prendre confiance en une réglementation qui — du fait même des circonstances, — restait mouvante et imprécise ? Comment espérer enfin limiter dans un champ le rendement des puits, alors que leur nombre passait de 3 en décembre 1930, à 3.300 en décembre 1931, à 9.000 en décembre 1932 pour atteindre 11.000 l'année suivante.

Dans l'impossibilité de donner des bases définitives à la politique de restriction et de faire prévaloir dans la réglementation la justice et l'équité, les partisans de la limitation restaient, par ailleurs, impuissants à organiser un contrôle qui, de toute nécessité, aurait dû accompagner les mesures ainsi adoptées.

L'immensité des territoires d'exploitation, la diversité des intérêts en jeu, la collusion trop fréquente des autorités avec les producteurs eux-mêmes, l'absence enfin de sanctions efficaces contre les récalcitrants rendirent rapidement illusoire toute tentative de surveillance. La production clandestine s'organisa, spécialement au Texas, d'une façon d'autant plus fructueuse que des impôts plus lourds rendaient la fraude plus tentante. Or, il n'est pas douteux que, s'exerçant ainsi, les transactions frauduleuses se firent toujours au détriment des producteurs honnêtes et respectueux des lois. De tels procédés ne tardèrent pas à décourager les plus enthous-

siastes partisans de la politique de restriction ; elle perdit, de ce fait, bien des appuis et bien des suffrages.

Contraindre par la force des producteurs à suspendre leur activité restait évidemment le moyen héroïque et efficace pour aboutir au résultat désiré. Nous avons vu comment, aux Etats-Unis, certains Gouverneurs n'hésitèrent pas à employer des mesures radicales. Des procédés aussi draconiens, aussi anti-économiques, ne pouvaient être toutefois que de courte durée : la crainte d'un chômage étendu, la menace d'invasion des puits par l'eau, suffisaient à exiger la cessation rapide de leur emploi ; ils ne constituaient qu'un palliatif momentané dont la généralisation se révélait évidemment impossible.

Il est permis de penser cependant qu'au milieu de si nombreuses difficultés, la politique de restriction eût néanmoins pu s'instaurer et durer si, dès l'origine, certains résultats avaient été acquis par elle, si, grâce à elle, étaient apparus quelques symptômes d'amélioration dans la situation de l'industrie. Des sacrifices sont plus faciles à demander aux individus, une discipline plus aisée à obtenir d'eux lorsqu'ils ont confiance en l'utilité de ces sacrifices et quand ils peuvent rapidement juger de leur efficacité.

Les circonstances en décidèrent autrement. Certes, la production totale du pays s'est bien quelque peu infléchie au cours des années 1930, 1931 et 1932 — encore que la production clandestine non comprise dans les statistiques ait rendu sa diminution en réalité moins sensible — mais, en définitive, la hausse des prix et la

déflation des stocks qu'avait en vue la restriction ne furent aucunement réalisées. Au reste, nous connaissons déjà les raisons qui se sont conjuguées pour créer, en Amérique, en ces dernières années, une situation si difficile et si pénible aux entreprises pétrolières et, d'une façon particulière, aux producteurs de brut. Quels résultats, d'ailleurs, pouvait-on attendre de la limitation aux Etats-Unis, en présence d'une production accrue de l'étranger et surtout d'une diminution de la consommation mondiale qui contrebalançaient largement, sur le marché, les maigres résultats d'une restriction locale ! Comment ne pas admettre le découragement des exploitants qui, en raison du développement et du perfectionnement des méthodes de raffinage, jugeaient de l'inutilité de leurs sacrifices et ne comprenaient pas que la production des dérivés — production qui influe sur le prix de ceux-ci et, par contre-coup, sur celui du pétrole brut — ait pu ainsi, librement et sans entraves, s'accroître à leur détriment.

Sur les bases qui en avaient constitué le fondement, la politique de restriction s'effondrait définitivement en 1933. Au début du printemps, les statistiques de la production atteignaient des chiffres records. La fraude se donnait libre cours ! Il fallut toute l'énergique intervention du nouveau Gouvernement pour ramener peu à peu les exploitants à une meilleure compréhension de leur propre intérêt et leur faire admettre des mesures de limitation plus générales et plus étendues dont nous aurons l'occasion d'étudier et le caractère et les résultats.

CHAPITRE II

LE TARIF DOUANIER A L'IMPORTATION

Les polémiques soulevées à son sujet.
Les résultats de son adoption.

L'établissement de taxes douanières est l'arme habituelle que les producteurs demandent aux pouvoirs publics d'employer pour les aider à se défendre contre une concurrence étrangère devenue menaçante. Les tarifs protecteurs donnant satisfaction aux réclamations des nationaux, fournissant en outre des recettes au budget de l'Etat, ont vu, après la guerre, leur adoption se généraliser dans la majorité des pays. Ils se sont, d'ailleurs, révélés susceptibles de jeter le trouble dans les transactions internationales ; ils ont rendu plus difficile et plus lointain le retour à un sain équilibre du commerce extérieur mondial.

Lorsqu'est venue en discussion, aux Etats-Unis, la question de l'établissement de taxes à l'importation sur les produits du pétrole, le Gouvernement s'est trouvé, pour prendre parti, dans une situation particulièrement délicate. Comment refuser à une industrie qui tenait dans la vie économique du pays une place prépondérante, une protection dont d'autres bénéficiaient déjà ? Comment ne pas tenter de réduire les importations étrangères au moment où des efforts étaient faits dans

le pays pour lutter contre la surproduction ? Rejeter le tarif douanier c'était, en quelque sorte, désavouer les tentatives de stabilisation de l'industrie amorcées avec peine par les producteurs eux-mêmes et par les Gouvernements des Etats de l'Union ; mais l'adopter — et interdire ainsi, ou du moins restreindre l'entrée des pétroles étrangers — n'était-ce pas condamner, de ce fait, la politique de conservation des gisements nationaux, politique qui, nous l'avons vu, avait été, après la guerre, celle même des milieux gouvernementaux.

La question, à vrai dire, ne laissait pas d'être fort complexe ; en outre, une fois encore, elle mettait en complète opposition d'intérêt les producteurs indépendants et les grandes Compagnies.

Celles-ci, il faut immédiatement le remarquer, étendaient leur contrôle sur des entreprises situées au dehors — particulièrement en Colombie et au Venezuela — et y produisaient du pétrole à un prix avantageux. Elles l'importaient aux Etats-Unis, le traitaient dans leurs raffineries, puis réexportaient les produits finis sur les marchés étrangers. Sans aucun doute, la matière première entrant ainsi en franchise sur le territoire américain, faisait concurrence à celle que les petits exploitants pouvaient eux-mêmes extraire de leurs puits. Sous prétexte de favoriser la conservation et de rendre plus sensible la diminution de la production, certaines grandes Compagnies avaient, à différentes reprises, abaissé le prix auquel elles achetaient leur pétrole brut aux petits exploitants. Mais les Sociétés qui poussaient ainsi au fléchissement des cours étant associées à celles qui produisaient du pétrole à l'étranger, les producteurs indépendants étaient en droit de se demander si les

mesures prises pour les obliger à restreindre leur activité n'avaient pas pour objet essentiel de servir les intérêts des trusts, désireux de maintenir ainsi des débouchés au pétrole extrait au dehors par leurs soins. Bien plus, ces mêmes producteurs indépendants avouaient leur impuissance à lutter de façon efficace contre la concurrence du pétrole brut vénézuélien moins coûteux à extraire ; ils signalaient, d'autre part, la singulière inutilité des efforts de restriction qu'ils s'imposaient si la diminution de la production nationale devait être contrebalancée par une augmentation parallèle des importations.

La revue *The Lamp*, organe de la Standard Oil of New York, publiait, au mois d'avril 1931, un intéressant article où, se défendant de prendre elle-même parti dans le débat, elle exposait la position respective des partisans et des adversaires du tarif à l'importation.

Les premiers faisaient valoir, pour défendre leurs théories, les arguments suivants :

1° La limitation de la production du pétrole impose de lourds sacrifices aux exploitants. Elle ne sert de rien et perd son intérêt si les importations ne subissent pas elles-mêmes une réduction.

2° Les Etats-Unis participant dans la proportion des deux tiers à la production mondiale, il semble juste de réserver en exclusivité au pétrole américain le marché domestique.

3° Même en tenant compte des frais de transport, le coût du pétrole extrait à l'étranger — et plus particulièrement le coût du pétrole vénézuélien — reste toujours inférieur à celui du pétrole américain, ce qui

place les producteurs nationaux dans une situation difficile sur le terrain de la concurrence.

4° Le tarif douanier entre en jeu pour protéger la majorité des industries, pourquoi l'industrie du pétrole brut ne bénéficierait-elle pas des mêmes avantages ?

5° Il n'est aucunement démontré que la hausse des prix de la matière première, hausse qui pourrait résulter d'une limitation de la concurrence, doive fatalement entraîner celle des prix de l'essence au détail. Les exemples sont nombreux témoignant que la baisse du brut n'a pas entraîné la baisse corrélative des dérivés. Pourquoi supposer que le mouvement inverse soit inéluctable ?

Les adversaires du tarif répondaient, quant à eux, de la façon suivante :

1° Les Sociétés importatrices de pétrole brut aux Etats-Unis sont toutes américaines, sauf une. Le pétrole produit à l'étranger est ainsi propriété américaine ; il est extrait pour être traité aux Etats-Unis et constitue, par suite, un complément de la production indigène.

2° Loin d'augmenter par rapport à la production totale du pays, les importations marquent un fléchissement certain depuis plusieurs années.

3° Le pétrole importé est, en général, d'une qualité inférieure à celle du pétrole extrait aux Etats-Unis ; il provenait autrefois du Mexique, mais depuis le déclin de ce pays il est fourni par la Colombie et le Venezuela. Peu riche en essence, ce pétrole est surtout utilisé pour la production du mazout et de l'asphalte.

4° Les huiles combustibles consommées sur la côte de l'Atlantique proviennent, pour plus de moitié, de l'importation. Les consommateurs estiment que l'achat

exclusif des huiles indigènes risquerait d'augmenter sérieusement leurs frais.

5° Les propriétaires des 26.000.000 de voitures qui circulent aux Etats-Unis persistent à croire que la limitation de la concurrence aura pour résultat le renchérissement de l'essence.

6° Le pétrole brut importé pour y être traité occupe des ouvriers américains et contribue, par ailleurs, à alimenter le Trésor grâce aux impôts qu'il supporte.

7° Pendant les huit dernières années, l'exportation pétrolière a constamment dépassé l'importation. Par ces échanges, les Etats-Unis ont donc obtenu, comme le traduisent les tableaux ci-dessous, un résultat bénéficiaire important :

Importations
(en milliers de barils).

	<i>Brut</i>	<i>Essence</i>	<i>Total</i>
1923	82.015	4.555	99.657
1924	77.836	3.289	95.325
1925	62.005	3.813	78.851
1926	60.337	6.051	81.293
1927	58.270	5.003	71.852
1928	79.767	4.198	91.556
1929	78.914	8.834	108.698
1930	62.130	16.927	105.619

Exportations.

1923	17.076	20.741	100.436
1924	17.509	29.008	115.869
1925	13.141	31.582	113.400
1926	15.406	43.852	131.826
1927	15.843	44.442	141.276
1928	18.966	52.904	154.647
1929	26.402	62.059	163.290
1930	23.706	65.621	156.696

Pendant les trois années 1927, 1928 et 1929, les Etats-Unis ont exporté pour 1.572.946.825 dollars et importé pour 389.834.268 dollars, ce qui donne un solde créditeur de 1.183.112.557 dollars.

9° Si, du fait des taxes, les produits pétrolifères étrangers n'entrent plus aux Etats-Unis, ils remplaceront au dehors, en raison de leurs prix, les produits de ce pays. Le pétrole importé jusqu'alors par les usines américaines sera dirigé directement sur les différents marchés mondiaux, sans passer sur le territoire national.

Ainsi s'affrontaient avec, de part et d'autre, des arguments qui paraissaient sérieux, défenseurs et adversaires du tarif douanier.

La position très forte des premiers résidait dans la logique même de leur raisonnement : à quoi bon tenter de restreindre la production intérieure si l'importation n'est pas elle-même limitée ?

Il semble cependant que les grandes Compagnies aient serré de plus près les réalités économiques en affirmant que le pétrole américain devrait toujours, et quoi qu'il advienne, subir la concurrence du pétrole étranger dont le prix de revient était moindre.

En définitive, après le rejet, le 28 février 1930, d'un projet de loi, présenté par le sénateur Thomas de l'Etat d'Oklahoma, et tendant à l'établissement d'un tarif douanier de un dollar par baril sur le brut et de 50 % *ad valorem* sur les produits raffinés entrant aux Etats-Unis, une loi, portant la signature de M. Hoover, fut votée, le 6 juin 1932, créant de nouvelles taxes sur les produits pétrolifères.

Les unes étaient des taxes intérieures, les autres frappaient les importations et devaient être perçues dès le 21 juin. Leur montant était le suivant : un demi cent par

gallon de pétrole brut, d'huile combustible et de résidus de pétrole, deux cents et demi par gallon d'essence, quatre cents par gallon d'huile de graissage et un cent par livre de paraffine.

La résistance des consommateurs avait, sans nul doute, retardé l'adoption des taxes à l'importation ; les usagers de l'automobile sont, aux Etats-Unis, proportionnellement plus nombreux que dans les autres pays, et leur influence y est aussi plus considérable. Le Gouvernement fédéral ne pouvait néanmoins résister plus longtemps aux demandes des petits producteurs, ni refuser aux entreprises pétrolières une protection douanière dont bénéficiaient déjà d'autres branches de l'activité nationale, protection qui, au surplus, s'inscrivait dans la politique économique générale du pays.

Le tarif à l'importation, destiné à sauvegarder les intérêts des exploitants, prenait ainsi sa place au même titre que la restriction, parmi les mesures envisagées comme susceptibles de faire recouvrer au marché intérieur une stabilité singulièrement compromise.

En discerner les résultats directs, en isoler les effets d'une façon indiscutable est une tâche malaisée. Trop d'éléments d'origine diverse réagissent dans le même temps sur la production et sur les prix pour que l'on puisse distinguer avec certitude la part qui, dans les modifications survenues, doit être affectée à chacun d'eux. La complexité de l'industrie du pétrole et les facteurs si nombreux qui l'influencent ne permettent pas de « dissocier » facilement les conséquences particulières et spéciales qu'entraînerent, aux Etats-Unis, le vote des droits frappant les produits pétrolifères à leur entrée dans le pays.

Il est possible d'affirmer cependant que les mesures nouvelles ne réalisèrent pas, dans l'ensemble, les espoirs que l'on fondait sur elles. Sans doute, leur mise en application fut-elle suivie, sur le marché américain, d'une hausse des prix de l'essence et des huiles brutes, mais ce raffermissement des cours s'expliquait par l'entrée en jeu des taxes intérieures, adoptées en même temps que le tarif douanier, et ne constituait pas, pour les Sociétés, la source d'un profit quelconque.

S'il restait néanmoins possible d'escompter, par suite des barrières douanières élevées à l'entrée des produits étrangers, un certain accroissement des ventes d'essences américaines à l'intérieur du pays, il devint, par contre, rapidement évident que le commerce d'exportation allait subir, quant à lui, un sensible fléchissement. Les grandes Sociétés, opérant aux Etats-Unis, ne tardèrent pas à s'adapter aux conditions nouvelles qui étaient faites à leurs entreprises situées hors du territoire national. Le pétrole qu'elles importaient autrefois à l'état brut pour le traiter dans le pays, sur les côtes de l'Atlantique en particulier, prit dorénavant une destination différente, soit qu'il servit à approvisionner directement la clientèle étrangère en concurrençant ainsi le pétrole américain, soit que, raffiné dans des usines nouvellement créées sur les terrains mêmes d'exploitation, il persista, après transformation, à être vendu sur les marchés dont disposaient antérieurement les Sociétés mères.

L'industrie américaine ne devait ainsi retirer, dans son ensemble, aucun bénéfice important de l'adoption du tarif protecteur ; le commerce d'exportation en était, par contre, sérieusement affecté,

CHAPITRE III

LES PLANS DE M. KESSLER : PROPOSITIONS EN VUE DE RESTREINDRE LA PRODUCTION MONDIALE

Sans cesser de poursuivre l'organisation de la politique de restriction à l'intérieur du pays, les dirigeants de l'industrie du pétrole n'avaient pas attendu qu'elle eût trouvé ses directives et tenté de s'imposer, pour essayer de mettre sur pied des ententes qui, débordant le cadre des frontières, devaient avoir un caractère plus large et plus universel.

Il apparaissait en effet que la production américaine ne pouvait plus, à elle seule, imprimer sa physionomie à un marché devenu sensible à tous les phénomènes oscillatoires qui pouvaient lui être transmis d'un point quelconque d'un organisme devenu mondial.

Certes, dans le passé, l'Amérique avait joui d'un certain monopole ; elle n'avait rien eu à redouter de la production étrangère. Celle-ci toutefois s'était par la suite accrue considérablement ; elle se révélait capable d'annihiler les efforts de diminution des stocks aux Etats-Unis et d'y paralyser toute tentative de hausse de prix.

C'est alors que se précisèrent les idées de coopération internationale et qu'au souci de surveiller et de discipliner la seule production américaine se substitua un désir,

dicté par les nécessités, d'organiser d'un façon plus générale l'industrie du pétrole et de garantir ainsi la bonne tenue des marchés mondiaux.

Tout d'abord timides et limités, des essais furent tentés dans ce but, puis s'affirmèrent par la suite suivant une évolution que nous allons rapidement retracer.

Dès le début de 1928, de discrètes négociations, visant une réduction de la production mondiale, s'étaient engagées entre la Standard Oil et la Royal Dutch. Ces pourparlers se poursuivirent dans le courant de l'année entre les représentants des trois grands trusts (Royal Dutch, Standard Oil et Anglo-Persian) ; puis une grande Conférence internationale fut projetée pour le mois de septembre. Elle devait se tenir aux États-Unis, mais des difficultés ayant surgi entre temps, elle ne fut pas convoquée.

En 1929, plusieurs réunions furent organisées qui ne donnèrent aucun résultat pratique, mais révélèrent un évident souci de collaboration. L'idée de coopération mondiale faisait d'ailleurs son chemin ; la conviction devenait plus profonde que le succès ne pourrait être acquis qu'au prix d'un arrangement simultané, englobant le monde entier en vue d'harmoniser l'offre et la demande au moyen d'une réduction concertée de la production.

Les plans dont M. Kessler, directeur de la Royal Dutch, prit l'initiative en septembre 1931, puis au début de 1932, méritent de retenir l'attention. Ils mettent vivement en relief la situation internationale du marché, et, les doutes mêmes, qui furent émis sur leurs possibilités d'application, témoignent des difficultés auxquelles devaient

se heurter là encore, du fait de la diversité des intérêts en cause, tout effort et toute tentative d'organisation.

Le premier projet de M. Kessler intitulé « *Proposition d'un plan destiné à résoudre les difficultés de l'industrie mondiale du pétrole* » débutait en ces termes :

« Si l'on pouvait arriver à un accord de conservation mondial par lequel la production totale du monde serait réduite à un chiffre inférieur à la consommation, de sorte que l'on puisse conserver des réserves pour l'avenir, mettre fin au gaspillage des gaz et épuiser graduellement les stocks, le niveau des prix s'améliorerait certainement d'une façon considérable ; mais aussi longtemps que les forages seront continués sur une grande échelle, la capacité potentielle restera bien supérieure à la consommation mondiale et, en conséquence, chaque membre d'un tel plan de conservation pourrait y mettre fin à tout moment, rien qu'en ouvrant ses puits. Un plan de conservation mondiale est donc, tout au plus, une trêve armée.

» Une autre objection pratique à un plan de conservation pur et simple, sans un arrangement corrélatif sur les forages, c'est qu'il devient extrêmement difficile à négocier. Nous pouvons admettre qu'en raison du niveau très bas des prix la majorité sinon la totalité des membres de l'industrie du pétrole se rendent compte qu'il faut faire quelque chose pour améliorer la situation. Ceux qui connaissent les éléments constitutifs de l'industrie pétrolière et comprennent les réactions diverses et complexes auxquelles elle est soumise ont bien le sentiment que seul un arrangement sur une échelle mondiale peut être satisfaisant. On peut donc admettre que la volonté existe en principe, parmi les producteurs, d'arriver à un accord. Mais quand on en vient à l'application pratique,

c'est-à-dire quand on en vient à décider quelle production peut être allouée à chacun des divers membres de cette industrie, alors commencent les difficultés. Connaissant les idées de certains des membres de l'industrie du pétrole dans le monde, je considère que, pour le moment, il serait bel et bien impossible d'arriver à une entente sur ce que chacun aurait la permission de produire sous le régime d'un simple accord de conservation.

» Le plan que je vais esquisser éviterait les difficultés que je viens de décrire et ramènerait automatiquement la prospérité de cette industrie. »

Solution pratique consistant dans la « *conservation* » volontaire d'un excès de production en vue d'épuiser les stocks accumulés et de rétablir l'équilibre du marché, le plan de M. Kessler commence par définir le rôle joué dans l'économie mondiale par chacun des pays producteurs qu'il classe en différentes catégories.

Dans la première figurent la Perse, la Colombie, l'Égypte et les Indes Néerlandaises. La production y est contrôlée par une ou deux des grandes Compagnies qui s'engageraient pour la durée de l'arrangement proposé à adhérer comme par le passé à la conservation et à ne pas surproduire.

La seconde catégorie comprend ceux des pays qui, produisant moins que leur propre consommation et n'exportant pas, n'ont aucune raison d'être inclus dans un plan de restriction. Ce sont l'Argentine, le Japon, la France, le Canada, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Bolivie, l'Équateur, l'Allemagne et l'Inde.

La troisième catégorie est celle des pays dont la production ayant diminué au cours des dernières années ne semble pas devoir s'augmenter sensiblement dans un dé-

lai prochain. Elle comprend le Mexique, la Pologne, le Pérou et l'on peut y ajouter la Trinité.

La Russie reste à part, car il est douteux qu'elle veuille entrer dans un accord international.

Il reste donc trois pays dont l'importance est primordiale dans un arrangement mondial. Ce sont les Etats-Unis, le Venezuela et la Roumanie. Chacun d'eux devrait désigner des représentants munis de pleins pouvoirs pour siéger à une Conférence internationale; celle-ci aurait à assurer l'exécution du plan dont le mécanisme rapidement décrit est le suivant :

Déclaration par chaque pays du minimum de production que son industrie désire se voir attribuer sous le régime du plan de conservation durant l'année ;

Estimation par des statisticiens de la production qu'il serait nécessaire à ces pays de ne pas dépasser pour rester en deçà de la consommation et épuiser l'excès des stocks dans une période raisonnable ;

Détermination — dès lors rendue facile, par simple comparaison entre ces deux éléments — de la « *surproduction déclarée* ».

Cette surproduction que réclament les trois pays est d'ailleurs, comme le fait remarquer M. Kessler, la « *pointe* » de leur production, celle qui, obtenue en laissant jaillir plus librement les puits, coûte le moins cher aux producteurs puisqu'elle ne supporte pas de frais généraux. C'est elle qui, supérieure aux besoins, ne doit pas être produite. Il faut donc que les exploitants soient amenés à la « *conserver* » et aient intérêt à le faire.

Pour parvenir à ce résultat, il est nécessaire de réunir une somme importante, avant même la mise en route du plan. Chaque producteur participera à la constitution

de ce Fonds en versant une contribution proportionnelle à son « *minimum déclaré* », et calculée à raison d'un montant déterminé par tonne.

La somme ainsi réunie sera répartie à la fin de chaque trimestre au prorata de la réduction que chaque pays aura fait subir à sa production déclarée.

Pour opposer un frein efficace aux forages irrationnels dans chacun des trois pays en question, le projet prévoit en outre que les industries pétrolières devront s'y engager — et cela aussi longtemps que la production totale du pays se tiendra au-dessus du chiffre du « *minimum de production déclarée* » — à obtenir de leurs Gouvernements respectifs, soit une interdiction complète de forer des puits, soit à son défaut l'imposition d'une taxe sur les forages.

Tel était brièvement exposé le mécanisme de ce projet. Entrant plus avant dans les détails d'application, M. Kessler prévoyait des modalités spéciales pour parer aux difficultés qu'éprouveraient vraisemblablement certaines petites Compagnies à verser dès l'origine une certaine somme par tonne sur leur minimum déclaré, et donnait le moyen de tourner la difficulté qui pourrait surgir, spécialement dans certains champs américains, d'une carence éventuelle de certains producteurs.

Une objection se présente immédiatement à l'esprit : qu'advient-il, dans le cas où un industriel manquant de sincérité fait une déclaration exagérée de son minimum dans l'espoir de participer par la suite, d'une façon plus large, à la répartition du Fonds.

M. Kessler y répondait en insistant sur le fait que les paiements à provenir ne seraient pas faits individuelle-

ment à chacun des industriels, mais à l'ensemble des industriels de chacun des trois pays participants ayant produit moins que le « *minimum déclaré national* ».

L'industriel peu scrupuleux peut dès lors, malgré une production très inférieure à son minimum, n'avoir droit en définitive, à aucune répartition. Il aura contribué à la constitution du Fonds pour un montant important et n'en recevrait rien, si d'aventure la production d'ensemble du pays dans lequel il travaille dépassait ou seulement atteignait au total le « *minimum déclaré* » du pays.

Ce risque très grave suffisait, pensait M. Kessler, à écarter tout calcul malhonnête et toute déclaration manquant de sincérité.

L'auteur du plan concluait en ces termes :

« Je considère comme un mérite particulier de cette proposition qu'elle ne puisse pas être détruite du fait que certains membres de l'industrie ne seraient pas raisonnables. Il est si difficile de dire ce qui est raisonnable. La conception de ce qui est raisonnable diffère fréquemment selon que l'on vous demande de faire un sacrifice pour le bien de la communauté ou que vous demandez vous-même à votre voisin de faire ce sacrifice. C'est pourquoi un plan qui exige que chacun soit « *raisonnable* » ne réussira jamais. Celui-ci pourrait être mis en application rapidement et avec une facilité relative.

L'enjeu est si considérable (il s'agit du salut de l'industrie du pétrole dans le monde) que je m'attends à voir les Gouvernements, lorsque la question leur aura été exposée par leurs propres nationaux, accorder leur coopération et si, par hasard, l'un quelconque des détails proposés se trouvait être en opposition avec les lois de l'un des pays ou des Etats en cause, j'espère que les Gou-

vernements respectifs prendront sans tarder les mesures nécessaires pour rendre le plan légalement exécutable ».

Malgré certaines critiques faites au projet, on s'accordait néanmoins, dans les milieux pétroliers roumains, à rendre hommage aux idées intéressantes et ingénieuses qui avaient présidé à son élaboration ; on reconnaissait l'importance exceptionnelle que présentait une telle proposition eu égard à la personnalité même de son auteur et à la situation de premier plan qu'il occupait dans l'industrie pétrolière mondiale ; on voyait là enfin le moyen d'amorcer une grande Conférence internationale où seraient étudiées les possibilités d'une coopération étendue.

Les industriels roumains réunis à Bucarest le 1^{er} novembre 1931 adoptèrent la résolution suivante : « Les industriels roumains ont pris connaissance avec un intérêt tout spécial de la proposition destinée à remédier à la crise mondiale du pétrole. Ils se rendent compte qu'un accord international peut seul remédier à l'état actuel de cette industrie : ils souscrivent au principe d'une entente qui s'efforcera de ramener la production à un niveau quelque peu inférieur à la consommation mondiale, afin d'épuiser le surplus des stocks dans un délai raisonnable. L'industrie du pétrole de Roumanie est prête à envoyer des représentants qualifiés pour discuter en son nom à une Conférence internationale du pétrole et, sur la base des principes généraux énoncés par M. Kessler, trouver les modalités les plus adéquates à l'établissement d'un accord mondial, équitable pour chaque pays participant ».

Mais M. Kessler avait noté dans la dernière phrase de sa conclusion l'objection qu'il prévoyait à l'avance com-

me devant être élevée par les Etats-Unis et se référant aux lois anti-trusts incluses dans leur Constitution. De fait, pressenti au sujet de la réunion d'une Conférence mondiale qui aurait pris pour base de discussion le plan Kessler, l'*American Petroleum Institute* communiquait la réponse suivante :

« Par suite des lois des Etats-Unis l'*American Petroleum Institute* ne peut pas accepter le plan Kessler comme base de discussion, pas plus d'ailleurs qu'aucun plan nécessitant un accord définitif pour restreindre la production. Mais néanmoins il croit que des avantages pourraient résulter d'une Conférence mondiale qui serait limitée à un échange de vues sur la situation économique mondiale et à l'examen des facteurs « offre et demande » afin de donner aux producteurs de chaque pays la possibilité de régler individuellement ses opérations, chacun d'après ses lois, de la manière la plus intelligente.

« Si vous croyez qu'une Conférence réunie dans ce but puisse présenter quelque intérêt et si vous désirez que « l'*American Petroleum Institute* » la convoque, nous sommes prêts à le faire. »

La loi Sherman, après avoir opposé l'un des plus graves obstacles à l'établissement de la politique de restriction à l'intérieur du pays, s'avérait donc susceptible de faire échouer aussi dans le domaine international les tentatives d'organisation et les projets d'entente.

Le refus de l'Amérique de coopérer à un plan général prenant pour base la limitation de la production, incita M. Kessler à apporter quelques retouches à son projet primitif afin de permettre à ce pays d'y adhérer. Certaines critiques, soulevées par le texte initial, furent par

ailleurs prises en considération et une seconde proposition fut formulée au début de 1932.

Deux modifications importantes étaient incluses dans le nouveau plan. En premier lieu, un régime spécial était prévu pour les Etats-Unis ; il établissait pour une durée de cinq années une limitation des exportations — ou plus exactement une limitation de l'excédent des exportations sur les importations. L'influence de l'Amérique sur les marchés du dehors étant ainsi disciplinée et contrôlée, il devenait possible de revenir sur des bases nouvelles — mais suivant une idée directrice identique — aux règles incluses dans le projet initial (minimum déclaré, calcul de la surproduction déclarée, constitution et répartition du Fonds).

D'autre part, les pays producteurs dont les exportations dépassaient les importations devaient adhérer au plan, et l'U. R. S. S. était en particulier invitée à y souscrire. L'opinion était en effet unanime à prétendre que le dit plan ne pouvait fonctionner de façon satisfaisante sans la Russie soviétique.

En définitive, la liste des pays intéressés était ainsi constituée :

Etats-Unis (dans des conditions spéciales conformes à leurs lois), Venezuela, Russie, Perse, Roumanie, Mexique, Indes Néerlandaises, Colombie, Pérou, Trinité, Pologne, Sarawak, Equateur.

Dans chacun de ces pays, l'industrie du pétrole déléguerait des représentants à la Conférence internationale.

Ainsi amendé, le nouveau projet de M. Kessler avait sur le précédent deux avantages incontestables : il pou-

vait être accepté par l'Amérique, et il inscrivait au nombre des participants tous les pays pétrolifères exportateurs, et non plus seulement les Etats-Unis, le Venezuela et la Roumanie.

Le procédé était simple mais injuste et dangereux qui consistait à limiter exclusivement à ces trois pays l'application d'une réglementation qui, sans nul doute, devait gagner à être plus étendue. Il semblait inadmissible par ailleurs de se borner, pour apprécier les facteurs qui avaient accentué la crise pétrolière, à prendre uniquement en considération les deux ou trois dernières années. Le fait que les quantités de pétrole brut extraites dans certains Etats n'aient pas varié pendant un délai aussi court, ne pouvait légitimement dispenser ces Etats de restreindre une production récemment encore en augmentation. Tel était le cas de la Perse et des Indes Néerlandaises.

D'autre part, ceux des pays exportateurs dont la production était alors en décroissance — comme le Mexique par exemple — n'étaient pas en droit d'en tirer argument pour s'exclure d'un accord général, car cette décroissance due pour une large part au bas niveau des prix du moment, risquait de s'atténuer et de disparaître si une élévation des cours — résultat possible et espéré de l'accord de restriction — venait à se réaliser.

Enfin la participation de la Russie semblait indispensable, car sa production et ses exportations restaient un facteur important de déséquilibre sur les marchés mondiaux du pétrole.

Bien que tenant compte de ces objections, le second plan Kessler n'en prêtait pas moins encore à de sérieuses

critiques. Elles étaient mises en évidence par M. Constantinesco, administrateur-délégué de la Société Créditul Minier de Bucarest et porte-parole de l'industrie roumaine.

« Nous estimons, pour notre part, écrivait-il, que la fixation de l'excédent exporté serait le meilleur critérium à adopter afin d'arriver à une entente générale. »

A la vérité, l'établissement de la production des différents pays, fait d'après les seules déclarations des intéressés, sans aucune immixtion des Gouvernements — tout en obtenant d'eux l'interdiction des forages conformément à une entente internationale — apparaît comme très difficile, sinon comme impossible à réaliser en un temps où se manifeste de façon de plus en plus accentuée la tendance à l'économie dirigée.

» Malgré toutes les difficultés de discussions initiales, nous croyons qu'il est plus facile d'obtenir la limitation des quantités de pétrole à exporter par chaque pays, avec accord des Gouvernements respectifs et garantie de ces mêmes Gouvernements, que d'admettre *de plano* pour exacts les chiffres déclarés par chaque producteur.

» Le fait que, conformément à la proposition Kessler, les primes seraient réparties selon la production totale de chaque pays et non par producteurs — alors que la production dépend de chacun de ces derniers — place certains Etats dans une situation spéciale par rapport aux autres.

» C'est ainsi que la Russie, par exemple, peut parfaitement déclarer — conformément à son plan quinquennal — une production de 700.000 à 800.000 barils par jour (environ 40 millions de tonnes par an) ; le seul producteur de pétrole du pays étant l'Etat soviétique lui-même, ce-

lui-ci aurait la possibilité, tout en payant la cotisation, de réduire pour divers motifs sa production : la totalité des primes avancées par les producteurs des autres pays lui reviendrait dès lors presque intégralement.

» Là où la production entière appartient également à une seule Société (Perse), ou à un nombre restreint de producteurs (Indes Néerlandaises), le même cas pourrait se présenter. Inversement il n'est point impossible qu'un exploitant bien qu'ayant réellement réduit sa production par rapport à sa déclaration, n'obtienne d'aventure aucune indemnité, si d'autres producteurs nationaux se trouvent augmenter leur activité dans une mesure plus forte que le premier n'aura restreint la sienne. Bien mieux, il pourrait même advenir que cet exploitant soit lui-même obligé de contribuer à la pénalité de son pays.

» Ne serait-il pas, en conséquence, beaucoup plus simple de prévoir par des accords internationaux, l'excédent exportable des pays producteurs, établi après une préalable entente de tous les producteurs de chaque Etat, et avec l'assentiment des Gouvernements respectifs, dans les mêmes conditions que pour les Etats-Unis ?

» Nous estimons au demeurant que cette façon de procéder est équitable car il serait juste d'admettre une majoration de production pour les pays dont la consommation intérieure est en augmentation. Celle-ci étant dans une certaine mesure due aux efforts des producteurs eux-mêmes, il est légitime qu'ils soient en définitive les premiers à en bénéficier ».

Ayant ainsi démontré avec beaucoup de force l'avantage d'un système basé sur la limitation des exportations plutôt que sur celle de la production, M. Constantinesco insistait ensuite sur la difficulté de mobiliser des sommes

importantes nécessaires à la mise en application du plan de M. Kessler. Il critiquait d'autre part en ces termes le délai trop restreint imparti à l'expérience suggérée :

« Pour qu'une entente internationale générale puisse porter ses fruits, il est besoin d'un certain temps d'application et de stabilité, pour permettre aux producteurs en chaque pays de prendre leurs dispositions en vue d'une organisation rationnelle de la production, de l'exportation et de la distribution des produits.

» Stipuler, en conséquence, une interruption de l'accord, chaque fois que les prix viendraient à monter au-dessus d'un certain niveau, et rétablir l'accord chaque fois que les prix retomberaient au-dessous dudit niveau conduirait à faire régner une incertitude défavorable au but poursuivi.

» Un tel inconvénient serait évité, si l'entente conclue pour une durée de plusieurs années prenait comme base, pour l'exportation des pays producteurs, des quantités déterminées d'avance. Dans un tel cas, on pourrait en effet prévoir l'augmentation des quantités à exporter par tous les pays producteurs chaque fois que les prix s'élèveraient au-dessus d'un certain niveau, et leur réduction chaque fois que les prix mondiaux descendraient au-dessous du même niveau, sans que l'accord en soit de ce fait interrompu.

» Bien entendu il sera tenu compte de la consommation normale, suivant l'idée judicieuse de M. Kessler, éliminant les possibilités de consommation dues uniquement aux prix trop bas des produits pétrolifères actuellement en vigueur ».

Malgré ces réserves, M. Constantinesco n'en soulignait

pas moins la valeur considérable de l'initiative prise par M. Kessler, et il concluait en ces termes :

« L'intérêt prépondérant que présente une proposition de limitation et d'adaptation de la production à la consommation, surtout quand elle émane de l'un des chefs d'un groupe pétrolier parmi les plus puissants du monde, commande que cette proposition soit prise en sérieuse considération et qu'elle soit examinée avec attention. Il est donc opportun de convoquer une Conférence des producteurs des divers pays exportateurs, afin d'établir les bases sur lesquelles pourrait être conclu un arrangement général. Ces bases une fois admises par les représentants autorisés de l'industrie pétrolière, il deviendra possible d'établir les modalités de réalisation.

» L'importance que présente la rationalisation de la production et de la distribution des produits est trop grande pour que ceux qui s'intéressent à l'industrie du pétrole ne fassent pas effort pour aboutir à une entente, à défaut de laquelle l'industrie pétrolière mondiale serait gravement menacée et le précieux produit continuerait à être extrait et gaspillé sans profit.

» C'est pourquoi les producteurs roumains sont reconnaissants à M. Kessler d'avoir remis en discussion une question si importante que d'elle dépend l'avenir de l'industrie et du commerce du pétrole dans le monde entier ».

Couvert de fleurs, le projet Kessler est ainsi critiqué et enterré. Au demeurant les Américains, aux prises avec leurs propres difficultés, ne voient guère, semble-t-il, le moyen d'appliquer le plan. Mais celui-ci a du moins

remué l'opinion, il a montré la nécessité d'un accord, il a prouvé que des industriels influents étaient disposés à en accueillir le principe.

Les Conférences qui, dès les début de 1932, devaient réunir autour de la même table, les dirigeants de l'industrie des différents pays trouvèrent en lui leur promoteur.

CHAPITRE IV

LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU PÉTROLE

La Conférence de New-York avec les Russes.
Les Conférences de Paris avec la Roumanie.

Sur l'invitation de M. Charles E. Arnott, président de la Socony-Vacuum Corp. les représentants des grands Groupes pétroliers américains, européens et russes se réunirent à New-York au début de mai 1932. Certaines Sociétés américaines indépendantes possédant d'importants intérêts dans le commerce d'exportation y étaient représentées. Les Roumains quant à eux n'étaient pas conviés à prendre part à ces négociations. Les grands Groupes prétendaient d'ailleurs être maîtres de la situation de l'industrie en ce pays par suite de la place importante qu'ils y tenaient eux-mêmes.

M. Arnott avait pu prendre facilement l'initiative de cette Conférence car, depuis 1929, la Socony-Vacuum, — Société qu'il représentait — avait, de temps à autre, pour soulager le marché du pétrole et éviter des sous-enchères, acheté des produits russes. Le fait d'avoir déjà, dans le passé, noué des relations d'affaires avec les représentants des Soviets rendait leur convocation, même pour une entente élargie, infiniment plus aisée.

En réalité, il s'agissait moins de prendre pour base de discussion les propositions énoncées par M. Kessler dans

son plan de limitation de la production, que d'entamer des négociations au sujet d'une réglementation des marchés d'exportation.

Mais dès avant l'ouverture officielle de la Conférence, la délégation russe, en réponse aux observations publiées par la presse, fut amenée à formuler une déclaration ou mieux une protestation contre la façon dont le problème semblait être posé :

«... On a cherché à donner l'impression, écrivait M. Riabovol, que la démoralisation du marché mondial du pétrole était due aux exportations de pétrole des Soviets, et l'on peut penser que le but principal des discussions à venir n'est que de parler de la question du pétrole soviétique.

» Nous estimons nécessaire de déclarer que les exportations de pétrole russe ne dépassant pas 10 % des exportations mondiales totales, le désarroi du marché ne saurait être attribué au rôle qu'exercent sur lui les produits soviétiques. Il est de fait que ce marché est partout désorganisé là même où le pétrole soviétique n'intervient en aucune façon.

» Les différents exposés parlent très peu de la situation économique mondiale qui a amené la chute désastreuse des prix de presque toutes les marchandises de grande consommation, y compris le pétrole.

» Aucun de ces articles ne traite des produits pétroliers venus de Roumanie et d'autres pays qui, c'est de notoriété publique, ont été vendus sur le marché mondial à des prix inférieurs à ceux des produits pétroliers soviétiques.

» Nous tenons à faire ressortir nettement qu'autant que nous sachions, le but de la Conférence pétrolière est

de délibérer sur la question des exportations, prises dans leur ensemble, et qu'il ne peut s'agir d'une Conférence destinée exclusivement à la discussion du pétrole soviétique... »

Cette déclaration, précisant le point de vue des Russes, traduisait l'atmosphère assez peu favorable dans laquelle s'ouvrait la Conférence et n'était pas, quant à ses chances de succès, d'un excellent présage. Sans nul doute, l'absence de la Roumanie suscitait de sérieuses appréhensions au sein de la délégation soviétique et motivait ses doléances.

La Conférence pétrolière s'ouvrait néanmoins le 16 mai. Elle avait été précédée d'entrevues au cours desquelles s'aplanirent certaines dissensions surgies entre la Socony-Vacuum et la Royal Dutch. Les producteurs européens et américains tombèrent d'accord pour offrir aux Russes de prendre livraison de leurs produits destinés à l'exportation (plus de 5 millions de tonnes par an en 1931, soit environ 37,5 millions de barils). Un cartel des grands Groupes pétroliers devait être constitué pour effectuer la vente de ces produits à l'étranger. La participation à un tel cartel mondial n'était pas, il faut le remarquer, contraire à la législation américaine. Les lois anti-trusts défendent de tels groupements seulement à l'intérieur des Etats-Unis et laissent toute liberté d'action aux entreprises en ce qui concerne les marchés d'exportation.

Mais, en présence des innombrables difficultés que souleva l'achat du pétrole soviétique par les grands Groupes, il fut par la suite proposé aux Russes de leur laisser la liberté de vendre leurs produits, à condition que les

ventes ainsi effectuées ne dépasseraient pas une quantité déterminée (celle des exportations de 1931) et qu'elles auraient lieu à des prix fixés.

En définitive, l'accord ne put se réaliser. Les raisons qui furent données d'un tel échec apparurent diverses et parfois contradictoires.

Il semble que les exigences des Russes quant à la fixation du prix d'achat de leurs produits furent jugées inacceptables. Sans doute les représentants de l'industrie soviétique n'étaient-ils guère par ailleurs disposés à aliéner leur liberté. Engagée dans une expérience politique, économique et sociale, la Russie ne peut souscrire à certains engagements qui viendraient à l'encontre du but d'expansion qu'elle s'est fixé. En mesure d'obtenir des produits à un prix souvent inférieur à celui de ses concurrents étrangers, elle se trouve ainsi fatalement avantagée par rapport à eux et peu désireuse de renoncer à la situation privilégiée qu'elle parvient de ce fait à se créer sur les marchés du dehors.

Conférence de Paris avec la Roumanie

La Conférence de New-York touchait à sa fin lorsque Mr. Arnott, son président, télégraphia à M. Osiceanu, président de l'Association des Industriels de Pétrole de la Roumanie, lui proposant qu'une délégation de l'industrie roumaine restreinte, mais munie de pleins pouvoirs, vienne à Paris dans un délai prochain. Elle s'y rencontrerait avec les participants de la Conférence de New-York « pour discuter la situation générale de l'industrie exportant du pétrole et pour trouver d'un commun

accord les moyens propres à son amélioration ».

La réponse de M. Osiceanu fut favorable, mais elle précisait que « tout projet concret résultant des pourparlers devrait ensuite être présenté à tous les intéressés en Roumanie avant de pouvoir être approuvé définitivement ».

L'intérêt d'une entente avec la Roumanie quant à la répartition des marchés n'était pas négligeable. Les efforts de ce pays lui avaient permis, entre 1927 et 1931, de porter sa production de pétrole brut de 3.661.000 tonnes à 6.657.000 tonnes, en augmentation de 81 % ! La consommation intérieure était restée à peu près stationnaire (1.164.000 t. en 1931 contre 1.101.200 t. en 1927), mais ses exportations s'étaient considérablement accrues, passant dans le même intervalle de 1.913.000 tonnes à 4.668.000 tonnes en plus-value de 240 %.

La Roumanie s'inscrivait ainsi pour 9,48 % dans le pourcentage exporté par les pays producteurs en 1931, et en particulier elle fournissait 18,3 % des importations faites en Europe.

Et cependant, malgré le développement si important des ventes effectués à l'extérieur, leur valeur qui se chiffrait à 7.335 millions de lei en 1927 ne dépassait pas 6.900 millions en 1931. Les quantités plus grandes de produits vendus ne fournissaient plus qu'une recette sensiblement diminuée.

Au reste, les perspectives d'avenir n'étaient guère favorables ; la concurrence des produits russes, celle prévue à bref délai du pétrole de l'Irak — dès l'achèvement de la pipe-line — l'augmentation de la production nationale constituaient autant d'éléments qui devaient pousser la

Roumanie à accepter l'offre de collaboration qui lui était faite.

La Conférence s'ouvrit le 29 juin. Les Roumains n'avaient pas été conviés à New-York, les Russes ne le furent pas à Paris. Peut-être était-ce là une tactique des grands Groupes pétroliers désireux d'engager des négociations séparées; il semble bien néanmoins que la présence simultanée de la Russie et de la Roumanie eût laissé aux Conférences ainsi organisées une chance de succès plus appréciable; elle eût empêché chacun de ces pays de se croire à tour de rôle seul visé par des mesures de réglementation et de limitation. L'incertitude, quant à la ligne de conduite qu'adoptera l'un des adversaires, ne risque-t-elle pas de mettre toujours obstacle à un engagement définitif et précis de la part de l'autre ?

En définitive, l'industrie roumaine voulut avoir l'assurance que l'on négocierait aussi avec la Russie et que des conditions plus avantageuses ne seraient pas consenties à son concurrent le plus redoutable. Les grands Groupes ayant donné une assurance conforme à ce désir, les questions relatives au pétrole roumain purent être traitées sans que les Russes ne prennent part à la Conférence. Celle-ci devait durer près d'un mois et se terminer après de lentes négociations par un accord que le communiqué ci-dessous résumait brièvement en ces termes :

« L'accord s'est fait à la Conférence internationale du pétrole entre les représentants du Groupe roumain et ceux du Groupe international sur les points essentiels d'une convention destinée à améliorer la situation sur les marchés d'importation; la stabilisation serait obtenue par un engagement réciproque de respecter les positions

relatives des exportations des deux Groupes sur ces marchés. Les points principaux de cette convention ont été paraphés par les représentants des deux Groupes. Ainsi qu'il était convenu dès le commencement de la Conférence, les délégations vont maintenant soumettre ces propositions à la ratification de leurs mandants respectifs et toute diligence sera faite pour obtenir cette ratification qui entraînera la mise en vigueur immédiate de la convention. »

Il semble qu'au début des négociations, le Groupement international ait demandé à l'industrie roumaine de réduire volontairement sa production dans la mesure où celle-ci avait été réduite dans d'autres pays producteurs et indépendamment de cela de 16 % en plus. La Roumanie ayant refusé d'engager des pourparlers sur ce terrain, de nouvelles propositions lui furent faites. Elles consistaient à lui assurer l'exportation de ses produits dans la proportion où chaque produit avait été exporté en 1929, et cela dans chacun des pays où cette exportation avait eu lieu. Après de laborieuses discussions, les Roumains firent prévaloir leur point de vue : la période de base adoptée pour régler l'importance des exportations devait être celle comprise entre le 1^{er} juillet 1931 et le 1^{er} juillet 1932. Elle assurait un pourcentage qui dépassait de 65 % les propositions initiales faites par le Groupe international. Il restait entendu que si la consommation de l'un des pays acheteurs de produits roumains venait à diminuer ou à augmenter, la cote établie serait élevée ou abaissée dans la même proportion.

A cette garantie d'une « *cristallisation* », si l'on peut s'exprimer ainsi, du volume des exportations roumaines

venait s'ajouter d'autre part la garantie d'une même « *cristallisation* » en ce qui concernait des sommes à provenir de la vente des produits. En effet si — par suite de la moindre capacité d'absorption du marché et des transactions éventuellement plus faibles qui pourraient en résulter — le produit des exportations du pays pendant les six premiers mois de la période de validité de la convention était inférieur à celui des six mois précédents, les grands Groupes s'engageaient à acheter aux producteurs roumains, à un prix déterminé, les quantités nécessaires pour suppléer à la moins-value.

Des avantages certains étaient ainsi concédés aux Roumains, mais l'accord signé sur ces bases par la délégation ne pouvait *de plano* être mis à exécution. La Conférence de Paris, Conférence internationale, ne pouvait traiter en effet que des questions d'importance internationale. En réalité, elle s'était intéressée à l'étude des exportations de pétrole dans les pays où les grands Groupes et les entreprises roumaines se trouvaient en concurrence. Son but avait été la recherche de la hausse des prix par une réglementation des ventes sur certains marchés. Mais il restait aux Roumains à répartir entre eux le contingent ainsi fixé et à adopter leur production aux conditions nouvelles.

Dans un article publié par les *Annales des Mines en Roumanie*, M. Osiceanu écrivait :

« La convention établie avec le Groupe international ne concerne que la réglementation de notre exportation. Elle ne s'occupe donc pas des méthodes par lesquelles sera réalisée la restriction de l'exportation, c'est-à-dire de l'adaptation de notre production de pétrole brut à la situation nouvelle.

» Cette adaptation est une question d'ordre intérieur à la solution de laquelle il faut arriver par l'harmonisation des intérêts privés avec l'intérêt général de notre industrie. Cet intérêt général doit prédominer tous autres intérêts. L'entente entre les Sociétés n'ira pas sans difficultés. Il faudra beaucoup de bonne volonté et de compréhension de la situation pour résoudre cette question. »

En définitive, la Roumanie en était ainsi amenée à pratiquer une politique de restriction semblable à celle qui cherchait à s'instaurer aux Etats-Unis. Obtenir le consentement de tous les industriels, dans un pays où l'individualisme a un caractère excessivement marqué, apparaissait là encore comme fort délicat. Le Gouvernement, loin de favoriser une telle entreprise, accueillait avec une certaine froideur l'annonce des décisions prises à Paris ; le ministre roumain du Commerce et de l'Industrie écrivait : « Le Ministère attire votre attention sur ce fait qu'il n'entend pas que la conclusion de cet accord provoque dans l'industrie du pétrole un chômage appréciable sans que cette industrie prenne les mesures nécessaires pour prévenir ce chômage par des travaux d'autre nature. En même temps, il prévient l'Association des Industriels du Pétrole qu'il n'admettra pas la hausse du niveau actuel des prix des produits pétrolifères sur le marché intérieur. »

Des arrangements internes s'imposaient cependant de toute nécessité aux producteurs. Non réglée, la production de pétrole brut — malgré la conclusion de la convention — risquait de maintenir à un bas niveau le prix de la matière première. Seuls les raffineurs eussent ainsi tiré un profit injuste d'une entente qui, dans l'esprit de

ses promoteurs, devait procurer à tous et non pas seulement à quelques privilégiés des avantages certains.

M. Osiceanu avait convenu avec le président Arnott à Paris qu'il s'emploierait à obtenir de l'Association roumaine du pétrole la ratification, avant le 15 août, de la convention paraphée à Paris le 23 juillet ; mais un délai supplémentaire — laissant supposer des difficultés sérieuses de mise au point — fut considéré comme indispensable.

« Quoique l'accueil fait à la convention par les membres de l'Association roumaine, écrivait son président, ait été généralement favorable, il a cependant été matériellement impossible, pour des raisons techniques, de conclure les travaux d'étude nécessaires, en Roumanie, dans le délai ci-dessus.

» Etant donnée la nécessité d'élaborer, avant une décision finale, certains arrangements d'ordre intérieur qui permettront d'exécuter les obligations résultant de la convention, nous vous prions d'obtenir l'accord du Groupe international pour la prolongation, jusqu'au 15 septembre, de la période de ratification. »

Après un nouvel échange de vues entre les différents signataires et certaines modifications de détails apportées au mécanisme de la convention, celle-ci fut définitivement ratifiée par les Roumains dans le courant de septembre.

Dès le mois de décembre, les délégués prenaient part à Paris à une nouvelle Conférence à l'issue de laquelle le communiqué suivant fut adressé à la presse :

« Les réunions qui se sont tenues au cours de la dernière quinzaine entre les délégués de l'industrie rou-

maine du pétrole et le Groupe international ont été consacrées à la mise au point de certaines questions consécutives à l'entente conclue en juillet dernier.

» La Conférence est arrivée à un accord sur les mesures nécessaires pour équilibrer la production et la consommation du pétrole. A cette fin et pour participer au plan mondial de conservation, la Roumanie a accepté de fixer sa production à 18.500 tonnes par jour pour une période de trois mois à dater du 1^{er} janvier 1933.

» Un accord complet a également été réalisé sur plusieurs questions techniques et sur les lignes générales de la coopération entre les membres de la Conférence. »

Ainsi les Roumains étaient-ils parvenus à s'entendre pour limiter leur production. Ils s'engageaient à la maintenir à 18.500 tonnes par jour pour les trois premiers mois de 1933, alors qu'elle s'était élevée à 23.500 tonnes par jour durant les deux derniers mois de 1932. Cette réduction de 5.000 tonnes de l'extraction journalière était importante. Elle restait néanmoins très inférieure à celle que tout d'abord le Groupe international avait envisagé d'imposer à la Roumanie. Au début de la Conférence, en juillet 1932, il avait été question en effet de ramener la production de ce pays à 13.500 tonnes seulement ; mais la délégation roumaine avait obtenu qu'elle soit fixée à 17.500 tonnes (septembre), puis à 18.500 tonnes (décembre).

L'entente devait d'ailleurs être de courte durée. Le 20 février, la Conférence trimestrielle prévue par l'accord de Paris se réunissait à Londres pour étudier les résultats obtenus pendant les deux premiers mois de l'année et pour fixer les conditions à observer durant le deuxième trimestre.

Mais déjà l'accord conclu après de laborieux efforts était condamné. La Roumanie, qui s'essayait non sans peine à maintenir sa production dans les limites fixées, eût été en droit d'espérer que le sacrifice qu'elle s'imposait ainsi serait compensé par un relèvement des prix qui tardait à se manifester.

D'autre part, l'opinion se précisait que la restriction ne saurait être efficace sans une application stricte et simultanée des mesures de contrôle par tous les producteurs dans tous les pays, et qu'en particulier la surproduction américaine n'allait pas sans compromettre sérieusement un équilibre de plus en plus nécessaire.

Aussi la Conférence dut-elle s'ajourner sans qu'une entente puisse se réaliser. Pour masquer cet échec, une nouvelle réunion était prévue à Paris le 27 mars.

Contrairement à ce que l'on pouvait croire, la convention de 1932 y fut renouvelée pour trois mois à dater du 1^{er} avril. Les Roumains abandonnaient même leur prétention première de voir leur quote-part de production sérieusement augmentée. Les raisons de cet abandon résidaient vraisemblablement dans l'espoir suscité par les efforts des producteurs américains qui, à Washington, en accord avec le nouveau Gouvernement, cherchaient sérieusement à limiter leur propre activité.

Mais les mesures envisagées par M. Roosevelt n'entrèrent en jeu qu'après le délai indispensable à la recherche d'une formule d'application satisfaisante. L'extraction du pétrole durant ce laps de temps marqua aux États-Unis un accroissement si impressionnant que les industriels roumains s'en trouvèrent à nouveau découragés. Au cours

de deux réunions tenues le 26 et le 30 mai, ils examinèrent la situation nouvelle qui leur était ainsi créée.

Constatant :

Que dans le temps où, respectant eux-mêmes scrupuleusement les accords intervenus, ils limitaient leur production à 18.500 tonnes, la production américaine s'était quant à elle élevée à 2.675.000 barils par jour (alors que la limite prévue était de 2 millions) ;

Que les prix mondiaux dont on leur avait laissé entrevoir la hausse s'étaient, depuis juillet 1932, abaissés dans la proportion de 38 % pour l'essence, de 62 % pour le pétrole brut ;

Ils concluaient à l'inutilité de persévérer dans le respect des engagements pris, les Américains n'ayant pas tenu les leurs ; ils affirmaient leur conviction que l'intervention directe de l'administration Roosevelt aurait finalement raison des difficultés ; ils exprimaient leur désir de maintenir avec le Groupement international des rapports assidus et confiants, mais décidaient que chaque producteur roumain pourrait reprendre toute liberté d'exploitation.

Ainsi se terminaient brutalement les tentatives de collaboration et de coopération internationales auxquelles les Roumains avaient souscrit durant quelques mois.

Comme ils avaient soin de le faire remarquer, ils ne portaient pas la responsabilité d'une rupture que les circonstances rendaient inévitable, et se déclaraient prêts à reprendre des pourparlers dès qu'apparaîtraient des conditions favorables à l'application d'un accord. L'échec des Conférences de New-York et de Paris, envisagées quant à leur but principal, se révélait ainsi indiscutable.

Certes ces réunions, en fournissant l'occasion d'ententes locales ou partielles, en maintenant un contact étroit entre les diverses entreprises, n'avaient pas été inutiles. A ce titre, on pouvait se féliciter de l'effort accompli. Mais, pour importants qu'ils fussent, ces résultats ne masquaient pas la quasi-impossibilité d'accords durables dans le domaine du pétrole.

D'une façon générale, les ententes industrielles ne sont possibles et ne sont viables que dans des conditions d'exploitation et de marché relativement stables. Celles mêmes qui existent ont besoin de constantes mises au point, car l'intervention des producteurs nouveaux exige des modifications à des accords même anciens. En dernière analyse, la loi de l'offre et de la demande continue à agir ; la politique peut en modifier provisoirement l'incidence, elle ne peut la supprimer.

Si certaines industries très spécialisées, fortement concentrées, dont l'exploitation nécessite la mise en œuvre d'un matériel coûteux ou la possession d'éléments de production très localisés, peuvent tirer de la constitution de cartels des avantages momentanés, il n'en va pas de même pour des entreprises dont l'objet est la mise en valeur de richesses dispersées à travers le monde, possédant des conditions d'exploitation très différentes, des centres de production nombreux et mettant en œuvre, dans un même pays, des intérêts infiniment divers et complexes.

Ainsi en est-il de l'industrie du pétrole. Comment faire consentir de lourds sacrifices à certains sans leur assurer que des sacrifices identiques seront imposés à tous ? Comment fonder l'espoir d'un accord durable entre les exploitants de différents pays quand l'entente s'avère

impossible entre les producteurs nationaux eux-mêmes ? Comment surtout escompter une hausse des prix sur les marchés mondiaux — but final de toute entente — alors que se révèle l'impossibilité de la créer sur les marchés intérieurs ?

Incapable de faire prévaloir au dedans de ses frontières une politique de restriction et de limiter sérieusement une production désordonnée, l'Amérique s'était efforcée de réglementer du moins les marchés mondiaux où son influence malgré tout restait prépondérante. Elle se heurtait dans cette entreprise à des difficultés identiques à celles qu'elle n'avait pu surmonter sur son propre territoire, et le désarroi de son marché s'opposait par ailleurs à tout effort constructif important et continu sur le plan international

TROISIÈME PARTIE

Le programme de restauration économique de M. Roosevelt et l'industrie pétrolière.

CHAPITRE PREMIER

LES CONCEPTIONS GENERALES DE M. ROOSEVELT

L'avènement au pouvoir de M. Roosevelt devait marquer pour l'industrie américaine le début d'une ère nouvelle, et instaurer dans le domaine de la production un régime qui, basé sur une doctrine singulièrement osée — presque révolutionnaire — allait bouleverser les conceptions traditionnelles de l'entreprise, de la liberté en matière économique et de la concurrence.

Pour mieux saisir le caractère de l'expérience étatiste qui se déroule aux Etats-Unis, il paraît nécessaire de la bien situer dans son cadre réel et de préciser les idées essentielles qui en constituèrent le fondement.

Dans son livre *Looking Forward*, M. Roosevelt a exposé ses vues personnelles sur la crise économique et sociale dont souffre le monde entier, et indiqué les moyens dont l'adoption s'imposait pour y remédier.

S'élevant tout d'abord contre le postulat des économistes libéraux selon lequel la crise doit se résoudre d'elle-même par le simple jeu des forces naturelles, M. Roosevelt écrivait :

« D'aucuns professent que le ralentissement de la production et des échanges est un phénomène normal que nous devons mépriser et subir, parce que, si nous tentions d'y apporter un remède, nous provoquerions des perturbations plus grandes encore », mais il estimait,

quant à lui, que les 13 millions de chômeurs que comptait le pays et l'état de démoralisation de plus en plus accusé de l'opinion ne permettaient pas d'attendre avec stoïcisme et passivité que la nature eût accompli son œuvre; il lui paraissait opportun au contraire d'agir énergiquement et de ne pas reculer devant des essais audacieux.

« Le pays a besoin et même — si je ne me trompe sur son caractère — réclame des expériences hardies et toujours nouvelles. Il est raisonnable de choisir une méthode, de l'essayer. Si elle échoue, admettez-le franchement et essayez-en une autre. Mais surtout essayez quelque chose. »

Cherchant à établir les causes de la crise, M. Roosevelt déclare que, de toute évidence, la perturbation économique actuelle, loin de découler d'une pénurie de capitaux, est l'effet de leur gaspillage. De ce gaspillage est résultée la surproduction :

« Je ne veux pas amoindrir l'utilité du capital, ni porter atteinte à toute entreprise nouvelle. Pourtant, pensons avec attention aux sommes fantastiques qui, sous forme de capitaux et de crédits, ont été consacrées à des entreprises inutiles, au développement de ce qui n'était qu'accessoire et à la multiplication de beaucoup de nos produits dans des proportions bien supérieures à la capacité d'absorption du pays.

Une grande partie de nos machines et de nos ressources restent actuellement inemployées, alors que des milliers d'individus robustes et intelligents sont dans le plus grand dénuement et ne cessent de réclamer du travail.

» Il me semble que notre programme d'expansion économique et matérielle ne se développera pas dans l'avenir à la même cadence que par le passé...

» Nous fabriquons déjà actuellement plus de produits et plus d'objets que nous n'en pouvons utiliser...

» En conséquence, le problème du contrôle — d'après des projets adéquats — de la fabrication et de la distribution des produits que notre immense machine économique est capable de mettre sur le marché s'impose à l'attention du Gouvernement. »

La même idée se trouve exprimée sous une autre forme dans le discours prononcé à San Francisco par le candidat présidentiel au cours de sa campagne électorale :

« Il est révolu le temps du grand entrepreneur ou du Titan financier à qui nous accordions tout, pourvu qu'il voulût bien construire et développer. Notre tâche actuelle n'est plus de découvrir ou d'exploiter les ressources naturelles, ni nécessairement de produire plus de biens. Elle est plus modeste et moins dramatique. Elle consiste à administrer les ressources et les fabriques qui existent déjà, à nous efforcer de rétablir des marchés extérieurs pour l'excédent de notre production, à résoudre le problème de la sous-consommation, à ajuster la production à la consommation, à distribuer la richesse et les produits plus équitablement, à adapter au service du peuple les organisations économiques existantes.

» Le temps de l'administration éclairée est venu. »

D'autre part, on constate que le Président Roosevelt est d'accord avec la pensée socialiste pour attribuer à une inégale répartition des revenus le fonctionnement défectueux de la machine économique :

« Les perturbations fondamentales de notre système économique, écrivait-il, proviennent d'une répartition défectueuse de la puissance d'achat, laquelle se conju-

gue avec un abus de la spéculation sur la production. Bien que, dans beaucoup de nos industries, les salaires se soient élevés, ils ne se sont pas dans l'ensemble accrus proportionnellement à la rémunération accordée au capital... »

D'ailleurs le capital, dont M. Roosevelt ne cesse de répéter, dans ses écrits, qu'il n'est en aucune façon l'adversaire, n'aurait selon lui qu'à se féliciter d'une application de ces principes nouveaux. Les revenus diminueraient, mais ils seraient à l'avenir mieux garantis.

Il faudrait pouvoir pénétrer plus profondément la pensée de M. Roosevelt pour identifier mieux encore les différents et multiples courants qui se croisent dans les projets de réorganisation économique ainsi ébauchés dès avant son accession au pouvoir par le futur Président des États-Unis. Là n'est pas le but de cette étude. Toutefois, il est nécessaire de remarquer l'influence prépondérante qu'eurent sur de telles conceptions les idées d'économie dirigée qui, défendues par des esprits distingués, font leur chemin de par le monde.

Pour M. Roosevelt, l'économie doit être dirigée par l'accord éclairé de ceux qui y participent. L'Etat doit se borner à exercer la pression nécessaire pour que le nouveau régime s'établisse et fonctionne en dépit du désaccord des intérêts privés. Ce n'est pas une solution de dictature que l'on recherche, mais bien une solution démocratique de self gouvernement industriel. La dictature du pouvoir central ne doit intervenir que pour instituer, en cas de nécessité, ce self gouvernement et pour vaincre les résistances des intérêts particuliers.

Ces principes d'organisation de la production allaient dans l'ensemble trouver en Amérique un champ d'application très vaste ; mais l'industrie du pétrole — du fait des difficultés au milieu desquelles elle se débattait de longue date, du fait des échecs successifs antérieurement subis par une réglementation trop localisée et trop partielle — devait quant à elle offrir à des expériences nouvelles un terrain particulièrement favorable. En maintes occasions, ses dirigeants mêmes y souscrivirent avec empressement, formulant l'espoir qu'elles représenteraient l'ultime mais salutaire solution à une situation de plus en plus tragique et angoissante.

Ce que l'expérience Roosevelt apportait de nouveau, dans le cas présent, c'était moins le principe d'une intervention de la puissance publique dans les affaires des producteurs de pétrole — intervention qui, nous l'avons vu, s'était déjà maintes fois manifestée — que la substitution du pouvoir fédéral de Washington à celui des différents Etats intéressés ; c'était moins d'autre part la volonté d'imposer une conservation des ressources naturelles nationales que le souci d'établir un artificiel équilibre entre la production et la consommation, selon l'idée fondamentale du N. I. R. A. Il ne s'agissait plus de tentatives cherchant à redresser le fonctionnement défectueux de la libre concurrence, mais bien de la suppression même de ce régime : dans le domaine du pétrole, les difficultés de l'industrie allaient constituer l'occasion et la suffisante raison de cette suppression..

CHAPITRE II

LE N. I. R. A. ET LES PREMIERES REFORMES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT DANS LE DOMAINE DU PETROLE

L'industrie du pétrole était, au début de 1933, en si mauvaise posture et le désarroi du marché si général et si profond que, dès son avènement au pouvoir, le Président Roosevelt chargea le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Ickes, d'étudier les mesures susceptibles de fixer la production pétrolifère des Etats-Unis à un niveau modéré.

Une Conférence à laquelle participèrent des représentants de tous les Etats producteurs se réunit à Washington en vue d'aboutir à un accord sur un programme de contrôle de la production.

L'intérêt de cette réunion ne fut pas négligeable. Certes, elle n'obtint pas des résultats positifs bien évidents, mais les motions et les vœux, qui furent votés à son issue, traduisent l'évolution très certaine qui, au contact des événements et de l'expérience, se dessinait peu à peu dans l'esprit des dirigeants de l'industrie ; il semble que la Conférence de Washington ait ainsi, en quelque sorte, préparé les voies aux mesures que, quelques semaines plus tard, le Président Roosevelt devait faire adopter par le Congrès américain.

Les gouvernements et les délégués des Groupes pétroliers constataient, tout d'abord, l'impuissance des différents Etats à faire face à la situation et au chaos actuels

et concluait — idée nouvelle — à la nécessité d'une intervention du pouvoir fédéral. Le rapport établi par la Conférence demandait, par ailleurs, au Président d'inviter les Gouverneurs des principaux Etats producteurs à ordonner, pendant un certain délai, la fermeture immédiate de tous les puits exploités, à l'exception de ceux produisant plus de 10 % d'eau ; il le priait également de faire voter par le Congrès une loi fédérale interdisant rigoureusement le transport du pétrole produit en excédent du contingentement. Cette suggestion intéressante devait, entre autres, être retenue et reprise par la suite.

Mais déjà s'achevait la préparation du N. I. R. A.

Déposé, le 17 mai, sur les bureaux de la Chambre et du Sénat, voté le 13 juin et promulgué le 16, l'Industrial Recovery Act jetait les fondements de l'organisation générale de l'industrie sur des bases essentiellement nouvelles.

La loi se propose de soumettre, pour une période de deux ans, l'exercice de chaque catégorie d'industrie et de commerce aux prescriptions impératives d'un *code de concurrence loyale* qui la réglemente étroitement dans l'intérêt des patrons, des salariés et des consommateurs. Les codes, rédigés en principe, par les chefs d'entreprise ou, si ceux-ci ne s'y prêtent pas, par le Président des Etats-Unis, ratifiés de toutes façons par ce dernier, après consultation des intéressés, prennent force de loi pour tous les employeurs, sans exception, de l'industrie et du commerce visé.

Nous nous bornerons seulement à rechercher l'influence que la loi a exercée sur l'industrie pétrolière

américaine, mais il semble auparavant opportun de faire ressortir le but essentiel du document législatif dont les réactions sur l'activité économique du pays allaient être si profondes.

Le N. I. R. A. cherche, en premier lieu, à imposer au pays plus de discipline, à le doter d'autre part d'une législation fédérale permettant à l'Etat — d'accord avec chaque industrie intéressée — d'organiser et de contrôler la production et les débouchés. Il n'est pas question de maintenir à l'intérieur de chaque entreprise l'équilibre entre les prix de revient et les prix de vente, mais de réaliser, pour l'ensemble de l'industrie, un nouvel équilibre entre les salaires distribués et la valeur de la production, quoi qu'il puisse en résulter d'ailleurs pour la vie de chaque entreprise. Tout code fixera donc un taux minimum de salaires et, en outre, pour accroître le nombre de travailleurs occupés, une durée maxima de la semaine de travail. Il ne s'agit pas non plus de maintenir à l'intérieur de chaque entreprise industrielle un accord entre l'employeur et le personnel de son choix. Le but est de réaliser pour toutes les industries des accords semblables entre les employeurs et leur personnel.

D'autre part, il est important de remarquer que l'Industrial Recovery Act rompt très nettement avec la politique traditionnelle américaine dans la mesure où se trouve abandonnée la législation hostile à l'égard des ententes industrielles — législation consacrée de longue date et concrétisée, nous l'avons vu, par la loi Sherman. Mr. Roosevelt se prononce, quant à lui, en faveur d'accords souscrits avec l'appui et sous l'égide de l'Etat. Il s'exprimait ainsi à ce sujet dans le message présidentiel transmis aux Chambres avant le dépôt du projet de loi.

« Un des grands empêchements, jusqu'à présent, à de tels efforts coopératifs, a été notre législation anti-trust. Celle-ci a eu pour but légitime de guérir le grand mal qu'était la fixation des prix par des monopoles. Elle devra certainement être maintenue comme une assurance permanente contre le retour des vieux abus. Mais il sera conforme à l'intérêt public que, sous l'autorité et sous la direction du Gouvernement, les industries privées soient autorisées à faire des accords et des codes assurant une concurrence loyale. »

En réalité, alors que, selon l'objet de la législation antérieure, on considérait comme *concurrence déloyale* le fait, pour des commerçants, de s'entendre en vue d'obtenir, au détriment des tiers, des prix de revient plus bas ou des prix de vente plus élevés, le délit de « concurrence déloyale » consisterait, d'après la nouvelle doctrine, à pratiquer une concurrence désordonnée et à provoquer la baisse des prix de vente.

L'Industrial Recovery Act s'efforce de mettre fin à la désorganisation des marchés. Il doit permettre de substituer à une compétition fratricide entraînant la baisse continue des prix, la faillite des producteurs et la paralysie des échanges, une politique de coopération qui, seule, favorisera une reprise rationnelle des cours, l'ajustement corrélatif des salaires, la renaissance de l'esprit d'entreprise et la restauration de la confiance.

La loi, votée par le Congrès, le 13 juin, contenait, en réalité, des dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des entreprises et les mettant en demeure de s'organiser sous le signe de la coopération. Et cependant l'art. 9 du N. I. R. A. stipulait déjà quelques mesures spéciales destinées à assainir, sans plus tarder, l'indus-

trie pétrolière dont la situation préoccupait tout particulièrement le Gouvernement américain. Une commission spécialement désignée à cet effet était chargée de contrôler l'exploitation des pipe-lines et leurs opérations, et le Président se faisait donner tout pouvoir d'interdire le transport de leurs produits aux Compagnies pétrolières dont la production dépasserait les contingents fixés.

La motion de Washington prenait ainsi place dans le N. I. R. A. et s'y trouvait incluse.

Mais plus générales et plus étendues devaient être les mesures édictées par *Le Code du Pétrole* dont l'élaboration et l'adoption étaient imposées aux industriels par l'Industrial Recovery Act.

Nous allons voir les difficultés qui, du fait des intérêts divers mis en cause, surgirent dans la période employée à la préparation de ce Code.

L'étude même de ces difficultés n'est pas sans intérêt car elle permet de pénétrer mieux le caractère si particulier de l'industrie du pétrole aux Etats-Unis et de comprendre pourquoi des modifications constantes durent, par la suite, en cours d'application, être apportées à sa réglementation.

CHAPITRE III

LA PREPARATION DU CODE DU PETROLE

Les difficultés d'entente entre producteurs indépendants
et grandes Sociétés.

Les divergences de vue au sein du Gouvernement.

Le Code est imposé à l'industrie le 19 août 1933.

Les pétroliers américains n'avaient pas attendu le vote définitif du N. I. R. A. pour mettre à l'étude les dispositions qui pourraient être incluses dans le Code de la production. L'empressement même que témoignaient les représentants des grandes Compagnies à répondre ainsi à l'appel du Président Roosevelt marquait bien la faveur avec laquelle était accueillie la politique nouvelle : l'industrie pétrolière américaine était trop éprouvée par la crise pour refuser à l'administration sa loyale collaboration.

M. Sinclair, Président de la Consolidated Oil Corporation et membre du Comité chargé d'élaborer, conformément à l'Industrial Recovery Act, le *Code du Pétrole*, s'exprimait en ces termes :

« Le Code de production sera la grande charte de notre industrie. Il fournira une défense efficace contre la surproduction, et les forages seront soumis à l'autorisation du Gouvernement fédéral.

» La vente du pétrole brut à un prix inférieur au coût de production sera, dans le Code, déclarée contraire à

la politique du Recovery Act ; elle sera considérée, dans beaucoup de cas, comme de la concurrence déloyale.

» Le Président nous a demandé d'établir des prix minima pour les différents territoires producteurs, ainsi que des prix maxima en vue de protéger les consommateurs. Tout achat à un prix qui ne sera pas rendu public sera considéré comme une concurrence déloyale et une violation du Code. »

En réalité, dès qu'il y eut lieu d'abandonner le domaine des généralités, d'étudier des textes définitifs, d'adopter des mesures précises, claires et bien déterminées, l'enthousiasme de la première heure ne parvint plus à masquer les divergences d'opinions qui, rapidement, se manifestèrent parmi les intéressés. Il apparaissait qu'une fois encore l'entente unanime n'allait pas sans difficultés.

L'opposition traditionnelle mettant aux prises les indépendants et les puissants groupements adhérant à l'American Petroleum Institute ne tarda pas à renaître, et le désaccord surgit, d'autre part, entre grandes Compagnies lorsqu'il fut question d'introduire dans le Code la clause autorisant le Président des Etats-Unis à fixer les prix de vente des produits.

Un dissentiment très vif devait, en particulier, se faire jour entre producteurs quand il fut question de régler la vente de l'essence.

Certaines grosses entreprises parvenaient, en effet, depuis un certain temps, à s'assurer le contrôle des stations de distribution en consentant des rabais aux tenants contre la garantie d'un monopole exclusif de leurs fournitures. L'abolition de cette pratique relativement récente mais fructueuse, et sa condamnation par l'Etat,

étaient réclamées par certains, malgré l'énergique opposition de ceux-là mêmes qui en tiraient profit.

Bien mieux, les avis étaient partagés sur ce point au sein même de l'administration. Tandis que le Secrétaire de l'Intérieur, Harold Ickes, défendait la thèse de la fixation des prix par l'Etat et celle d'une réglementation aussi stricte que possible, le général Johnson *Administrateur de la Restauration industrielle* cherchait un terrain de conciliation sur des bases moins sévères.

On conçoit facilement que, dans ces conditions, l'établissement d'un Code de concurrence loyale ne pouvait donner lieu qu'à des débats longs et confus. Il suffira d'en retracer les étapes principales pour comprendre comment la N. I. R. A., dans l'impossibilité de concilier des points de vue aussi opposés, fut amené, en dernier ressort, à imposer quelque peu brutalement sa solution, ou plus exactement celle du Secrétaire de l'Intérieur, Harold Ickes.

L'American Petroleum Institute, pendant que s'achevait devant le Congrès la discussion du N. I. R. A., avait préparé un projet de Code qui, présenté le 24 juin à une réunion de producteurs et de vendeurs de pétrole convoquée à Chicago, fut, non sans difficultés, finalement adopté par l'ensemble des intéressés.

Il était entendu que les produits ne pourraient être vendus au-dessous du prix de revient et qu'ils devraient couvrir, outre ceux-ci, les *frais raisonnables*, de manière à assurer un bénéfice au producteur. De plus, la production des dérivés devait être contrôlée. En ce qui concernait l'extraction du pétrole brut, aucun accord n'était intervenu. Une résolution fut cependant votée par

la Conférence, aux termes de laquelle le Président des Etats-Unis pourrait convoquer une réunion qui déciderait s'il y avait lieu de créer un système de licences pour la production, le raffinage et la distribution.

Examiné de nouveau le 29 juin, à New-York, par les représentants des sociétés affiliées à l'American Petroleum Institute, le projet fut pris en considération sous la réserve formelle que chacun, au cours du débat public, conserverait la possibilité de demander qu'y soient apportées des modifications.

Tandis que s'élaboraient ainsi péniblement les formules d'un texte capable de concilier les différents intérêts en présence, le désordre régnant dans les champs du Texas prit un caractère particulièrement inquiétant. Le pétrole de contrebande, produit en quantités croissantes — sans aucun souci des contingentements et de la réglementation — transporté et livré sur les marchés du centre des Etats-Unis, y semait dans les transactions le désordre le plus complet. Les producteurs durent recourir d'urgence au Secrétaire de l'Intérieur et lui demander que soient prises sans délai des mesures susceptibles d'apporter quelque remède immédiat à une situation dont la gravité devenait évidente.

C'est ainsi que, le 12 juillet, usant des pouvoirs qui lui étaient conférés par le N. I. R. A., le Président des Etats-Unis signait un décret réglementant les expéditions de pétrole d'un Etat à un autre. Les quantités expédiées devaient rentrer dans des limites prescrites ; toute expédition devait être accompagnée d'une déclaration détaillée, faite sous serment et précisant le nom et l'adresse du vendeur et de l'acheteur, la désignation des

produits expédiés, leur origine, leur destination, etc. Il était interdit aux Compagnies chargées du transport — que ce transport soit effectué par voie de fer, camions citernes ou pipe-lines — d'accepter un chargement qui ne serait pas accompagné du double de la déclaration précitée, enregistré et contresigné par les autorités fédérales. Un contrôle sévère des déclarations était organisé et des sanctions, pouvant aller jusqu'à six mois de prison, étaient prévues pour toute infraction au décret.

Ainsi s'instaurait pour l'industrie pétrolière, sous l'empire des nécessités, avant même l'adoption du Code et sur la demande des producteurs, le contrôle direct de l'administration centrale.

Le projet élaboré par l'A. P. I. et présenté au général Johnson devait néanmoins venir en discussion le 24 juillet. Les débats s'ouvrirent devant plus de cinq cents personnes, représentants de l'administration fédérale et des Etats producteurs, délégués des Compagnies et des différentes catégories de travailleurs. Durant trois jours s'affrontèrent sans espoir de conciliation thèses et textes opposés et contradictoires.

Dans l'impossibilité d'obtenir un résultat par des méthodes de discussion publique, le général Jonhson, se mettant en rapport direct avec les grands Groupements, élaborait un projet d'où était exclue la clause la plus discutée, permettant au Président des Etats-Unis de fixer les prix de vente du pétrole. Présenté le 31 juillet, ce texte suscita d'énergiques réclamations de la part de certaines Sociétés dont les préférences allaient à une réglementation des cours, seul moyen de limiter une concurrence jugée par elles désastreuse.

M. Ickes, partisan de la fixation des prix, voyait sa thèse triompher et, sans insister davantage, le général Johnson s'en remettait, le 4 août, au Secrétaire de l'Intérieur du soin de rédiger le Code. Mis au point d'accord avec la Maison Blanche, celui-ci fut communiqué aux intéressés le 17 août. Un délai de vingt-quatre heures était octroyé pour le dépôt des réclamations. Devant ce véritable coup de force et l'emploi d'une procédure aussi expéditive, l'opposition s'inclina.

Le Code imposé à l'industrie recevait la signature présidentielle le 19 août et devenait applicable dès le 2 septembre.

CHAPITRE IV

L'ANALYSE DU CODE

Les conditions du travail.

Le contrôle de la production et la fixation des prix.

Les conditions de vente.

L'organisation du contrôle permanent.

Le Code, dans son texte définitif, comporte, en dehors d'un préambule, sept articles. Le premier contient des dispositions d'ordre général ; le second concerne la durée du travail et la rémunération du personnel, le troisième la production, le quatrième le raffinage, le cinquième la vente, le sixième le transport et le septième l'organisation et le fonctionnement des organismes de contrôle.

Le préambule mérite d'être cité textuellement. Rien n'a été passé sous silence ni oublié dans cette énumération des arguments prônant les mesures envisagées. De préciser d'une façon aussi complète leur but et leur programme a sans doute paru aux auteurs la meilleure justification de leur initiative et de leur intervention. En voici les termes :

« Pour faire face aux difficultés qui assaillent actuellement l'industrie du pétrole,

» Pour essayer de réduire le nombre des chômeurs,

» Pour que soient payés aux travailleurs des salaires suffisants,

» Pour augmenter le pouvoir d'achat de tous ceux qui appartiennent à la dite industrie et améliorer leurs conditions de travail,

» Pour ménager les ressources pétrolières de la Nation et éviter tout gaspillage, qu'il soit d'ordre économique ou matériel, qui aurait pour effet de troubler profondément le marché au détriment à la fois des producteurs et des consommateurs,

» Pour restreindre la production, le transport ainsi que la vente des bruts et des produits finis,

» Pour éviter que ne se reproduisent les abus de toute nature qui sont venus entraver la liberté des échanges économiques entre les différents Etats de l'Union, ainsi que le commerce d'exportation, et qui ont provoqué des fluctuations temporaires, à la fois anormales et inattendues, de l'offre qui ne correspondait plus ni aux cours actuels, ni à la demande réelle,

» Pour éviter qu'à la faveur de pratiques déloyales ne s'établissent des monopoles,

» Pour protéger la Nation et éviter que ne soit indûment dilapidée une de ses plus grandes richesses, un produit qui garantit tout à la fois, et la sécurité du pays, et la Défense nationale,

» Et enfin, pour appliquer les principes énoncés par le « National Industrial Recovery Act »,

» Ce Code de morale commerciale, destiné à réglementer l'industrie pétrolière, a été adopté. »

Quelques principes généraux font ensuite l'objet de l'article premier du Code. C'est ainsi que le Président conserve la possibilité de modifier ou de supprimer — suivant les données de l'expérience et si les circonstances

l'exigent — celles des clauses du Code que le « National Industrial Recovery Act » n'avait pas lui-même imposées. L'autorisation expresse est par ailleurs donnée aux industriels de conclure des accords en vue de réaliser les objectifs du Code. Certes, l'approbation de ces accords par le Président reste nécessaire et leur révocation par lui possible, mais la dérogation formelle aux lois anti-trusts se trouve néanmoins inscrite ainsi dans les premières lignes de ce document ; une atteinte sérieuse est portée à la loi Sherman puisque les ententes entre concurrents producteurs ou commerçants sont admises et encouragées.

Les articles suivants cherchent à réglementer d'abord les conditions du travail, puis la production et les prix, ensuite les conditions de la vente, enfin le contrôle de l'industrie, par la création d'organes spéciaux.

A. LES CONDITIONS DU TRAVAIL.

Fixant la durée du travail et le taux des salaires, le Code établit tout normalement des distinctions en tenant compte, et de la diversité des occupations, et de la diversité des régions.

Des conditions différentes sont prévues, d'une part pour la vente de l'essence au public, d'autre part pour l'ensemble des opérations concernant les forages, la production du brut, les transports, le raffinage et la vente des produits pétrolifères.

La réglementation relative à la *vente de l'essence au public* concerne non seulement le personnel employé dans les stations de distribution, mais encore, et sans exception, celui des garages ou établissements similaires vendant des produits à la clientèle.

La **semaine de travail** est uniformément, pour cette catégorie d'employés, fixée à 48 heures au maximum (au lieu de 60 auparavant).

Quant à la **rémunération du travail**, elle est fixée en ces termes :

« Dans les villes ayant une population de 500.000 habitants (y compris la banlieue immédiate), le salaire ne pourra être inférieur à 15 dollars par semaine ; dans les villes dont la population s'étage entre 250.000 et 500.000 habitants (y compris la banlieue immédiate), le salaire minimum sera fixé à 14,5 dollars par semaine ; dans les villes de 220.000 à 250.000 habitants (y compris la banlieue immédiate), le salaire minimum sera fixé à 14 dollars. Dans les villes de moins de 2.500 habitants, les salaires des employés seront augmentés de 20 %, à condition que le chiffre maximum ne dépasse pas 12 dollars par semaine, et pourvu qu'aucun employé ne reçoive un salaire inférieur à celui qu'il recevait au 20 juillet 1933 malgré un nombre d'heures de travail plus réduit.

En ce qui concerne *toutes les autres occupations* (forages, production, raffinage, etc.) :

1° La **durée du travail** est fixée à 40 heures par semaine pour le personnel de bureau, « les employés aux écritures ».

« Tous les autres employés, excepté les directeurs, chefs de service, contremaîtres et leur personnel, ainsi que les ouvriers affectés au maniement des puits à la pompe, situés de telle sorte qu'il soit impossible de les relayer, ne devront pas travailler plus de 72 heures

durant 14 jours consécutifs, et en aucun cas plus de 8 heures par jour. »

2° Le **taux des salaires** varie suivant les occupations et pour une même catégorie d'occupations suivant la région. Il est compris entre 40 et 52 cents par heure.

Pour assurer l'application des mesures prescrites et empêcher qu'elles ne soient tournées, toutes précautions étaient prises dans les termes suivants :

« Un des buts que vise le Code est que, pour chacune des régions susindiquées, tous les employés se livrant à un travail identique, pendant un même nombre d'heures, reçoivent au moins le salaire minimum prévu pour chacune des branches de l'industrie pétrolière.

Pour parvenir à ce but, la différence existant entre les salaires payés aux ouvriers spécialisés et le salaire minimum fixé pour les simples ouvriers ne sera jamais inférieur à la différence qui existait dans chacune des régions susindiquées au 1^{er} juillet 1929. »

D'autre part :

« Les articles du présent Code réglementant les heures de travail et le salaire des employés seraient considérés comme violés si, par un moyen, un procédé ou une convention quelconque (contrats de forage, contrats d'agence, de location, de représentation à la commission, etc.), les employeurs essayaient de modifier la situation et le statut de leurs employés tels qu'ils étaient au 17 juillet 1933.

B. LA PRODUCTION ET LE CALCUL DES PRIX.

La réglementation concernant les importations, les reprises sur stocks, la production du brut, les nouveaux

forages, le raffinage et les prix, est fixée par les articles 3 et 4 du Code, de la façon suivante :

a) Importations.

Le montant des importations de pétrole brut et de produits finis est déterminé par le Président des États-Unis après les investigations et enquêtes préalables prescrites par le chapitre premier du « National Industrial Recovery Act », et en tenant compte des besoins de la consommation.

b) Prélèvements sur les stocks.

Les prélèvements sur les stocks de brut seront soumis à l'approbation d'un comité spécial, le *Planning and Coordination Committee*, mais ils seront limités à 100.000 barils par jour jusqu'à la fin de l'année en cours (1933).

c) Production du brut.

Un organisme fédéral, nommé par le Président, détermine périodiquement les quantités de pétrole brut requises pour couvrir les besoins du marché intérieur, compte tenu des importations et des prélèvements sur les stocks.

Le volume de la production ainsi déterminée est réparti équitablement entre les divers États par les soins de l'organisme fédéral dont les décisions doivent être soumises à l'approbation du Président. Les contingents approuvés constituent des barèmes de production pour les États producteurs et pour l'industrie, dans chaque État où le pétrole est produit.

A l'intérieur des États, la répartition du contingent est

faite, sans l'intervention directe du pouvoir fédéral, par les Etats eux-mêmes.

Toutefois, dans le cas où l'un d'eux dépasserait le contingent fixé, le Président se réserve le droit de régler et de contrôler aux frontières de cet Etat les sorties de pétrole ou de produits finis.

Tout dépassement d'un contingent alloué à une personne à l'intérieur d'un Etat sera considéré comme un acte de concurrence déloyale et comme une violation du Code.

d) Les nouveaux forages.

Les auteurs du Code n'ont pas voulu interdire les forages d'exploration. Afin d'assurer pour l'avenir les quantités de pétrole nécessaires à la vie de la nation, la découverte et la mise en exploitation de nouveaux gisements restaient, en effet, indispensables. Néanmoins tout transport d'un Etat à l'autre de pétroles bruts produits dans un nouveau champ, en infraction à un plan approuvé par le Président, est formellement interdit. Par « nouveau champ » ou « nouveau bassin », on entend tout champ ou tout bassin découvert depuis le 1^{er} janvier 1933 et où ne se trouvaient pas plus de dix puits en activité à la date de la mise en vigueur du Code.

e) Le raffinage.

Le contrôle du raffinage est distinct de celui de la production.

Le paragraphe qui l'institue est ainsi rédigé :

« Afin d'établir un rapport plus précis entre la production et la consommation, et apporter un remède aux effets désastreux qu'ont sur le commerce entre les diffé-

rents Etats les accumulations de stocks d'essence ; pour permettre, enfin, aux raffineurs de se procurer les quantités de brut qui leur sont nécessaires, l'*Agence fédérale*, instituée par le Gouvernement, sera chargée de diviser le pays en huit grands centres de raffinage. Elle devra, en même temps, établir un chiffre de vente en rapport avec les stocks accumulés dans chacun de ces centres. »

Dans chaque district, un sous-comité nommé par le *Planning and Coordination Committee* est chargé de rappeler aux raffineurs de la circonscription le rapport qui devrait exister entre les chiffres des ventes et les stocks en magasin. En cas de contestation, et si un raffineur se prétend lésé en ce qui concerne la répartition des quantités de brut disponibles, le litige pourra être porté devant le *Planning and Coordination Committee* qui, finalement, jouera le rôle d'arbitre.

f) Le calcul des prix.

La clause concernant le calcul des prix retarda longtemps l'adoption du Code ; elle devait, par la suite, susciter de sérieuses récriminations et donner lieu, pour son application, à d'innombrables difficultés.

Le Code confiait au Président, « pour une période d'essai » de 90 jours, le soin de fixer à son gré le prix de l'essence-type. Le prix du pétrole se trouvait lié, d'autre part, par un coefficient fixé à celui de l'essence pris pour base.

Interdiction était faite, en effet, d'acheter, de vendre, d'échanger ou d'acquérir, de quelque façon que ce soit, des pétroles bruts du Mid-Continent, titrant 36 à 36°9, à un prix au baril inférieur au prix obtenu en multipliant la constante 18,5 par le prix au gallon de l'essence U. S.

Motor (nombre d'octane 60-64) pratiqué le mois précédent et officiellement constaté par les estimations et déclarations faites par l'Agence fédérale désignée par le Président.

La constante 18,5 représente le rapport moyen qui a existé au cours de la période 1929-1932, entre le prix d'un baril de pétrole-type et celui d'un gallon d'essence-type.

Une différence équitable devait être maintenue entre le prix des bruts du Mid-Continent, calculés comme il vient d'être indiqué, et celui des bruts d'une densité inférieure ou supérieure, d'une qualité ou d'une provenance différente.

Les contrats en cours d'exécution ne devaient pas, sous réserve de déclaration au *Planning and Coordination Committee*, être affectés par les stipulations nouvelles, mais leur renouvellement ne pouvait avoir lieu sans autorisation.

C. LES CONDITIONS DE VENTE

Elles font l'objet de l'article V. Le nombre, la rigueur et la précision des prescriptions édictées suffisent à traduire l'embarras où se sont trouvés les rédacteurs du Code s'efforçant d'envisager toutes les modalités particulières susceptibles d'être incluses ou sous-entendues dans un contrat de vente. Où s'arrêter dans le détail de la réglementation ? Comment s'assurer d'une façon certaine et définitive que les règles imposées ne seront pas tournées ? Comment lutter par des textes — aussi nombreux et aussi précis soient-ils — contre l'ingéniosité humaine stimulée par l'intérêt ? La tâche déjà fort déli-

cate en matière de réglementation industrielle le devient davantage encore dans le domaine commercial.

La concurrence loyale en matière de vente est le principe dont s'inspire l'art. V. Les règles les plus compliquées y sont formulées ayant particulièrement pour objet d'empêcher les fournisseurs d'essence de consentir des rabais ou des prêts déguisés aux revendeurs, et les revendeurs d'en consentir à la clientèle.

En premier lieu obligation est faite à tous les raffineurs, distributeurs, courtiers et grossistes d'afficher, d'une façon visible et à un emplacement facilement accessible au public, le prix de chacun de leurs produits, en spécifiant chaque marque, chaque qualité, et en indiquant les impôts applicables à la vente de chacun d'eux.

Ces prix devront rester en vigueur durant 24 heures au moins et être appliqués sans exception à toutes les transactions intervenues dans ce délai. Tout escompte, rabais ou réduction sont sévèrement prohibés.

Les prix de vente ne devront pas être inférieurs aux prix de revient ou aux prix d'importation des dits produits à l'intérieur de l'Etat où ils sont mis en vente. Les frais généraux, taxes et autres charges imposées par les autorités locales et fédérales doivent être incluses dans ce prix. Pour les entreprises qui intègrent la production et la distribution elles devront se comporter pour chacune des branches de leur activité comme un entrepreneur indépendant. Chacune de ces branches devra recueillir un *bénéfice légitime* et aucune ne devra faire de gains excessifs ou disproportionnés au détriment des autres.

Une réglementation très stricte s'applique à la cession de pompes et réservoirs faite aux distributeurs par des

firmes pétrolières. Les fournisseurs se voient en effet refuser le droit de vendre, louer, prêter, concéder ou réparer tout équipement, tout appareil ou tout accessoire quel qu'il soit ayant un rapport quelconque avec la vente au détail du pétrole ou des dérivés. Ces prestations risquent de masquer en effet soit des rabais soit une avance d'argent qui lierait le détaillant au fournisseur.

Soucieux de prévoir toutes les fraudes possibles le Code en est venu à interdire aux raffineurs, distributeurs, courtiers ou grossistes de vendre ou de fournir gratuitement de la peinture aux consommateurs ou aux détaillants, de leur consentir des prêts, de leur distribuer des primes, de leur faire crédit, de se substituer à eux pour le paiement de redevances ou taxes de quelque nature qu'elles soient.

En un mot tout a été mis en œuvre pour éviter les avantages illicites qui, concédés à certains, les mettraient dans une situation privilégiée par rapport à d'autres. Tout l'esprit de l'article V est résumé en ces termes : « Toute tentative pour vendre à un prix inférieur à celui de la concurrence... est sévèrement prohibée ».

Le Code a véritablement cherché à instaurer la *concurrence loyale* mais ses auteurs ont-ils sincèrement espéré pouvoir concilier à l'avenir et d'une façon définitive loyauté totale et concurrence effective !

D. L'ORGANISATION DU CONTROLE PERMANENT

L'art. VII crée le mécanisme administratif chargé d'assurer et de contrôler le fonctionnement du Code.

Deux organes distincts sont prévus :

a) Le *Planning and Coordination Committee* com-

posé de 15 membres. Trois de ces membres représentent l'administration du *National Recovery Act*, les 12 autres sont les mandataires de l'industrie du pétrole. Tous sont nommés par le Président lui-même ; les groupements industriels ayant seulement le droit de lui présenter des candidats. Les désignations qui furent faites prouvaient d'ailleurs que le Président n'entendait nullement tenir compte de l'importance relative des intérêts à représenter parmi les producteurs. Son choix s'inspira davantage, semble-t-il, du souci de grouper autour de M. Ickes, nommé le 29 août *Administrateur de l'Industrie du Pétrole*, les membres qui, au cours de l'élaboration du Code, avaient été favorables à la fixation officielle des prix.

Le Planning and Coordination Committee doit élire un président dans son sein et se constituer en plusieurs sous-comités techniques (statistique, production, raffinage, vente, comptabilité, main-d'œuvre, contentieux, transports) ; il a pour but de représenter l'industrie pétrolière auprès de la N.I.R.A., de présenter, formuler à celle-ci les desiderata des producteurs, et de coordonner les efforts officiels et privés en vue d'assurer l'exécution du Code.

b) *La Federal Agency* — dont les membres sont désignés par le Président — est chargée de calculer les quantités de pétrole nécessaires à l'économie nationale ; elle doit présenter au Président toutes les suggestions relatives aux contingents, répartition et inventaires qui pourront être nécessaires à la bonne exécution des règles du présent Code, ainsi que les plans élaborés en vue du développement de l'industrie pétrolière et qui, avant d'être mis à exécution, doivent recevoir l'approbation présidentielle.

Afin qu'ils puissent se procurer les documents et les matériaux nécessaires à leurs travaux, les deux organismes administratifs dont il vient d'être question seront autorisés à se faire présenter par les industriels tous rapports, documents et statistiques qui pourraient leur être utiles.

CHAPITRE V

LES MODIFICATIONS APPORTEES AU CODE AU COURS DE SON APPLICATION

Les mesures complémentaires concernant le contrôle de la production : extraction du brut, raffinage, mise en exploitation des gisements nouveaux.

Le problème de la fixation des prix. — Le Pooling Agreement.

Les conditions mêmes dans lesquelles le Code avait été adopté, la complexité des problèmes inhérents à l'industrie pétrolière — problèmes que des textes rigides ne pouvaient prétendre résoudre dans leur ensemble — enfin les divergences subsistant malgré tout dans les opinions et les intérêts des différents groupements, permettaient de prévoir que le *Code de concurrence loyale*, où se trouvaient formulées les règles essentielles concernant l'industrie et le commerce du pétrole, ne serait pas intangible. La réglementation et le contrôle ne pouvaient se concevoir que dans une évolution constante, dans une souple adaptation aux circonstances et aux situations nouvelles.

Faisant abstraction de la question des salaires qui revêt ici relativement peu d'importance — les salaires n'entrant que pour une infime proportion dans le prix des produits du pétrole — et laissant de côté le problème

de la réduction des heures de travail des ouvriers et employés, réduction qui, reconnaissons-le, a d'ailleurs amené l'embauchage d'un nouveau personnel par les Sociétés américaines, il est impossible de grouper les mesures réellement importantes — adoptées après la mise en vigueur du Code — sous deux rubriques distinctes : le contrôle de la production, le contrôle des prix.

L'étude des dispositions successives prises en vue de résoudre ces deux aspects de la réglementation forme l'objet de ce chapitre. Ces dispositions s'inspirant de l'esprit du N. I. R. A. et du Code furent dictées tantôt par le désir de mettre en application les textes précédents, tantôt par le souci de les compléter et de les modifier peu à peu au fur et à mesure que l'exigeaient les circonstances.

1° LE CONTROLE DE LA PRODUCTION

A. Contrôle de l'extraction du pétrole brut.

Dès la fin d'août 1933, M. Ickes fixait conformément au Code le contingent global de la production journalière pour l'ensemble du pays. Le contingent autorisé s'élevait à 2.413.700 barils pour le mois de septembre, à 2.337.500 barils pour octobre et pour novembre, à 2.210.000 barils pour décembre et pour janvier.

Dès le début de 1934 le contingent légal était ramené

pour les trois premiers mois de l'année de 2.210.000 à 2.183.000 barils ainsi répartis entre les différents Etats :

	<i>Production journalière (barils)</i>
Illinois	12.000
Indiana	2.000
New-York	9.000
Kentucky	12.000
Ohio	12.000
Pensylvanie	36.200
Virginie de l'Ouest	11.000
Arkansas	33.000
Californie	437.600
Kansas	110.000
Louisiane	69.300
Michigan	29.000
Nouveau Mexique	41.200
Oklahoma	446.600
Texas	884.000
Colorado	2.300
Montana	6.800
Wyoming	29.000
Total	2.183.000

Mais le premier mars le total de la production journalière autorisée était augmenté ; il fut porté à 2.282.000 barils. Le relèvement du contingent était décidé, disait-on, en prévision du prochain accroissement saisonnier de la consommation des produits ; cependant l'impossibilité de maintenir la production dans les limites précédemment fixées paraissait bien déjà être la vraie raison d'une semblable détermination. En portant en juin le contingent légal à 2.528.300 barils par jour, Mr. Ickes cherchait sans aucun doute à ne pas rester trop en deçà du mouvement de la production effective qui depuis quelque temps ne cessait de s'accroître.

Ainsi se révélait rapidement, malgré un renforcement très net des mesures de contrôle et les efforts indiscutables de l'administration, l'impossibilité de contenir la production du brut dans les limites autorisées. Dès le dé-

but de son intervention, Mr. Ickes n'avait pas caché qu'il fût dans ses intentions de ramener par étapes successives le contingent légal à 2.000.000 de barils. Or dès le mois de juin, pour que ne s'accroisse pas davantage l'écart existant entre les quantités autorisées et les quantités véritablement extraites, l'obligation s'imposait d'adapter les premières aux secondes. Quelle ironie ! Ce n'était plus le contingent qui fixait la production, c'était la production elle-même qui se faisait légaliser en refoulant dans son ascension les barrières du contingent ! Encore convient-il de remarquer que les chiffres publiés par les statistiques concernant l'extraction du brut ne tenaient évidemment aucun compte du pétrole illégal, du « hot oil » qui de par sa nature même échappait à tout contrôle.

Or particulièrement au Texas, les abus auxquels, depuis la mise en exploitation de ce champ, donnait lieu le commerce clandestin du pétrole extrait en fraude n'avaient nullement cessé. Les raffineries situées à proximité des puits absorbaient la totalité de cette production illégale et désorganisaient le marché de l'essence en offrant au-dessous des cours les produits finis qui en étaient obtenus.

Pour lutter contre un tel état de choses le *Planning and Coordination Committee* établissait en collaboration avec certains industriels au début de 1932 un projet de loi donnant d'une part pleins pouvoirs à l'*Agence Fédérale* de fixer par Etats, bassins ou concessions, des contingents qui ne seraient pas nécessairement identiques aux contingents ordinaires, et interdisant par ailleurs toute transaction sur les quantités de pétrole produites au delà du contingent.

Puis la *Railroad Commission* — organe de contrôle fort ancien — se vit attribuer au Texas un droit de surveillance absolu sur les opérations des raffineries ; la loi qui lui accordait ce pouvoir fit immédiatement l'objet d'un procès de constitutionnalité, qui toutefois ne fut pas pris en considération. En juillet 1934 une ordonnance de la *Railroad Commission* stipulait que les puits de l'Est du Texas devraient pendant une semaine couler à plein rendement durant deux heures par jour afin que puisse être calculée leur capacité exacte et établi un système de restriction équitable.

Dans le même temps, Mr. Ickes annonçait qu'il allait être procédé à un complet remaniement de la réglementation concernant la production illégale du pétrole brut. L'Administrateur, chargé de l'application de la loi, recevrait un droit de libre contrôle sur les livres des Compagnies ainsi que sur leur matériel.

La lutte contre la fraude apparaissait d'ailleurs comme intimement liée à un contrôle plus sévère du raffinage. Une surveillance étroite des opérations de traitement de la matière brute eut permis d'une part d'obtenir un meilleur équilibre du marché de l'essence, toujours instable ; elle eut d'autre part fourni l'occasion d'interdire l'entrée du pétrole clandestin dans les usines.

Ce double aspect de la question n'échappait pas à l'Administration et les résultats de l'expérience démontraient que la seule diminution de l'extraction du brut restait insuffisante pour entraîner un assainissement parallèle des autres branches de l'industrie pétrolière. Ainsi devaient peu à peu prévaloir des mesures susceptibles de renforcer le contrôle du raffinage qui, tel qu'il était institué

par le Code, restait imprécis, indéterminé et pour tout dire illusoire.

B. Le contrôle du raffinage.

Dès la fin de l'année 1933, l'Administration américaine prenait la décision de réglementer la production des raffineries et attribuait un contingent maximum à chacun des 8 districts industriels. Elle fixait d'une part les quantités de carburant qui pourraient être produites et l'importance des stocks dont l'accumulation serait autorisée.

La diminution des stocks et leur maintien à un niveau tel que la tenue du marché n'en puisse être affectée, constituait le but essentiel de cette intervention.

Par ailleurs, dans le courant de février 1932, Mr. Ickes faisait subir au Code certaines modifications relatives aux prélèvements effectués sur les stocks par les industriels. Aux termes du paragraphe 3 de l'art. IV (se référant au raffinage) les raffineurs n'étaient tenus de notifier qu'après coup au *Planning and Coordination Committee* leurs prélèvements sur stocks. Cette disposition ayant donné lieu à de nombreux abus, le paragraphe en question fut supprimé ; le paragraphe 2 de l'article III (production) fut complété de la manière suivante :

« Le Planning and C. C. » sera tenu de publier les noms des personnes ou Sociétés qui effectueront des prélèvements sur les stocks, ainsi que les quantités prélevées ».

Ainsi les prélèvements n'étaient-ils plus autorisés qu'après approbation. Ils ne furent pas complètement interdits afin que les petites raffineries indépendantes ne soient pas privées de la matière première nécessaire à leur fabrication.

Ces mesures n'étaient néanmoins que partielles et insuffisantes. L'opinion se précisait que le contrôle du raffinage pourrait être plus facilement et plus rigoureusement établi que celui de la production du brut, et dans le courant du mois de mars le *Planning and Coordination Committee* se réunissait à Washington pour étudier un nouveau plan de contingentement des quantités de brut traitées dans les raffineries. Par ailleurs, Mr. Ickes achevait la préparation de projets de lois qu'il devait présenter au Congrès et qui visaient à mettre l'industrie du pétrole sous le contrôle direct du Gouvernement Fédéral.

Dès que furent connus les termes de la nouvelle législation, mise au point sur la demande de Mr. Ickes par les juristes du *Petroleum Administration Board*, deux partis s'affrontèrent une fois encore, au sein de l'industrie pétrolière, opposant les Indépendants aux grandes Sociétés. Alors que les premiers se déclaraient partisans de l'intervention directe du Gouvernement Fédéral, les autres y faisaient une violente opposition, affirmant qu'un contrôle rigoureux des opérations de raffinage était superflu et qu'une limitation bien comprise des importations et de la production du brut suffirait à stabiliser l'industrie et mettrait fin au marasme actuel. Un certain nombre d'industriels représentant les principales Sociétés américaines offraient d'ailleurs spontanément de limiter leur production dans une proportion et pour un laps de temps déterminé.

Quoiqu'il en soit une Conférence se réunit à Washington le 4 et le 11 avril. Elle groupait des industriels et des délégués du Gouvernement Fédéral et devait examiner différents projets de contrôle. Les représentants de 24 Sociétés américaines parmi les plus importantes proposè-

rent un complet remaniement de l'art. IV du Code. Cette suggestion fut prise en considération et Mr. Ickes devait quelques jours plus tard adopter un texte sensiblement identique au projet qui lui avait été soumis.

Le nouvel article IV comporte la création d'un mécanisme administratif assez compliqué :

« Pour proportionner la production à la consommation et pour éviter que les stocks d'essence ne s'accroissent d'une façon excessive et préjudiciable à l'équilibre du marché, un Comité désigné par le Président classera les raffineries américaines en plusieurs groupes et d'accord avec le *Planning and Coordination Committee* fixera périodiquement :

a) le chiffre maximum que ne devront pas dépasser les stocks d'essence pour l'ensemble des Etats-Unis ;

b) la production totale d'essence du pays tout entier, compte tenu de la demande régulière du marché et des fluctuations saisonnières.

Les industriels seront tenus de conduire leurs opérations conformément à ces décisions qui seront publiées au moins 20 jours avant la date où elles devront entrer en vigueur ».

D'autre part, le *Planning and Coordination Committee* doit désigner, sous réserve de l'approbation du Président des Etats-Unis un *National Coordinator* chargé de la surveillance générale des opérations de raffinage de tous les grands centres américaines, et des *Districts Allocators* ayant pour mission de répartir le contingent légal de production alloué à chacune des différentes sections de raffinage.

En outre le *Planning and Coordination Committee* doit désigner un organisme spécial composé de 10 membres

au maximum, le *Board of Review* qui est chargé de contrôler l'exactitude des données et des chiffres relatifs à la production de l'essence, à la consommation, etc. — tous renseignements qui auront été réunis par les *District Allocators* et le *National Coordinator* — ainsi que le bien-fondé des contingents alloués à chacune des sections de raffinage du pays.

Le paragraphe 5 stipule que « tout intéressé pourra, s'il le désire, faire appel auprès du *Board of Review* des décisions du *National Coordinator*, des *Districts Allocators*, ou des Comités désignés par le *Planning and C. C.* »

Le *Board of Review* jugera en dernier ressort sous réserve de l'approbation du *Planning and Coordination Committee*.

Le *Planning and Coordination Committee* peut édicter tel décret ou tel règlement, désigner tel ou tel comité, réclamer tel ou tel rapport qu'il jugera nécessaire à l'application et à la mise en vigueur des clauses du présent art. IV.

C. Mise en exploitation de nouveaux gisements.

Le Code, dans le paragraphe 7 de son article III ne s'étendait pas longuement sur la question des forages d'exploration. Il persistait à les autoriser, mais soumettait au contrôle le transport des pétroles extraits des nouveaux puits.

Dès le mois de février dernier, Mr. Ickes signait un décret réglementant l'exploitation des nouveaux gisements; les mesures proposées semblaient s'inspirer surtout du souci de ménager les réserves du pays.

Dorénavant la mise en valeur d'un champ pétrolifère

nouveau restait subordonnée à une autorisation préalable de l'Administration du pétrole. Chaque autorisation devait tenir compte des intérêts de tous les producteurs de la région et des besoins locaux. Au surplus le rendement des sondes devait être limité pour ne pas gêner l'application du Code du pétrole et l'administration se réservait le droit de modifier à tous moments, si les circonstances l'exigeaient, les conditions d'exploitation.

Ainsi s'affirmait peu à peu par des mesures complémentaires l'étroite surveillance de la production. En ce domaine, l'intervention de l'Administration était, à tout prendre, acceptée par les industriels sans trop de récriminations. Ceux-ci allaient par contre s'opposer avec force au contrôle et à la fixation des prix.

2° LE CONTROLE DES PRIX.

Bien qu'insérée dans le Code — et de ce fait agréée en principe par les industriels — la clause de fixation des prix devait, dès qu'il fut question de la mettre en application soulever de toutes parts d'énergiques protestations et susciter à son égard une hostilité quasi unanime.

« De grandes difficultés, écrivait Mr. William Hay dans l'*Annalist* du 1^{er} septembre, attendent l'industrie du pétrole, en raison de la clause qui fixe les prix. Rendre l'essence chère c'est donner une prime au développement du moteur Diesel, faire monter le prix des huiles lourdes c'est élargir la zone de concurrence du gaz naturel et de l'anthracite...

Pour réussir à diriger les prix, il faut absolument maintenir la balance de la production et de la consommation et fixer des prix justes. Si la production n'est pas

stabilisée, il sera impossible de maintenir le prix du pétrole comme le prouvent maints exemples, tels que ceux du caoutchouc, du café et du blé; et si les prix du pétrole ne restent pas en rapport avec ceux des autres marchandises, on stimule contre lui la concurrence ».

La revue technique *The Lamp* écrivait d'autre part, au début de septembre : « Des prix artificiellement soutenus dans une période où les stocks sont excessifs ne feront qu'aggraver la situation ; les prix pratiqués aux lieux d'exploitation ne font que refléter d'une façon directe l'état de la production.

Les dangers de la fixation des prix sont faciles à concevoir, car toute tentative d'un contrôle artificiel des prix a toujours échoué dans le passé.

D'ailleurs, un tel projet est contraire aux traditions de la politique économique américaine, car, si le Gouvernement commence à fixer les prix, il finira par abandonner le terrain de la propriété privée pour s'engager dans la voie du socialisme.

La régularisation des prix par les forces naturelles, qui traduisent un changement perpétuel des conditions de production et de consommation, n'a pas besoin d'être trop surveillée. Par contre, la fixation arbitraire des prix des matières premières entraînerait automatiquement une surveillance de plus en plus serrée d'autres rouages du mécanisme industriel jusqu'à un contrôle absolu de l'industrie dans son ensemble.

Où va-t-on ? Les prix monteront artificiellement en vertu de certaines dispositions du Code, mais les stocks demeureront intacts et chercheront des débouchés à n'importe quel prix ».

L'Annalist, défenseur de l'économie classique, et *The*

Lamp, porte-parole de la Standard Oil of New Jersey, risquaient évidemment d'être taxés de partialité et leurs témoignages pouvaient être suspectés ; mais il était pour le moins troublant de voir le propre chef des Services Economiques de la N. R. A., le Docteur Alexander Sachs, s'élever dans un mémorandum publié le 25 août contre la clause en question, démontrer qu'elle allait précipiter la surproduction et déclarer en définitive : « Au total on ne peut s'empêcher de conclure qu'une sérieuse faute a été commise ».

Quant aux consommateurs, ils ne pouvaient que se montrer hostiles, eux aussi, à toute action de l'Etat en ce domaine. Par l'entremise de Mrs Mary Rumsey, présidente de leur Comité à la N. R. A., ils demandaient au mois d'octobre à Mr. Ickes de ne pas fixer le prix des produits pétrolifères : cela équivaldrait, disaient-ils, à leur imposer des nouvelles charges. Ils précisait que l'élévation des cours survenue depuis quelques mois avait augmenté les frais annuels des automobilistes de plus de 500 millions de dollars.

Il semble bien que ces conseils et ces avertissements auxquels s'ajoutaient des motions de protestations venant de tous les points du territoire et mettant l'Administration en garde contre les répercussions éventuelles de son intervention, ne laissèrent pas d'émouvoir les dirigeants de la N. R. A. Leur hésitation, au surplus, était compréhensible. La fixation des prix allait entraîner un contrôle particulièrement rigoureux, mettre en définitive l'industrie du pétrole sous la surveillance complète du Gouvernement de Washington et constituer une véritable violation de la liberté commerciale très sévèrement observée dans le passé ; une telle mesure risquait d'être con-

traire aux lois constitutionnelles et pouvait être facilement attaquée devant la Cour Suprême.

En fait le principe inclus dans le Code et stipulant que le prix du brut devrait suivre celui de l'essence auquel il se trouvait lié par un rapport fixe, fut, semble-t-il, assez rapidement abandonné et l'on en vint à admettre que ce serait au contraire l'essence qui suivrait les fluctuations de la matière première.

Cette modalité nouvelle ne devait pas d'ailleurs satisfaire davantage les intéressés, et le projet de fixation officielle des prix continuait de susciter les plus vives critiques. L'Administration était-elle véritablement décidée à passer outre aux récriminations et à tenter l'aventure ? Ou, peu convaincue elle-même du bien-fondé de son intervention et des heureux résultats qui en devraient découler, préférait-elle retarder l'heure de sa décision ? Toujours est-il que la mise en application du barème officiel des prix qui devait avoir lieu le premier décembre fut tout d'abord remise au premier janvier, puis reportée au premier février. La nécessité de mettre au point un problème aussi délicat, le souci de s'entourer de toutes les précisions nécessaires concernant l'état du marché et les éléments des prix de revient, apparaissaient comme des raisons plausibles de ces ajournements successifs. Mais les milieux pétroliers étaient, dès le mois de décembre, convaincus que Mr. Ickes renoncerait à son projet ; la possibilité que se réservait l'administration de revenir sur cette question lui mettait, quoiqu'il en soit, entre les mains une arme redoutable dont elle pouvait se servir, momentanément du moins, pour mieux imposer sa volonté : la menace constante de la fixation des prix était susceptible d'impressionner les industriels récalcitrants et

parvint à exercer ses effets dans le domaine de la limitation de la production.

Au reste, dès la fin de l'année, des perspectives nouvelles se faisaient jour sur cette question. Des réunions et des Conférences, présidées par Mr. Ickes et auxquelles prenaient part des fonctionnaires de l'*Oil Administration* et des représentants de l'industrie pétrolière, avaient eu lieu en novembre à différentes reprises, dans le but d'étudier à fond le problème et d'établir un cours minimum pour la vente des pétroles bruts.

L'opposition violente de certains groupes d'industriels mettant obstacle à l'adoption de tout projet, Mr. Ickes, désireux d'arriver à une solution, signifia aux intéressés que, s'ils ne réussissaient pas à se mettre d'accord et à élaborer un plan acceptable et d'application pratique, un prix de base leur serait imposé d'office, pour la vente des bruts, dès le premier janvier 1934, et cette fois sans rémission.

A nouveau, la menace fut opérante : un plan fut remis au Secrétaire d'Etat à la date limite exigée par lui, le 7 décembre à midi. M. Ickes faisait alors savoir que si l'*Oil Administration* approuvait les mesures proposées, il était prêt à renoncer lui-même à toute intervention.

L'idée directrice du projet dénommé *Pooling agreement* résidait dans l'intervention sur le marché des Sociétés de pétrole elles-mêmes, groupées en une Association, la *National Petroleum Agency*.

Quiconque appartenait à l'industrie pétrolière pouvait être membre de cette Association. Les inscriptions étaient reçues jusqu'au 1^{er} janvier 1934. Les participations au capital — que l'on envisageait devoir être de 10 millions

de dollars --- seraient proportionnelles à l'activité industrielle des participants.

Dirigée par un Conseil directeur élu qui, à son tour, désignerait un Comité exécutif de cinq membres, l'Association serait constituée jusqu'au 15 juin 1935.

La *National Petroleum Agency* se proposait d'acheter, d'emmagasiner et de revendre avec ordre et méthode l'excédent d'essence constituant un danger pour la stabilité du marché. Elle se proposait également d'établir un rapport rationnel entre le prix de l'essence et le prix du brut d'après des types et des qualités déterminés.

Les signataires s'engageaient en outre :

- a) A ne jamais acheter aucun produit de contrebande.
- b) A appuyer l'action du *Planning and Coordination Committee* et de la *Federal Agency* en ce qui concernait le contrôle de la production du brut et de l'essence et la surveillance des stocks.
- c) A aider d'une façon active le *Planning and Coordination Committee* dans sa tâche, qui est d'administrer l'industrie pétrolière suivant l'esprit du Code et du *National Recovery Act*.
- d) A contribuer à la mise en vigueur des règlements élaborés par le *Planning and Coordination Committee* en ce qui concerne le développement et l'exploitation des nouveaux champs.
- e) A coopérer avec le Comité, afin que soient équitablement réparties entre les raffineurs les quantités de pétrole brut disponibles.

Rien n'interdisait aux signataires du présent accord de réclamer la fixation d'un prix de base minimum, soit auprès du *Planning and Coordination Committee*, soit auprès de l'*Oil Administrator* dans un délai de 90 jours

à dater du présent accord si les prix du pétrole brut tombaient à un niveau anormal.

En même temps que le *Pooling agreement*, était signé un second accord appelé *Marketing agreement* qui réglait la vente des produits pétrolifères et fixait les remises que les Sociétés participantes s'engageaient à consentir au commerce de gros et au commerce de détail.

L'accord entrerait en vigueur lorsque la majorité des raffineurs groupant 85 % de la production d'essence du mois de novembre auraient donné leur signature et seraient devenus membres participants.

Les deux accords *Pooling* et *Marketing* devaient subir l'approbation du Président des Etats-Unis (ou de son représentant autorisé) qui pouvait y mettre fin quand bon lui semblerait, s'il les jugeait contraires à l'intérêt général.

Dès que fut connu le plan proposé par les industriels, le sénateur Borah l'attaqua avec violence : « Ce projet, écrivait-il à Mr. Ickes, va permettre aux grandes Sociétés de contrôler toute l'industrie et de ruiner les Compagnies indépendantes. Les grandes Sociétés obtiendront le pouvoir de fixer les prix et de porter atteinte à la liberté de tous ceux qui ne seront pas d'accord avec elles. Le projet ne prévoit en ce domaine aucune possibilité d'intervention d'une autorité impartiale et désintéressée. »

Poursuivant sa campagne, Mr. Borah, dans une nouvelle lettre, affirmait que le *Pooling Agreement* permettrait aux membres de l'association de ruiner les indépendants en achetant ce qu'ils considéreraient comme « l'excédent », là où la concurrence risquerait de gêner leur propre extension.

Néanmoins, Mr. Ickes — après avoir répondu aux atta-

ques de Mr. Borah et déclaré officiellement que la certitude était acquise qu'aucun intérêt légitime ne serait lésé — approuvait le 25 janvier le pacte signé par les principaux industriels et destiné à remplacer la fixation d'un prix de base minimum pour la vente des pétroles bruts.

Le texte mis en vigueur différait quelque peu du projet primitif : un représentant du Gouvernement devait faire partie du Conseil directeur de la *National Petroleum Agency*, et d'autre part la comptabilité devait être régulièrement contrôlée par l'Administration et constamment tenue à sa disposition.

Il ne semble pas, à vrai dire, en jugeant après quelques mois de ses résultats, que le fonctionnement de la *National Petroleum Agency* ait eu sur le marché une action bien efficace, et il n'apparaît pas que le rachat des quantités d'essence produites en excédent aient empêché les stocks de s'accroître.

Cette Association n'aura vraisemblablement été qu'un organisme de plus dans le mécanisme compliqué s'essayant à mettre un peu d'ordre sur le marché du pétrole ; dans la mesure néanmoins où sa création constitua un prétexte opportun à l'abandon du projet de fixation des prix, son rôle, si indirect qu'il ait été, se révéla de ce chef singulièrement important et vraisemblablement bienfaisant.

De l'étude des mesures prises aux États-Unis depuis la mise en vigueur du Code du pétrole, mesures ayant pour but d'appliquer le Code ou de le compléter, se dégage une impression très nette de confusion et d'imprécision. Il est difficile de voir clair dans le maquis des projets et des textes proposés, modifiés, souvent rejetés,

parfois adoptés en désespoir de cause ou sous la menace faite aux intéressés d'une intervention gouvernementale plus rigoureuse encore. On se prend à penser que, depuis plus d'un an, l'improvisation et l'empirisme ont présidé à la réglementation de l'industrie pétrolière aux Etats-Unis.

Pouvait-il en être autrement ? La complexité des problèmes à résoudre, la diversité des intérêts et des situations, la radicale nouveauté d'une politique mise en application du jour au lendemain, suffiraient, semble-t-il, à expliquer et à excuser les tâtonnements et les variations de l'Administration.

Il nous faut maintenant rechercher quels sont, au bout de douze mois d'expérience, les avantages que l'industrie a pu retirer de l'appui tutélaire du gouvernement et les résultats auxquels ont jusqu'ici abouti le contrôle et la réglementation. Sans présager des événements futurs — qui restent fort incertains et indéterminés — nous tenterons ensuite de discerner le sens vers lequel l'intervention fédérale risque de s'orienter aux Etats-Unis dans un prochain avenir.

CHAPITRE VI

LE BILAN DE LA REFORME AU BOUT D'UN AN D'EXPERIENCE

Les résultats obtenus : dans le domaine de la production,
en ce qui concerne les prix.

L'« amélioration morale » et la sécurité plus grande
de l'industrie.

Le but que se proposait l'Administration du pétrole, organisme d'Etat créé par le Président Roosevelt au cours de l'été 1933 était double : enrayer d'une part la crise de surproduction, provoquer d'autre part la hausse des prix.

Quels sont tout d'abord, à la fin du premier semestre de 1934, les résultats obtenus dans le domaine de la production, tant en ce qui concerne le pétrole brut que l'essence, et comment ces résultats — compte tenu de la consommation et des exportations — se traduisent-ils dans les variations des stocks ?

Lorsque le Code du pétrole fut, le 8 septembre 1933, mis en vigueur, la moyenne de la production journalière accusait le chiffre considérable de 2.720.000 barils. Il convient de remarquer que la perspective d'une prochaine limitation avait dû — phénomène normal — inciter les exploitants à redoubler momentanément d'activité avant que ne s'instaure, de façon définitive, le contrôle de leurs opérations. Quoi qu'il en soit, la production dépassait

alors d'un demi million de barils par jour les besoins du marché américain.

L'adoption du Code fut immédiatement marquée d'une baisse sensible dans les chiffres de l'extraction. Dès le mois d'octobre, la moyenne journalière ne dépassait guère 2.400.000 barils ; elle fléchissait en novembre à 2.300.000 et, à la fin de l'année, elle s'abaissa à 2.200.000 barils. L'on put croire alors, en présence de ce résultat qui permettait tous les espoirs, le problème de la restriction aux Etats-Unis enfin résolu.

Mais le début de 1934 devait être le signal d'une nouvelle aggravation de la situation. En mars, la production remontait à 2.350.555 barils par jour, en avril à 2.450.000 ; elle atteignait 2.520.000 en mai et 2.630.000 en juin ; en août, elle oscillait aux environs de 2.600.000 barils.

Ainsi le contingent légal s'est-il constamment trouvé débordé malgré les tentatives faites par l'Administration pour l'ajuster à la production effective ! Au surplus, des quantités importantes de pétrole — estimées à 100.000 barils par jour — persistent à être extraites clandestinement et ne figurent pas dans les chiffres officiels.

La réglementation du raffinage n'est pas davantage parvenue à maintenir la production d'essence dans les limites autorisées et les contingents alloués à chaque district ont été régulièrement dépassés.

Il en résulte que les stocks, dont la diminution devait être rapidement poursuivie, ont vu depuis quelque temps leur volume s'accroître ; ils s'élevaient à 356.000.000 de barils en juin pour le pétrole brut et à 60.000.000 de barils environ pour l'essence.

Le désarroi qui serait résulté de cette poussée de sur-

production eût risqué d'être plus profond, et le marché en eût été plus sérieusement affecté, et la demande de produits raffinés ne s'était corrélativement accrue elle-même de façon assez sensible. D'une façon fort opportune, il faut le reconnaître, la reprise de la consommation est venue contrebalancer le gonflement de la production. Dès le début de 1934, on estimait que la demande du marché intérieur était de 6 % supérieure à celle de la période correspondante de 1933, et au mois de juillet il semble bien que ce pourcentage d'augmentation ait oscillé aux environs de 8 %.

Les exportations vraisemblablement stimulées par la baisse du dollar marquèrent par ailleurs — tout au moins pour le pétrole brut et les lubrifiants — une tendance à se développer par rapport aux chiffres de l'année précédente, dans le temps où les importations strictement limitées et frappées à leur entrée de taxes onéreuses s'avéraient en régression ; la balance commerciale nette s'en trouva ainsi améliorée et le marché lui-même dans une certaine mesure soulagé.

Toutefois, n'étant pas parvenue à maîtriser la surproduction, ayant ainsi manqué son premier but, il est aisé de concevoir que l'intervention administrative n'ait pu obtenir, en ce qui concerne les prix, que des résultats limités.

En l'absence de toute fixation officielle des cours, fixation que l'instabilité et les excès mêmes de la production eussent rendue intolérable et inopérante, la loi de l'offre et de la demande persistait à jouer son rôle : l'abondance des produits devait mettre obstacle à une hausse substantielle du marché.

Dans les premiers mois de 1933, les prix s'étaient complètement effondrés. Le baril de pétrole brut, tombé à 69 cents en Oklahoma au début de l'année, baissait encore par la suite pour atteindre en juin le cours de 25 cents. Au Texas, on cotait couramment 8 cents le baril ! L'essence ordinaire (U. S. Motor f. o. b. Golfe) ne valait plus que 3 cents le gallon.

Une amélioration sérieuse de la situation allait néanmoins se dessiner dès le début du second semestre ; la lutte contre la surproduction paraissait fermement engagée ; le Code de concurrence loyale venait d'être adopté ; un optimisme justifié permettait de croire que la stabilité de l'industrie pétrolière était enfin acquise ; cet espoir tout naturellement se traduisit dans les prix. De juin à octobre, le cours du pétrole brut se relevait de 38 cents à 94 ; celui de l'essence de 3 cents à 5.

Depuis lors, cette ascension ne s'est pas poursuivie ; les prix se sont fixés à un niveau légèrement inférieur à celui qu'ils atteignaient au moment de cette reprise. S'ils témoignent néanmoins depuis un certain temps, il faut le reconnaître, d'une stabilité à laquelle l'industrie pétrolière n'était plus habituée, cette stabilité même atteste par contre l'impossibilité où ils se trouvent de compenser par leur élévation la dévalorisation de la monnaie. Les exportations sans nul doute s'en trouvent favorisées, mais au total les bénéfices des industriels, estimés en valeur réelle, en valeur or, s'amoindrissent vraisemblablement, d'autant plus que leurs dépenses d'exploitation paraissent bien quant à elles s'être sérieusement accrues.

Qu'est-il donc possible en définitive, au bout d'un an d'expérience, d'inscrire à l'actif de la politique nouvelle

dans le bilan des résultats obtenus par l'intervention administrative. La production de la matière première, pas plus que celle des dérivés, n'a pu être limitée ni d'une façon suffisante, ni d'une façon durable ; la fraude continue à s'exercer, désorganisant le marché, les stocks sont en augmentation.

Certes les prix se sont, dès juillet 1933, redressés par rapport au niveau si fortement déprécié auquel ils s'inscrivaient au début de l'année, mais la hausse s'est alors effectuée sur l'annonce des réformes à venir et non point sur des résultats acquis et enregistrés, résultats qu'au surplus il aurait été bien impossible d'obtenir en un délai si bref. Le redressement des cours des produits du pétrole a suivi celui des valeurs mobilières et des matières premières ; il fut le résultat du grand enthousiasme que la nomination du Président Roosevelt et l'annonce des mesures qu'il préconisait avaient suscité aux États-Unis ; il trouva un plus substantiel aliment dans la poussée spéculative qu'entretenait et stimulait la dévaluation du dollar que dans le net rétablissement d'un équilibre industriel encore bien incertain. Aussi bien, l'avons-nous vu, les prix n'ont-ils pu depuis lors franchir une nouvelle étape de hausse, ni même consolider leurs positions ; ils ont à nouveau fléchi en valeur nominale, plus encore en valeur réelle.

Triste tableau et piètres résultats d'une grande expérience, dira-t-on !

Il ne faut pas se hâter de conclure, ni émettre une opinion aussi définitive sans avoir tenté auparavant de relever avec impartialité les circonstances atténuantes qui excusent l'échec apparent de la réforme, ni sans avoir essayé de discerner ce que, malgré tout, l'intervention

administrative a pu apporter dès maintenant à l'industrie pétrolière — ce que peut-être elle lui apportera plus encore demain — d'éléments de sécurité et de stabilité.

La première difficulté qui surgit lorsque l'on s'efforce de juger une politique réside dans l'impossibilité où l'on se trouve de réaliser le cours qu'auraient sans son intervention suivi les événements. Et cependant, la bonne foi et la sincérité ne semblent-elles pas exiger en pareil cas qu'un état de choses existant soit étudié et apprécié moins en lui-même qu'en le comparant à la situation que le « laisser-faire » eût alors vraisemblablement déterminée. Dans le cas présent, s'il est possible d'affirmer que les objectifs de l'Administration n'ont pas été atteints, comment supputer ce qu'il serait advenu de l'industrie pétrolière sans l'arrivée au pouvoir de M. Roosevelt ? Certes la vieille théorie libérale est bien là pour prétendre que tôt ou tard l'équilibre de la production et des prix se serait de lui-même rétabli, mais, outre que cette affirmation — du fait même des conditions spéciales de l'exploitation du pétrole — ait ici moins de chances qu'ailleurs d'être exacte, comment estimer ce qu'eût coûté de pertes le maintien même momentané de l'anarchie totale qui, au début de 1933, présidait à l'activité désordonnée des industriels, et comment entrevoir sous quel aspect la situation se serait aujourd'hui présentée à nos yeux ?

Et n'est-il pas trop tôt au surplus, pour vanter ou pour critiquer une réforme qui a bouleversé si profondément les conceptions traditionnelles de l'individualisme, de l'initiative privée et de la concurrence ; n'est-il pas équitable de lui faire crédit, d'attendre pour la juger que puissent au moins être versés au débat les résultats finan-

ciers d'une année complète d'expérience, de lui donner enfin et le temps et la possibilité de se développer, d'évoluer et de s'affermir.

Aussi bien la réglementation dans l'industrie du pétrole ne date-t-elle pas d'hier et les échecs qu'elle y a toujours subis suffiraient à mesurer les difficultés auxquelles, dans ce domaine, se heurtait son application. Comment donc s'étonner que des résultats définitifs n'aient pas été immédiatement obtenus par la nouvelle intervention administrative, malgré les moyens d'action plus étendus et plus appropriés mis à sa disposition ?

Et si, au demeurant, l'on ne peut nier que le Gouvernement fédéral ait manqué les deux objectifs essentiels — limitation durable de la production et hausse des prix — qu'il se flattait d'atteindre, il n'en est pas moins vrai que son action n'est pas restée inopérante. L'industrie pétrolière est sortie du chaos où elle se débattait lors de l'avènement du Président Roosevelt : la production, qui devait alors avoisiner 3.000.000 de barils par jour, s'était, en fin d'année, abaissée à 2.200.000 barils ; les prix quant à eux se sont relevés. Bien que les raisons profondes et vraisemblablement complexes qui déterminèrent ces deux mouvements soient difficiles à discerner, et bien que l'amplitude et la durée de ces mouvements mêmes aient été fort insuffisants pour faire, avec le recul du temps, applaudir au succès de la réforme, il est pourtant impossible de ne pas rapprocher l'intervention administrative de l'amélioration sensible constatée alors dans la situation de l'industrie. Que l'initiative de M. Roosevelt ait agi plutôt comme un calmant artificiel et temporaire que comme un traitement spécifique et approprié, cela

semble bien s'exprimer dans l'évolution même des résultats obtenus, mais il faut néanmoins savoir gré à la législation nouvelle d'avoir apporté à l'industrie un certain nombre d'avantages précis. Il n'est pas sans intérêt pour elle que la portée des loi anti-trusts ait été atténuée et que facilité ait été donnée aux membres d'une même profession de se grouper, de s'organiser et de coordonner leurs efforts. D'autre part, la conviction certaine que les excès, tels que ceux qui se manifestèrent en ces dernières années lors de la découverte et de la mise en œuvre des champs nouveaux, sauront être réprimés, crée chez les exploitants une impression de sécurité dûment justifiée. La menace des terribles « à-coups » successifs et prolongés dont souffrait jusqu'à lors l'industrie du pétrole paraît bien définitivement écartée, et l'on peut, semble-t-il, affirmer que l'intervention de la puissance publique en revivifiant la foi, en stimulant la confiance, est parvenue à provoquer une « amélioration morale » qui n'est pas sans valeur.

Elle n'est pas non plus sans danger. Car, comme le fait justement remarquer M. Herbette dans son intéressante étude ¹, « pour qu'elle se maintienne, il faut sans doute que l'espoir du malade se réalise, et cet espoir n'est pas seulement d'échapper à la mort, mais bien de reprendre une activité profitable ». L'évolution psychologique ne pourra se poursuivre — et cette évolution psychologique a été profonde — que dans la mesure où la révolution économique elle-même portera ses fruits.

Nous touchons là aux problèmes de demain ; la question se pose de savoir quelle sera, en présence du malaise

1. François Herbette : *L'expérience Roosevelt et l'industrie*.

qui persiste à affecter l'économie américaine, l'orientation prochaine de l'action administrative et la ligne de conduite que se fixera le Gouvernement pour parer d'une part aux difficultés nouvelles, pour tenter d'atteindre par ailleurs des résultats qui jusqu'ici se sont en grosse partie dérobés à son intervention.

CHAPITRE VII

L'ÉVOLUTION VRAISEMBLABLE DE LA RÉGLEMENTATION AUX ÉTATS-UNIS AU COURS DES PROCHAINS MOIS

Discerner la tendance qui, à bref délai, guidera l'action fédérale est une tâche malaisée, et formuler à ce sujet des pronostics certains paraît bien téméraire. Aussi bien faudrait-il, pour jeter quelque clarté sur les perspectives futures du contrôle gouvernemental, faire le point de la situation qui prévaut aujourd'hui aux États-Unis, étudier une à une les réformes entreprises, en juger les effets et n'en négliger ni les répercussions sociales, ni les conséquences financières et budgétaires. Travail intéressant certes, mais qui déborderait trop largement le cadre de cette étude limitée à la seule industrie pétrolière. Force est donc de nous borner à des considérations d'un ordre plus général touchant à la mentalité des dirigeants, au but qu'ils se sont assignés, à la doctrine dont ils s'inspirent ; elles nous permettront peut-être d'en tirer argument en faveur d'une conclusion dont seuls les événements futurs sauront révéler l'exactitude.

Une remarque s'impose cependant : de même que l'on ne peut « dissocier » la législation nouvelle, concernant l'une ou l'autre des industries, des conceptions générales communes qui ont présidé à son élaboration, de même aurait-on tort, semble-t-il, de concevoir pour la régle-

mentation future de l'une de ces industries une orientation spéciale ou particulière, différente de l'orientation qui demain prévaudra pour l'ensemble de la politique économique du pays... Les mesures adoptées pour chacune des branches de l'activité nationale l'ont été en vertu d'une idée directrice semblable, elles sont issues de certains principes fondamentaux que l'on retrouve inscrits dans chaque Code et possèdent un incontestable caractère d'unité et d'universalité. Cet aspect même de l'intervention fédérale incline à penser que, dans le sort désormais réservé aux industries du pays, aucune d'entre elles n'aura rien à envier aux autres ; l'on conçoit mal, en un mot, la tutelle administrative accusant sa rigueur à l'égard de celle-ci, devenant plus souple pour celle-là. Si l'adoption de modalités distinctes reste possible dans tel ou tel cas précis, l'orientation future de cette tutelle — orientation que nous cherchons à prévoir — s'imposera néanmoins à toutes les entreprises suivant un processus semblable et une tendance identique. Ainsi le caractère qui revêtra à l'avenir la réglementation de l'industrie pétrolière sera-t-il indissolublement lié à l'évolution générale de la politique fédérale. Reste à savoir si cette évolution s'effectuera dans le sens d'un renforcement du contrôle, ou si, tout au contraire, se prenant à douter du bien-fondé de son intervention, le Gouvernement n'en viendra pas insensiblement à relâcher les liens de son emprise.

Certes, il faut bien constater que la politique d'économie dirigée aboutit normalement à une ingérence administrative sans cesse plus formelle et plus rigoureuse. Suivant une pente insensible, elle est contrainte d'abaisser sa surveillance aux détails les plus minutieux ; elle

a une tendance inhérente à elle-même à s'affirmer toujours davantage, à se préciser, à tout attirer à elle. L'Etatisme présente cette faiblesse — ou cette force — de ne pouvoir s'arrêter en chemin. Partie intégrante de la puissance publique, mal placée par ailleurs pour résister aux sollicitations qui la pressent, l'Administration n'accepte pas facilement de s'avouer vaincue ; dans la tâche qu'elle s'est fixée de gouverner les forces économiques, elle cherche constamment à s'octroyer des moyens d'action nouveaux. Ses échecs eux-mêmes lui en fournissent et le motif et l'occasion, persuadée qu'elle est à tout instant que son contrôle encore imparfait suffit à expliquer comme à excuser ses défaites.

Ainsi serait-on tenté de conclure au renforcement progressif de la tutelle administrative sur l'industrie américaine ; ce faisant, on se conformerait à la loi qui, dans la majorité des cas, régit les interventions gouvernementales et l'on ne contredirait pas aux leçons de l'expérience acquise en d'autres pays. Mais ce serait vraisemblablement négliger certaines caractéristiques très particulières de l'action de M. Roosevelt et ignorer le « climat » sous lequel elle s'est peu à peu développée.

Cette action, à vrai dire, n'était pas absolument originale puisque M. Coolidge et M. Hoover en avaient déjà usé eux-mêmes en maintes circonstances ; leur successeur devait toutefois l'amplifier considérablement non seulement parce que ses idées personnelles et celles de son entourage l'incitaient à faire l'épreuve d'un système nouveau mais aussi parce que la gravité des événements le poussait à des gestes plus hardis que ceux de ses devanciers. La pression des nécessités suscita l'intervention fédérale sans qu'y prissent part ni la passion politique,

ni l'attachement abstrait à une doctrine. Le Président Roosevelt avait le sentiment profond qu'à des circonstances exceptionnelles, des moyens exceptionnels devaient être adaptés et qu'on ne saurait en période de crise s'abandonner au libéralisme des époques de prospérité, ni s'en remettre aux théories classiques — reconnues inopérantes ou partiellement erronées — du soin de rétablir un équilibre compromis. « Nous prenons un sentier dans lequel personne ne s'est jamais aventuré, mais des conditions sans précédent dans l'histoire appellent des méthodes n'ayant jamais servi » ; tels sont les termes dont il se sert pour faire part au Congrès de ses projets. Au surplus, M. Roosevelt n'a nullement cherché à mettre en œuvre un système rigide dont les détails auraient été de longue date minutieusement arrêtés. Le choix de méthodes diverses et parfois contradictoires comme aussi les mutations survenues au sein du personnel chargé de l'appliquer traduisent l'empirisme qui préside à une politique économique encore inédite.

Le caractère expérimental de cette politique, s'il explique les changements fréquents d'orientation et la création incessante de moyens d'action nouveaux, apparaît aussi comme une garantie de sa souplesse. Il permet d'espérer qu'une fois passée la période d'adaptation indispensable, l'édifice construit un peu à la hâte, souvent au hasard des circonstances et sous l'empire des nécessités, pourra être affermi et consolidé en même temps que débarrassé de ce qui paraîtrait alors en lui inutile et superflu.

Un autre aspect de l'intervention gouvernementale est son objectif social maintes fois précisé. Le spectacle d'une multitude d'infortunes imméritées suscita à n'en pas dou-

ter dans une large mesure l'instauration du contrôle de l'Etat sur l'activité industrielle et commerciale du pays. Que l'erreur — ou du moins la témérité de la tentative présidentielle — ait consisté à vouloir intimement mêler la justice sociale à la question économique, c'est fort possible ; mais il n'en reste pas moins que l'amélioration des affaires ne fut pas le but unique — ni peut-être le but essentiel — des mesures envisagées. Dans le discours prononcé au terme de sa première année de pouvoir, M. Roosevelt s'exprimait ainsi :

« Le peuple américain comprend que le but de la réorganisation n'est pas de ramener simplement la prospérité. Son but est autrement important. La réorganisation durera autant que notre vie et empêchera à jamais le retour des conditions sociales qui ont frustré une grande partie des citoyens de la richesse et de la puissance. »

Ces paroles montrent bien toute l'importance que prennent dans les préoccupations gouvernementales la résorption du chômage et la hausse des salaires.

Très fortement teintée d'économie sociale, mais nullement enchaînée à des principes intangibles, et gardant dans le choix de ses procédés un évident éclectisme, l'économie dirigée américaine peut momentanément évoluer dans un sens différent de celui vers lequel s'oriente généralement le contrôle administratif s'exerçant dans le seul domaine de la production et des prix. Se proposant d'améliorer le sort de la classe ouvrière, le Gouvernement peut être amené à donner quelques satisfactions aux chefs d'industries pour rendre plus facilement acceptables les efforts nouveaux qui leur seront demandés en faveur de la main-d'œuvre. Il y a dans cette recherche possible d'un « compromis », dans cette poli-

tique faite de tâtonnements et d'un souci de conciliation des éléments qui pourraient dans un avenir prochain exercer leur influence sur les directives générales dont s'inspirera l'intervention gouvernementale aux Etats-Unis.

Au retour de sa croisière dans le Pacifique, au début d'août dernier, M. Roosevelt semblait cependant décidé à renforcer encore l'autorité de l'Etat dans le domaine économique.

« Le Gouvernement, disait-il, ne fait que commencer la lutte..

» Nous avons déjà remporté des victoires, mais nous sommes à la veille d'une bataille encore plus importante pour défendre notre économie contre l'égoïsme des entreprises privées.. Nous savons de plus en plus que la Nation doit constituer un tout indivisible et non pas une agglomération de collectivités sans lien réel entre elles. »

Quelques jours plus tard, le Président déclarait à Green Bay, dans le Wisconsin, que les mesures prises jusqu'ici ne constituaient que le début du « New Deal », et qu'elles seraient, au cours de la prochaine session du Congrès, renforcées par d'autres dans le sens suivi depuis son avènement.

De telles perspectives provoquèrent de graves appréhensions dans les milieux d'affaires, mais il apparut rapidement que le souci de l'Administration était seulement de tendre à un meilleur ajustement du contrôle économique. Si, dans certains domaines — notamment en ce qui concerne l'industrie pétrolière — cet ajustement devait consister en un resserrement de la réglementation, dans d'autres au contraire, il devait être

synonyme d'assouplissement. De toutes façons, le désir de M. Roosevelt semblait être de ne pas brimer l'initiative privée et de laisser, dans toute la mesure possible, l'industrie se gouverner elle-même sous le contrôle de l'Etat.

Le ministre du Commerce s'élevait d'ailleurs contre les bruits tendancieux attribuant au Gouvernement le projet d'abolir le *mobile du profit*.

« Le but du New Deal est d'encourager une répartition « équitable » des revenus entre le capital et le travail selon leur part dans le processus économique. Mais néanmoins, aucun homme sensé ne saurait désirer le retour à l'ancien état de choses. Il faut favoriser l'ordre nouveau caractérisé par un contrôle seul susceptible d'éviter les cataclysmes économiques. La liberté consiste pour chacun à exercer son initiative, et à établir son programme d'action dans le cadre d'un système de « profits équitables ».

Le discours prononcé par le Président le 30 septembre jette une lumière assez précise sur la dernière évolution de sa pensée. En ces tous derniers mois des événements importants sont intervenus : la grève du textile a montré toute l'acuité et la difficulté du problème ouvrier ; la démission du général Johnson a rendu publiques les divergences de vues des dirigeants ; le remaniement de la N. R. A. a modifié l'un des organismes essentiels du contrôle industriel ; enfin, les critiques de « droite » comme celles de « gauche » ont mis le Gouvernement dans une situation délicate et l'ont amené à préciser ses positions.

M. Roosevelt affirme donc à nouveau qu'il se refuse à considérer comme une conséquence inévitable du pro-

grès technique l'existence d'une armée de 10 millions de sans-travail comme celle qui, actuellement encore, subsiste aux Etats-Unis. Il estime que l'économie nationale doit être organisée de manière à résorber le chômage aussi rapidement que possible et l'empêcher de renaître. Toutefois, cette sollicitude à l'égard des masses populaires ne signifie pas que l'on doive poursuivre une extension progressive des attributions de l'Etat, ni méconnaître le rôle de l'initiative privée — rôle qui, dans l'activité économique, doit rester prépondérant.

Le Président ne fait qu'exprimer là une fois de plus une opinion qui constitue la base fondamentale de sa doctrine ; en réalité, il persiste à se situer à égal chemin du libéralisme intégral et du socialisme collectiviste.

Poursuivant son discours, M. Roosevelt fait appel aux patrons et aux ouvriers pour qu'ils tentent de collaborer entre eux et avec le Gouvernement de façon plus étroite. Plusieurs exemples retentissants ont montré, déclare-t-il, que les conflits entre employeurs et salariés étaient de nature à contrarier gravement tout effort d'organisation ; en conséquence, il demande aux uns et aux autres de bien vouloir renoncer provisoirement aux armes que constituent le lock-out et la grève en confiant leurs différends à l'arbitrage fédéral. Cette trêve devrait constituer une « période d'épreuve » pour les mesures prises par l'Administration en faveur de la « civilisation industrielle ».

Mais par ailleurs — et c'est la partie originale de son discours — M. Roosevelt n'est pas sans reconnaître que les Codes rédigés en hâte présentent des imperfections et soulèvent des critiques justifiées ; il formule des doutes quant à l'opportunité de certaines clauses relatives à

la fixation des prix et déclare qu'il favorisera les remaniements locaux et partiels qui apparaissent et apparaîtront nécessaires tant dans le domaine industriel que dans le domaine social.

M. Richberg — le nouveau chef du Conseil supérieur du New Deal — confirme quant à lui dans son discours-programme prononcé le 11 octobre les dernières déclarations du Président. Il paraît hostile à une fixation universelle des prix et de la production, « rêve formé par certains industriels ». Les mesures appliquées ne peuvent l'être, à son avis, que compte tenu de la situation de chaque industrie et non d'une façon systématique. S'il entend que le contrôle soit maintenu et même renforcé lorsqu'il constitue une « sauvegarde nécessaire pour la conservation des ressources nationales », il admet le principe de sa suppression lorsque ce contrôle n'est pas favorable à l'intérêt général ou facilite seulement la formation de monopoles individuels. Par ailleurs, M. Richberg — paraissant en cela disposé à accéder aux désirs de certains producteurs — ne mettrait pas obstacle à ce que les Codes fassent l'objet d'ententes volontaires d'entreprises plutôt que de la réglementation administrative.

En somme l'on peut conclure que, dans l'état actuel des choses, la politique instaurée il y a dix-huit mois subsiste d'une façon absolue dans son essence et dans son principe. Mais répudiant toute doctrine définitive, tirant de l'expérience des leçons profitables, peu soucieux au surplus de maintenir, en dépit des circonstances, des solutions globales, uniformes et rigides, M. Roosevelt procédera vraisemblablement dans les mois prochains aux ajustements nécessaires à une consolidation et à un meil-

leur aménagement des réformes si rapidement mises en œuvre. Le contrôle plus souple et plus nuancé tendra d'ailleurs en maintes occasions à devenir plus effectif. La N. R. A., soumise à certaines modifications destinées à en accroître et l'harmonie et la cohérence, se verrait par la suite confier à titre permanent par un vote du Congrès les fonctions qui, à l'épreuve, auraient été reconnues véritablement efficaces et utiles.

Quel sera dans ces conjonctures nouvelles le sens dans lequel risquera de s'orienter la réglementation de l'industrie du pétrole ?

Il semble certain que le Gouvernement américain continuera à poursuivre avec fermeté l'application de la restriction. L'incertitude qui paraît prévaloir à ce sujet depuis quelques semaines n'a pas trait à la politique du Gouvernement, mais tient à la nature même de la Constitution des Etats-Unis. Plusieurs arrêts des tribunaux viennent en effet de démontrer que l'Administrateur du Pétrole — en dépit des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Président — ne peut contrôler effectivement la production sans la collaboration des autorités des divers Etats. Cette collaboration ne lui est pas toujours facilement acquise. Mais Mr. Ickes a plusieurs fois déclaré qu'il demanderait à la prochaine session du Congrès une extension de ses pouvoirs, et manifesté son intention de modifier et de renforcer le système actuel de réglementation qui lui paraît encore imparfait et insuffisant.

CONCLUSION

Les perspectives futures de l'industrie pétrolière américaine : production, consommation, équilibre du marché.

Les problèmes d'avenir :

la durée des gisements ;

les concurrents possibles du pétrole naturel : l'hydrogénation de la houille.

Le contrôle gouvernemental peut, sans nul doute, dans les années qui viendront, exercer sur l'industrie pétrolière américaine une action bienfaisante ; sans pouvoir, à lui seul, décider du sort que l'avenir doit réserver à cette branche de l'activité économique, il pourrait, du moins, prendre sa place parmi les éléments susceptibles d'en orienter les destinées.

Ces éléments sont nombreux autant qu'indéterminés, et il n'est point aisé dès lors, ni d'en prévoir les modifications possibles, ni partant d'en discerner les influences probables sur l'évolution de l'industrie.

Tout au plus pourrions-nous, en passant rapidement en revue les notions que nous avons tenté de préciser au cours de cette étude, en tirer quelques conclusions d'une valeur immédiate.

1° Les Etats-Unis paraissent destinés à tenir, pour longtemps encore, la première place parmi les pays producteurs de pétrole. La réglementation rigoureuse de l'extraction mettrait un peu d'ordre et de discipline en ce domaine ; appuyée par une lutte victorieusement engagée contre la fraude, elle constituerait, pour les

exploitants une précieuse garantie de sécurité ; bien mieux, strictement observée, elle ouvrirait la voie à des ententes internationales dont les échecs successifs furent, dans le passé, toujours dus — nous l'avons vu — aux excès de la production américaine.

2° L'industrie du raffinage ne peut que conserver aux Etats-Unis l'avance technique qu'elle a acquise sur celle des autres pays. L'emploi des procédés de craquage y maintiendra les hauts rendements obtenus dans le traitement de la matière première. Dans la production des dérivés, l'Amérique doit continuer à tenir le même rang que celui qui lui échoit dans la production du brut. Il se pourrait d'ailleurs que, dans un avenir assez proche, certaines modifications — commandées par les exigences de la consommation — soient encore apportées aux méthodes de raffinage. Il se précise en effet, depuis peu, que l'utilisation des huiles lourdes accuse une très nette tendance à s'étendre grâce aux avantages que présente leur emploi dans les moteurs Diesel à combustion interne. Or nous savons que l'industrie s'est, au cours de ces dernières années, orientée vers l'accroissement de la fabrication d'essence par traitement du fuel-oil et du gaz-oil. Une demande plus importante de ces deux produits, en réduisant la consommation du carburant léger, nécessiterait la recherche d'un nouvel équilibre dans la production des dérivés, puisque le craquage des huiles — dont nous avons étudié les répercussions profondes — deviendrait une opération moins avantageuse. Sans doute sont-ce là des données trop récentes pour qu'une conclusion définitive puisse en être déduite ; elles méritaient, semble-t-il, d'être néanmoins signalées car elles

peuvent jouer leur rôle dans l'équilibre futur du marché.

3° La très faible diminution de la consommation durant la crise mondiale a suffisamment démontré à quel point l'ensemble des produits pétrolifères était actuellement indispensable à la vie économique moderne. La demande ira vraisemblablement en augmentant dans un avenir prochain, stimulée qu'elle serait au surplus par une reprise des affaires. Nous avons eu lieu d'étudier toutefois les raisons pour lesquelles l'Amérique ne saurait recouvrer dans le ravitaillement mondial sa prépondérance passée et n'était plus en droit de compter désormais que sur son marché intérieur pour fournir à ses produits un débouché important.

4° La stabilité du marché et le mouvement des prix se déduiront du jeu des éléments que nous venons d'examiner rapidement. Sur eux une réglementation souple et adéquate de la production ne manquerait pas d'avoir une action bienfaisante qui ouvrirait à l'industrie pétrolière américaine un horizon plus favorable et l'aiderait peut-être à reconquérir son prestige et sa prospérité d'autrefois.

Si, désireux de pousser nos investigations plus avant, nous tentons, en projetant notre pensée dans un avenir moins proche, de déterminer quelle pourrait être pour l'industrie pétrolière américaine la phase plus lointaine de son évolution, si nous essayons en un mot de mesurer les chances qu'ont les Etats-Unis de se maintenir au premier rang des pays producteurs, nous nous trouvons dans

l'obligation de répondre à une question qui tout normalement vient à l'esprit : quelle peut être l'importance des réserves mondiales de pétrole, quelle est plus particulièrement l'importance des réserves américaines ?

Le problème de l'épuisement des gisements préoccupe depuis longtemps déjà les milieux pétroliers mais les tentatives faites en vue d'établir — même de façon approximative — l'époque à laquelle le pétrole naturel viendrait à manquer se heurtent à de grosses difficultés d'évaluation et d'appréciation.

Aussi bien, l'examen de la durée probable des réserves pétrolifères mondiales exige-t-il une observation préliminaire indispensable. Les estimations chiffrées risquent, en ce domaine, de donner l'illusion d'une précision qui est loin de correspondre à la réalité; elles restent en effet entachées d'un défaut absolu d'homogénéité suivant qu'elles concernent des réserves *certaines* déjà déterminées par des forages, ou des réserves *possibles* dont on suppose l'existence sans qu'aucun sondage ne l'ait encore révélée. Dans le premier cas une période de prévisions relativement sûres mais à échéance généralement limitée est en relation avec l'exploitation elle-même; dans le second les calculs risquent d'être illusoire car seules interviennent des impressions basées sur le résultat des prospections — lorsqu'elles ont eu lieu — les caractères géologiques ou les indices de surface.

Dans sa très intéressante communication présentée le 8 avril 1932 à la Société des Ingénieurs Civils de France, M. Brunshawig, constatant ces difficultés d'évaluation, opérait pour fixer les idées la classification suivante des pays producteurs :

1° *Pays producteurs dont l'extraction, au rythme ac-*

tuel, est assurée pour une dizaine d'années au moins par des réserves prouvées et où il est raisonnable d'escompter en outre de nouvelles découvertes :

Etats-Unis, Russie, Venezuela (région de Maracaïbo), Roumanie, Perse, Indes néerlandaises.

2° Pays producteurs dont la décroissance de production n'est pas compensée par des réserves prouvées :

Mexique, Pologne.

3° Pays neufs considérés comme destinés à devenir des producteurs importants :

Venezuela (régions autres que celle de Maracaïbo), Colombie, Irak.

4° Pays neufs susceptibles de possibilités encore indéterminées :

Amérique du Sud, Russie, Sibérie, Perse (zone de la Caspienne).

5° Pays considérés comme producteurs médiocres :

Canada, Indes, Japon, Chine, Afrique.

M. Brunshwig concluait en définitive qu'au delà d'une période de prévisions relativement courte — de l'ordre d'une dizaine d'années — la question de l'approvisionnement du monde en pétrole nécessitait un acte de foi. Il faut remarquer que cet acte de foi fut jusqu'à présent toujours légitimé par des découvertes de gisements nouveaux intervenant au moment opportun et que, par ailleurs, les perfectionnements de la technique — permettant d'exploiter des nappes pétrolifères plus profondes et de mettre en valeur des régions considérées jusqu'alors comme géographiquement inaccessibles — justifient des prévisions sans cesse plus optimistes.

Toutes réserves étant ainsi faites sur l'exactitude des estimations relatives aux réserves pétrolifères, il peut

néanmoins paraître intéressant de faire état des calculs effectués dans ce domaine au cours de ces dernières années, spécialement aux Etats-Unis. En 1923, les géologues émettaient des prévisions particulièrement pessimistes quant à la longévité des gisements américains. Ils envisageaient leur épuisement dans un délai de douze ans ce qui ne manqua pas d'alarmer l'opinion publique et provoqua une hausse immédiate du prix du pétrole. En 1927, la Commission Fédérale d'Economie du Pétrole prétendait que les réserves des Etats-Unis ne suffiraient à faire face qu'à six années d'exploitation. Enfin au début de 1933, M. V. R. Garfias, économiste américain, évaluait les réserves mondiales de la façon suivante :

Réserves pétrolifères mondiales (en millions de barils).

Etats-Unis	12.000
Russie	3.000
Irak	2.500
Perse	2.200
Vénézuela	2.000
Indes Néerlandaises	1.000
Roumanie	500
Colombie	400
Mexique	300
Indes	100
Pérou	100
Argentine	100
Trinitad	90
Pologne	50
Japon	40
Sarawak	30
Canada	10
Allemagne	10
Equateur	10
France	5
Autres pays	10
Total	24.465

Soit au total 24 milliards de barils environ, montant qui au rythme actuel de la consommation garantirait celle-ci pour une vingtaine d'années.

D'après ces chiffres les réserves des Etats-Unis correspondraient encore à 48 % des réserves mondiales.

Quoi qu'il en soit, le manque de concordance des évaluations suffit à démontrer la fragilité des calculs qui leur servent de base et explique le scepticisme manifesté à leur égard. Remarquons seulement que si les éléments d'appréciation sont en ce domaine particulièrement imprécis, les réserves pétrolifères ne paraissent pas cependant, dans l'état actuel des choses, devoir garantir au delà de quelques décades la sécurité d'un approvisionnement continu alors que les réserves de charbon connues avec certitude représentent quant à elles plus de 700 ans de la consommation actuelle et les réserves probables et possibles plus de 4.000 ans !

Il paraîtrait téméraire d'anticiper sur l'avenir et de pronostiquer à longue échéance ce qu'il adviendra lorsque les gisements de pétrole naturel seront près d'être épuisés. Il est bien certain tout d'abord que les procédés d'extraction actuellement employés laissent encore subsister au fond des puits des quantités considérables de matière première parfois supérieures aux quantités extraites. Ce sont là des réserves certaines qu'il serait possible, le cas échéant, de récupérer ; toutefois ces récupérations comportant un prix de revient élevé ne pourraient vraisemblablement intervenir et se généraliser qu'au jour où les perspectives d'épuisement des exploitations normales entraîneraient un renchérissement sensible des prix mondiaux.

D'ici là d'ailleurs rien ne permet d'affirmer que les progrès de la science n'auront pas à nouveau fortement

ébranlé les fondements sur lesquels reposent actuellement l'industrie pétrolière. Des carburants de substitution ne viendront-ils pas diminuer la valeur et l'utilité de l'huile brute extraite des puits, ou mieux des procédés de synthèse — l'hydrogénation en particulier — n'autoriseront-ils pas la fabrication d'un produit capable de concurrencer sur le marché le pétrole naturel ? Aussi lointaines et imprécises que soient ces perspectives, elles méritent toutefois, croyons-nous, d'être examinées.

Pour saisir — sans entrer dans des développements techniques étendus — le mécanisme et l'intérêt de l'hydrogénation, il est nécessaire de rappeler rapidement les étapes parcourues par l'industrie pétrolière dans le domaine de la production des dérivés.

A l'origine, seule la distillation fournissait le moyen de transformer la matière première en produits commerciaux. Opération simple mais quelque peu primitive, la distillation, malgré ses perfectionnements constants, présentait — nous avons eu l'occasion de l'étudier — l'inconvénient de laisser en quantités trop abondantes des produits lourds (gaz oil, fuel oil, etc.) dont la vente n'allait pas sans difficultés. Pour en faciliter l'écoulement, on en vint à mettre au point une méthode de transformation de ces produits lourds en produits légers : le craquage était né et nous savons le développement — si gros de conséquences — qui caractérisa son emploi aux États-Unis. Mais le craquage est impuissant à régler d'une façon parfaite la marche d'une industrie sur les besoins de la consommation ; malgré leur demande accrue, les produits lourds continuaient à encombrer le marché. La nécessité se fit donc sentir d'améliorer encore la technique

industrielle. Puisque des modifications moléculaires, sous l'action combinée de la température et de la pression — craquage — sont incapables, et c'est logique, de transformer tout le fuel-oil en produits légers, on cherche, par des procédés synthétiques, à alléger l'édifice moléculaire de la matière première employée : c'est l'hydrogénation. Ce procédé peut être grossièrement schématisé de la façon suivante : les pétroles sont des hydrocarbures, corps composés de charbon et d'hydrogène; le charbon étant lourd et l'hydrogène léger, l'on conçoit facilement que si l'on parvient à fixer de l'hydrogène sur un carbure lourd, la molécule nouvelle se trouvera allégée par rapport à l'ancienne. L'hydrogénation dévoile ainsi un horizon très vaste. Elle autorise la transformation en combustible liquide du charbon et des matières organiques en général, la transformation des combustibles lourds en produits légers d'une utilisation plus étendue, enfin la transformation de pétrole brut ou de produits déjà raffinés en produits analogues mais dotés de meilleures caractéristiques chimiques. Elle donne à l'industrie la possibilité de satisfaire à tous moments, d'une façon précise aux exigences de la consommation ; elle fournit enfin aux pays producteurs de charbon ou de lignite le moyen de subvenir eux-mêmes à leurs besoins de carburant. Les avantages que, du point de vue technique, présente ainsi l'hydrogénation apparaissent donc très réels. Étudié dès avant la guerre, ce procédé n'avait pas, jusqu'à ces dernières années, franchi le stade des expériences de laboratoires, mais depuis peu des essais industriels ont été entrepris dans différents Etats, essais que les Gouvernements ont suivi avec intérêt et auxquels ils ont maintes fois prodigué leurs encouragements.

Les conséquences que pourrait avoir sur l'industrie l'emploi des méthodes nouvelles, commandent que soient examinées les chances qu'elles ont de se généraliser.

Il faut bien remarquer que, du point de vue commercial, le pétrole naturel, grâce à ses facilités d'extraction et à son prix de revient très bas, semble pouvoir défier longtemps encore tous les procédés de synthèse. Ceux-ci restent actuellement très coûteux. On peut estimer que le prix de l'essence d'hydrogénation s'établit en Allemagne par exemple à 20 pfennigs par litre, alors que le prix de l'essence naturelle C. I. F. Hambourg est à peine de 5 pfennigs. En France — où des usines destinées à produire de l'essence par l'hydrogénation de la houille vont être prochainement construites — le produit obtenu coûtera 1 fr. 20 le litre au minimum ; il vaut actuellement 0 fr. 21. Un prix de revient aussi élevé suffirait en tout autre domaine à interdire le développement d'une telle industrie jusqu'au moment du moins où les progrès de la technique seraient parvenus à réduire sensiblement le coût de fabrication. Mais des considérations d'un ordre particulier sont, lorsqu'il s'agit du pétrole, susceptibles de pousser les dirigeants d'un pays à en favoriser la production nationale.

Quand le Gouvernement anglais demanda au Parlement en juillet 1933 d'accorder une prime de protection de 4 pence par gallon pour l'essence obtenue dans une usine d'hydrogénation de charbon, il en donna les trois motifs suivants : le premier concernait l'aide à apporter à l'industrie houillère, le second répondait au souci de fournir du travail à un certain nombre de chômeurs, le troisième enfin était dicté par les préoccupations de la

Défense Nationale. De toutes, la dernière de ces raisons paraissait bien être la plus importante ; c'est bien celle qui inspirait aussi M. Pineau, Directeur de l'Office National des Combustibles Liquides, lorsque, parlant dernièrement de l'hydrogénation en France il écrivait : « Tous les efforts doivent être faits pour réaliser — dans les meilleures conditions techniques et industrielles mais dans le minimum de délai — la fabrication de carburant qui ne serait pas dans la dépendance de matières première d'origine étrangère ».

Dans l'état actuel de l'armement moderne, il est hors de doute que la question du ravitaillement en pétrole est d'un intérêt primordial et qu'elle préoccupe les Gouvernements. Il est logique que l'hydrogénation retienne leur attention car elle présente l'avantage de donner non seulement de l'essence — qui pourrait en cas de nécessité être remplacée par des carburants de substitution — mais toute la gamme si étendue des produits indispensables.

L'indépendance que les Etats actuellement importateurs de produits pétrolifères pourraient de ce fait acquérir en ce qui concerne leur approvisionnement, aurait ses répercussions sur la situation des pays producteurs de pétrole naturel qui participent aujourd'hui au ravitaillement mondial ; l'Amérique en subirait les conséquences.

Il est encore trop tôt cependant pour définir le rôle exact que les procédés de synthèse seront appelés à jouer dans l'évolution future de l'industrie pétrolière. Quels seront les perfectionnements qui leur seront apportés et l'importance des subventions budgétaires consacrées à

leur développement? Ce sont là des questions auxquelles il est difficile de répondre de façon précise sans risquer de voir les événements démentir des pronostics trop rapidement formulés. Qu'il suffise seulement de constater que l'industrie du pétrole risque de se trouver dans un avenir plus ou moins prochain en face de données nouvelles dont elle devra tenir compte et auxquelles elle devra s'adapter ; si l'hydrogénation, par abaissement de son prix de revient, venait, en particulier à se généraliser cela n'irait pas sans modifier totalement la marche des exploitations actuelles.

Un tel état de choses affecterait surtout les petits exploitants de brut car ils est hors de doute que les trusts — ils se sont déjà engagés dans cette voie — ne tarderaient pas à orienter et à contrôler la technique nouvelle. Leur puissance financière, leur connaissance approfondie des problèmes relatifs au pétrole garantissent qu'ils ne se laisseront ni évincer ni distancer par des concurrents soudainement apparus.

Quoi qu'il en soit de ces perspectives et de ces possibilités, il est vraisemblable qu'elles ne parviendront à s'imposer que d'une façon lente et progressive, laissant à l'industrie le temps de s'adapter à des conditions d'exploitation jusqu'alors inconnues. Au reste elles ne feraient que marquer une étape nouvelle dans l'évolution si rapide et pourtant si complexe des questions pétrolières.

Et quoi qu'il advienne d'ailleurs, elles ne sauraient empêcher les Etats-Unis de revendiquer à juste titre la place

qui leur échoit au premier rang des promoteurs de l'industrie du pétrole. Toute l'histoire de celle-ci est restée liée pendant trois quarts de siècle au développement qu'elle put s'assurer en ce pays. Elle y traversa sans doute des fortunes diverses, mais son destin ne saurait, sans injustice, la conduire un jour à y périr.

Vu : *Le Doyen,*
Edgar ALLIX

Le Président de la thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

- Camille Aymard.** — *La conquête du pétrole.*
M. R. Brunschwig. — *Les ressources mondiales de pétrole.*
S. Ferdinand Lop. — *Le Pétrole, le Monde et la France.*
Francis Delaisi. — *Le Pétrole.*
Y. Filhol. — *Législation mondiale du pétrole.*
François Herbet. — *L'expérience Roosevelt et l'industrie.*
Robert de St-Jean. — *La vraie Révolution de Roosevelt.*

Les collections de :

- Annales de l'Office national des Combustibles liquides.*
Annalist (Etats-Unis).
Annales des Mines (Roumanie).
Bulletin quotidien.
Courrier des Pétroles.
Information Financière.
La Journée Industrielle.
Moniteur du Pétrole roumain (Roumanie).
National Petroleum News (Etats-Unis).
Oil and Gas Journal (Etats-Unis).
Oil News (Angleterre).
Question du jour.
Rotterdamsche Bankvereinigung (Hollande).
Revue économique et financière.
Revue Pétrolifère.
Statistiques du Bureau du Travail américain.
Le Temps.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

Le pétrole dans la vie économique moderne. Les caractéristiques de l'industrie du pétrole	1
--	----------

Son essor extrêmement rapide. — Aperçu historique. Importance de la production. — Sa concentration aux mains des trusts. Elle est due à l'importance des capitaux nécessaires aux exploitations.

PREMIERE PARTIE

LE PETROLE AUX ETATS-UNIS. SON INDUSTRIE. SON MARCHÉ

Chapitre premier. — La production du pétrole brut aux Etats-Unis.....	17
--	-----------

La place de l'Amérique dans la production mondiale du pétrole brut. — Les Etats producteurs de la Fédération. Les champs les plus importants. — Les progrès de la technique et le potentiel de production. — Le caractère trop souvent désordonné et anarchique de la production. Ses inconvénients.

Chapitre II. — La production des dérivés : Le raffinage.....	30
---	-----------

Les différents produits obtenus en raffinerie. — L'essence, dérivé le plus précieux. — La place de l'Amérique dans la production mondiale d'essence. — Les différents procédés de fabrication de l'essence : la distillation, le craquage des huiles lourdes, la gazoline naturelle. — L'importance respective de ces procédés. — L'augmentation des rendements : ses désastreuses répercussions sur le marché du pétrole brut. — L'évolution future des méthodes employées en raffinerie dépendra des débouchés qui s'offriront à l'avenir aux huiles lourdes : les usages actuels du fuel-oil, la concurrence que lui font le charbon et le gaz naturel.

Chapitre III. — La demande intérieure des produits pétrolifères et le commerce d'exportation	47
---	-----------

La consommation mondiale des produits pétrolifères. La part de l'Amérique dans cette consommation. — La consommation mondiale d'essence. — La consommation intérieure de l'essence aux Etats-Unis. — Le déclin des exportations américaines : ses causes et ses conséquences. — Les importations. La notion d'exportation nette. — Les variations de la demande totale sur le marché américain.

Chapitre IV. — L'équilibre du marché et le potentiel de production . . .	64
Les stocks. Leur importance et leurs variations. — Equilibre du marché de l'essence. L'ajustement de l'offre totale à la demande totale. — Le potentiel de production du pétrole brut, de l'essence, l'activité des raffineries. — Le développement du potentiel et le déséquilibre du marché.	
Chapitre V. — Le mouvement des prix	75
La baisse des prix des produits pétrolifères comparée à celle des autres produits. — L'important fléchissement des prix de gros. — La diminution apparemment moins sensible des prix de détail. Ses raisons : part de frais incompressibles, constante augmentation des impôts. — La baisse des prix à l'exportation.	
Chapitre VI. — Les effets de la crise sur la situation de l'industrie	86
Les bénéfices sont-ils encore possibles ? La difficulté d'établir un prix de revient moyen. — Le mouvement des bilans. — La baisse des dividendes. — La chute des valeurs en Bourse. — La concentration et l'intervention gouvernementale favorisée par les difficultés de l'industrie.	

DEUXIEME PARTIE

LES ESSAIS DE STABILISATION DU MARCHÉ POURSUIVIS AUX ETATS-UNIS EN CES DERNIERES ANNEES ET JUSQU'A L'AVENEMENT AU POUVOIR DE M. ROOSEVELT.

Chapitre premier. — La politique de limitation de la production	101
Son caractère. — Ses difficultés d'application. — Ses résultats.	
Chapitre II. — Le tarif douanier et l'importation	117
Les polémiques soulevées à son sujet. — Les résultats de son adoption.	
Chapitre III. — Les plans de M. Kessler	125
Propositions en vue de restreindre la production mondiale.	
Chapitre IV. — Les conférences internationales relatives au pétrole . . .	131
La Conférence de New-York avec les Russes. — Les Conférences de Paris avec la Roumanie.	

TROISIEME PARTIE

LE PROGRAMME DE RESTAURATION ECONOMIQUE DE M. ROOSEVELT ET L'INDUSTRIE PETROLIERE

Chapitre premier. — Les conceptions générales de M. Roosevelt	159
Chapitre II. — Le N. I. R. A. et les premières réformes du nouveau gouvernement dans le domaine du pétrole	164
Chapitre III. — La préparation du Code du pétrole	169
Les difficultés d'entente entre producteurs indépendants et grandes sociétés. — Les divergences de vues au sein du Gouvernement. — Le Code est imposé à l'industrie le 19 août 1933.	

Chapitre IV. — L'analyse du Code.....	175
Les conditions du travail. — Le contrôle de la production et la fixation des prix. — Les conditions de vente. — L'organisation du contrôle permanent.	
Chapitre V. — Les modifications apportées au Code au cours de son application.....	188
Les mesures complémentaires concernant le contrôle de la production (extraction du brut, raffinage, exploitation des gisements nouveaux). — Le problème de la fixation des prix et le « pooling agreement ».	
Chapitre VI. — Le bilan de la réforme au bout d'un an d'expérience....	206
Les résultats obtenus : dans le domaine de la production; en ce qui concerne les prix. — L'amélioration morale et la sécurité plus grande de l'industrie.	
Chapitre VII. — L'évolution vraisemblable de la réglementation aux Etats-Unis au cours des prochains mois	215

CONCLUSION

Les perspectives futures de l'industrie pétrolière américaine.....	225
Production. Consommation. Equilibre du marché et des prix. — <i>Les problèmes d'avenir</i> : La durée des gisements; les concurrents possibles du pétrole naturel; l'hydrogénation.	
Bibliographie	239

